

EVIDENCE

QUEBEC, Tuesday, September 20, 2022

The Standing Senate Committee on Human Rights met this day at 9:12 a.m. [ET] to examine such issues as may arise from time to time relating to human rights generally.

Senator Salma Ataullahjan (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: I am Salma Ataullahjan, a senator from Toronto and chair of this committee.

It is with great sadness that I learned of the passing of Her Majesty Queen Elizabeth II, who was laid to rest yesterday inside St. George's Chapel. As a mark of respect and in honour of Queen Elizabeth II, we will now observe a minute of silence.

(Those present then stood in silent tribute.)

Today, we're conducting a meeting of the Standing Senate Committee on Human Rights. I will introduce the members of the committee who are participating in this meeting. To my left, we have Senator Jaffer, from British Columbia; to the right, we have Senator Gerba from Quebec; and then to the left again, we have Senator Oh, from Ontario.

Having held two meetings in June in Ottawa, today we continue our study on Islamophobia in Canada under our general order of reference. Our study will cover, amongst other matters, the role of Islamophobia with respect to online and offline violence against Muslims and general discrimination, as well as discrimination in employment, including Islamophobia in the federal public service. Our study will also examine the sources of Islamophobia, the impact on individuals, including mental health and physical safety, and possible solutions and government responses.

We are pleased to be here in Quebec City and to hear from witnesses about Islamophobia in this part of the country. This is the third of our public hearings outside of Ottawa. Two weeks ago, we were in Vancouver and Edmonton, and tomorrow, we shall be in Toronto.

Let me provide some details about our meeting today. This morning we shall have three one-hour panels with a number of witnesses who have been invited. In each panel, we shall hear from witnesses, and then the senators will have a question and answer session. There will be a short break around 11:00 a.m.

TÉMOIGNAGES

QUÉBEC, le mardi 20 septembre 2022

Le Comité sénatorial permanent des droits de la personne se réunit aujourd'hui, à 9 h 12 (HE), pour examiner les questions qui pourraient survenir concernant les droits de la personne en général.

La sénatrice Salma Ataullahjan(*présidente*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

La présidente : Je m'appelle Salma Ataullahjan, sénatrice de Toronto et présidente du comité.

C'est avec une extrême tristesse que j'ai appris le décès de Sa Majesté la reine Elizabeth II, qui a été portée à son dernier repos hier à la chapelle Saint-Georges. En signe de respect et pour honorer la reine Elizabeth II, nous allons maintenant observer une minute de silence.

(Les personnes présentes se lèvent pour observer une minute de silence.)

Nous tenons aujourd'hui une réunion du Comité sénatorial permanent des droits de la personne. Je vais vous présenter les membres du comité qui participent à cette réunion. À ma gauche, il y a la sénatrice Jaffer, de la Colombie-Britannique; à ma droite, la sénatrice Gerba, du Québec, et, à nouveau à ma gauche, il y a le sénateur Oh, de l'Ontario.

Après avoir tenu deux réunions en juin, à Ottawa, nous continuons aujourd'hui notre étude sur l'islamophobie au Canada, conformément à notre ordre de renvoi général. Notre étude portera, entre autres, sur le rôle de l'islamophobie dans la violence en ligne et hors ligne contre les musulmans, la discrimination générale, ainsi que la discrimination en matière d'emploi, y compris l'islamophobie dans la fonction publique fédérale. Notre étude portera également sur les sources de l'islamophobie, ses répercussions sur les gens, notamment sur la santé mentale et la sécurité physique, ainsi que sur les solutions possibles et les réponses des gouvernements.

Nous sommes heureux d'être ici, à Québec, et d'entendre des témoins sur l'islamophobie dans cette région du pays. Il s'agit de la troisième de nos audiences publiques à l'extérieur d'Ottawa. Il y a deux semaines, nous étions à Vancouver et à Edmonton, et demain, nous nous réunirons à Toronto.

Permettez-moi de vous donner quelques détails sur la réunion d'aujourd'hui. Ce matin, nous aurons trois blocs de discussion d'une heure avec des témoins invités. Chaque heure, nous entendrons d'abord les témoins, puis les sénateurs auront l'occasion de leur poser des questions. Il y aura une courte pause vers 11 heures.

Each witness has been asked to make an opening statement of five minutes. Dear witnesses, we are on a very tight schedule, and we want to get the senators' questions, so I ask that you please keep your remarks to five minutes. I don't like interrupting people, but Sébastien, who actually runs this committee with the tight schedule, wanted me to sort of say, okay, five minutes because we want to have a lot of time for question and answer. We shall hear from all of you and then turn to questions from the senators.

We're supposed to be joined by, from the Islamic Cultural Center of Quebec City, Boufeldja Benabdallah, who is the co-founder and spokesperson, and Mohamed Labidi. I'm sure, with the Quebec traffic, they're running late. Laïla Aitoumasste, the coordinator, is here. Then we have Mohamad El Hafid, Saïd Akjour and Nabila Daoudi. I'll ask Laïla to give the first presentation.

[Translation]

Laïla Aitoumasste, Coordinator, Islamic Cultural Centre of Quebec City: Well, I wasn't expecting that. I thought I was going to be third. So I'll go ahead and be first.

I'm actually not testifying about anything I've experienced. This is more about a project that I've worked on with women victims of acts of hate in society here in Quebec City. So I'd like to present one project among many that I'm working on with the Centre multiethnique de Québec. It's a project that we called Ensemble pour agir, and it involved workshops on intimidation and racism. It's a project dedicated mainly to women who have been victims of hate crimes, intimidation and racism. These are women who suffered greatly in the attack on the great mosque in Quebec City, and the situation has gotten worse since that attack. These women were victims and suffered greatly, and so on.

So the workshop was dedicated to helping those women. It was a three-part workshop. In the first part, we divided the women into groups. In each workshop we welcomed a dozen women who had been victims of acts of hate and just let them describe what they had experienced, suffered and so on.

Generally speaking, we had people who took part in the workshop and described all the suffering they had experienced. I can't deny that there were some very difficult moments; there were tears. We had a psychologist with us who helped a little, who provided aid to those women, women who had decided either to stay strong and continue participating in society or who simply decided to isolate, to withdraw from society and focus solely on their families and children because they were afraid to

Chaque témoin est invité à faire une déclaration préliminaire de cinq minutes. Chers témoins, notre horaire est très serré, alors, je vous demanderai de ne pas dépasser ces cinq minutes parce que nous voulons nous garder suffisamment de temps pour que les sénateurs posent des questions. Je n'aime pas interrompre les gens, mais M. Payet, qui gère cet horaire serré, voulait que je vous demande de ne pas dépasser les cinq minutes parce que nous voulons avoir beaucoup de temps pour les questions. Nous allons entendre vos déclarations liminaires, puis nous allons passer aux questions des sénateurs.

Nous attendons toujours, du Centre culturel islamique de Québec, Boufeldja Benabdallah, cofondateur et porte-parole, et Mohamed Labidi. Je suis certaine qu'ils sont en retard en raison de la circulation dans la ville de Québec. Nous avons toutefois avec nous la coordonnatrice, Laïla Aitoumasste. Nous accueillons également Mohamad El Hafid, Saïd Akjour et Nabila Daoudi. Je vais demander à Mme Aitoumasste de commencer.

[Français]

Laïla Aitoumasste, coordonnatrice, Centre culturel islamique de Québec : Bon. Je ne m'attendais pas à ça, je croyais que j'allais être la troisième. Donc, je commence et serai la première.

En fait, ce n'est pas un témoignage de quelque chose que j'ai vécu. C'est plutôt un projet sur lequel j'ai travaillé avec les femmes qui étaient victimes d'actes haineux, ici dans la société, dans la Ville de Québec. J'aimerais donc vous présenter un projet parmi les projets sur lesquels j'ai travaillé avec le Centre multiethnique de Québec. C'est un projet qu'on a appelé Ensemble pour agir, qui comporte des ateliers sur l'intimidation et le racisme. C'est un projet qui est dédié surtout aux femmes qui ont été victimes d'actes haineux, d'intimidation ou de racisme. Ce sont des femmes ayant vécu beaucoup de souffrances lors de l'attentat qui a eu lieu dans la grande mosquée de Québec, et, depuis cet attentat, les choses ont empiré. Ces femmes ont été des victimes et ont vécu beaucoup de souffrance, etc.

Donc, l'atelier était justement dédié à ces femmes-là pour pouvoir les aider. C'est un atelier qui comportait trois volets. Le premier volet, c'était de faire un regroupement de ces femmes. À chaque atelier, on accueillait une dizaine de femmes qui étaient victimes d'actes haineux. On leur permettait justement de raconter leurs expériences, leur souffrance, etc.

D'une manière générale, on a eu quand même des gens qui y ont participé et qui ont exprimé toute la souffrance qu'ils ont vécue. Je ne vous cache pas que c'était des moments très difficiles, il y avait des pleurs. On avait quand même une psychologue avec nous qui aidait un petit peu, qui donnait de l'aide à ces femmes-là. Des femmes qui ont soit décidé de rester fortes et de continuer de faire partie de cette société, ou qui ont carrément décidé de s'isoler, de se retirer de la société et de se

leave their homes. It was very hard for them just to take their children to school. So that was the first part.

In the second part, we mainly distributed information to people. What's an act of hate? What's intimidation? What differentiates an act of hate from intimidation and racism? The idea was to provide all the tools and to inform people about the remedies available to them here in Quebec City. What should you do if you witness or are a victim of a crime? For example, you can film the incident, take photographs, get the licence plate number of a car and so on.

Then we also gave them a list of organizations available here in Quebec City together with their contact information. If a woman is a victim of a crime, she need only call the organization that can help her, not to mention 911, of course, which you can call any time.

The third part, which I was unfortunately unable to finalize due to the health crisis, was a meeting with the Quebec City police service. There were two objectives to that part: First, we wanted to raise police awareness about the fact that these women live in their city, but that they aren't comfortable, that they're afraid; and the second objective was to provide those women with access to assistance. Some women file complaints. They go to the police, but there's no follow-up. And the women were very enthusiastic. They said they'd ultimately be able to meet with police and get follow-up to what they had experienced. They wondered why there was no follow-up, why they got no response. They had filed complaints, and the process had stopped there. That's what discouraged many women. Some simply decided not to file complaints, and that isn't good for us; it's not for the good of society because we've always advised women victims to call, if only for statistical purposes. Then we at least have statistics, even if there's no follow-up, even if there's no solution. We know there have been so many crimes in such and such a city.

So those were the three parts. As I said, the third part was unfortunately incomplete. In fact, the overall project as such wasn't really completed as a result of the health crisis, and we couldn't divide the women into groups. My second point is that we're short of funding. Sometimes it's also cut off.

That's a summary of what happened. I'd like to add a brief conclusion. I'd like to mention that immigrant families, particularly Muslim families in which women wear the veil, are an integral part of our society. They have emerged from our culturally diverse society and they contribute to the vast economic and social wealth of this country. However, as a result

concentrer juste sur leur famille et leurs enfants, parce qu'elles avaient peur de sortir de chez elles. Même le fait d'aller mener leurs enfants à l'école, c'était très difficile pour elles. Donc, ça, c'était le premier volet.

Le deuxième volet consistait surtout à donner de l'information aux gens. Qu'est-ce qu'un acte haineux? C'est quoi l'intimidation? C'est quoi la différence entre l'acte haineux, l'intimidation ou le racisme? Il s'agissait de donner tous les outils et de les informer sur les recours dont ils disposent ici, dans la Ville de Québec. Qu'est-ce qu'il faut faire quand on est victime ou témoin d'un crime? Par exemple, on peut filmer l'incident, prendre des photos, prendre le numéro de plaque d'immatriculation d'une voiture, etc.

Par la suite, on leur donnait aussi une liste des organismes disponibles ici, à Québec, et leurs coordonnées. Dans le cas où une femme a été victime d'un crime, elle n'a qu'à appeler l'organisme qui pourra lui venir en aide. Sans oublier, bien sûr, le numéro 911 qu'on peut appeler à tout moment.

Le troisième volet, que je n'ai pas malheureusement pas pu finaliser tout simplement à cause de la crise sanitaire, c'est une rencontre avec le Service de police de la Ville de Québec. Ce volet comporte deux objectifs principaux : d'abord, on voulait sensibiliser la police sur le fait que ces femmes vivent dans leur ville, mais qu'elles ne sont pas bien, qu'elles ont peur; ensuite, le deuxième point, c'était de donner accès à de l'aide à ces femmes. Il y a celles qui vont porter plainte. Elles vont appeler la police, mais il n'y aura pas de suivi. Et les femmes étaient très enthousiastes. Elles ont dit que, finalement, elles vont pouvoir rencontrer la police et avoir un suivi sur ce qu'elles ont vécu. Elles se sont demandé pourquoi il n'y avait pas de suivi, pourquoi elles n'ont rien eu. Elles déposaient une plainte, puis ça s'arrêtait là. C'est ce qui a découragé beaucoup de femmes. Certaines ont décidé carrément de ne pas porter plainte, tout simplement. Et ça, ce n'est pas pour notre bien, ce n'est pas pour le bien de la société parce qu'on a toujours conseillé aux femmes victimes d'appeler, ne serait-ce que pour des fins de statistiques. Au moins, même s'il n'y a pas de suivi, même s'il n'y a pas de solution, on a des statistiques. On sait que dans telle ville, il y a eu un tel nombre de crimes, etc.

Donc, ça, c'était les trois volets. Comme je l'ai dit, le troisième volet, malheureusement, n'a pas abouti. En fait, le projet comme tel n'a pas vraiment abouti jusqu'à la fin à cause de la crise sanitaire, puis on ne pouvait plus faire des regroupements. Le deuxième point, c'est le manque de financement. Parfois, ça bloque aussi de ce côté.

Voilà un résumé de ce qui s'est passé. J'aimerais faire une petite conclusion. J'aimerais mentionner que la famille immigrante, particulièrement la famille musulmane qui porte le voile, fait partie intégrante de notre société. Elle est issue de la diversité culturelle, elle contribue à la grande richesse économique et sociale de ce pays. Cependant, à cause des

of the prejudices and ignorance of some of their fellow citizens, they become victims and have no recourse. As such they're unable to exercise their citizenship fully. I would also note that Bill 21 definitely hasn't helped. On the contrary, that government legislation completely flouts equality rights and access to employment.

So the Ensemble pour agir project, which was intended for women, was nevertheless an opportunity to increase women's awareness and inform them about fundamental rights. Thanks to that project, they —

[English]

The Chair: Thank you. I'm sorry, I have to interrupt you.

Ms. Aitoumasste: That's alright, I was almost done.

The Chair: Thank you.

Ms. Aitoumasste: Thank you.

The Chair: I want to take this opportunity to welcome Mohamed Labidi. Thank you for being here. I'll ask you to present your remarks, but we're running on a tight schedule, so please keep your remarks to five minutes because the senators will have a lot of questions.

[Translation]

Mohamed Labidi, President, Islamic Cultural Centre of Quebec City: Good morning, everyone. We are very pleased to welcome the Senate committee that is studying Islamophobia.

The Islamic Cultural Centre of Quebec City, or CCIQ, is a non-profit organization serving the Muslim community since 1985. Our organization manages two mosques in Quebec City and provides religious, educational and cultural services to thousands of Muslims. Our presentation will focus on the tragedy of the great mosque in Quebec City, Bill 21, employment discrimination in the federal government and elsewhere, hate messages and social media.

The year 2017 began with the great mosque tragedy and the loss of six of our brothers, who were shot out of hatred, a hatred fuelled by prejudice, and the stigmatization of Muslims in social media and on populist radio. Despite the national wave of sympathy for the Muslim community in Quebec City, we still receive tens of messages of hate in the mail and by telephone at the CCIQ, and the cost to secure our premises has amounted to more than \$50,000, just to purchase surveillance cameras and screens and to install a door opening system. That has cost more than \$50,000. There's also the cost to demolish and relocate the wall and install a concrete wall. That has cost us more than

préjugés et de l'ignorance de certains de ses concitoyens, elle se retrouve une victime sans recours. Elle ne peut ainsi exercer pleinement sa citoyenneté. Je rappelle aussi que la loi 21 n'a certainement pas aidé. Au contraire, cette loi de l'État brime carrément les droits d'égalité et d'accès à l'emploi.

Donc, le projet Ensemble pour agir, destiné aux femmes, représentait quand même une occasion de sensibiliser et d'informer les femmes sur les droits fondamentaux. Grâce à ce projet, elles...

[Traduction]

La présidente : Merci. Je suis désolée d'avoir à vous interrompre.

Mme Aitoumasste : Il n'y a pas de problème, j'avais presque terminé.

La présidente : Merci.

Mme Aitoumasste : Je vous remercie.

La présidente : Je profite de l'occasion pour souhaiter la bienvenue à Mohamed Labidi. Je vous remercie pour votre présence. Je vais vous demander de faire votre déclaration préliminaire, mais comme notre horaire est serré, je vous demanderai de ne pas dépasser cinq minutes, car les sénateurs ont beaucoup de questions à poser.

[Français]

Mohamed Labidi, président, Centre culturel islamique de Québec : Bonjour à tous et à toutes. Nous sommes très heureux d'accueillir le Comité sénatorial qui étudie l'islamophobie.

Le CCIQ est le Centre culturel islamique de Québec, un organisme à but non lucratif au service de la communauté musulmane depuis 1985. Cet organisme gère deux mosquées de la Ville de Québec, offre des services religieux, éducatifs et culturels à des milliers de musulmans. Notre présentation portera sur la tragédie de la grande mosquée de Québec, la loi 21, la discrimination en matière d'emploi au fédéral et ailleurs, les messages haineux et les médias sociaux.

L'année 2017 a commencé par la tragédie de la grande mosquée et la perte de six de nos chers frères tombés sous les balles de la haine, une haine alimentée par les préjugés, la stigmatisation des musulmans dans les médias sociaux et les radios populistes. Malgré l'élan national de sympathie envers la communauté musulmane à Québec, nous avons continué à recevoir des dizaines de messages haineux par la poste, par téléphone au CCIQ et par Internet, d'où la peur qui s'empare des fidèles. Eux demandent de sécuriser les lieux de plus en plus. Nous avons fait un petit calcul rapide à votre demande, avec les trésoriers du CCIQ, et les coûts pour sécuriser les lieux s'élèvent

\$2 million. I remind you that we have received only \$17,000 in assistance from the federal government.

The community experienced another disappointment in 2017: the loss in the referendum to establish a Muslim cemetery in Saint-Apollinaire, 20 kilometres from Quebec City. The resolution of the Muslim cemetery issue was followed by the burning of my car during the time when I was president of CCIQ. That incident shook the Muslim community because it was a direct attack on individuals, on persons and their homes. It was a very tough year for our community. Those bad memories have stayed with us and motivated many individuals in our community to move away from Quebec City and settle in another province. I have kept track of those of my acquaintances who have left, and 50% of them have left Quebec City.

Bill 21, that discriminatory act, has exacerbated a sense of being discriminated against by members of our community and has encouraged many to leave the province of Quebec for good. That feeling fuelled by Bill 21 has been particularly strong among Muslim women and young girls, including my own two daughters.

I would like to discuss employment discrimination in the federal government and elsewhere. I reluctantly retired from the federal public service because I couldn't tolerate workplace discrimination any longer. I decided to take early retirement. Over a career of 18 years of service, I filed four complaints with the Public Service Staffing Tribunal to assert my rights. I can attest that, in the federal public service in Quebec City, immigrants in general are very poorly served in federal public service reviews. A lot of work needs to be done in that area.

As for social media and messages of hate, the virtual world is constantly expanding. Social and media interactions mutate in the virtual world. Hate speech has always existed, but now it's amplified by social media because it's easy to access an audience now and there's a false perception of anonymity online. In the absence of any clear legislation, there's a certain degree of online impunity regarding crimes. The Islamophobia one encounters there frightens and terrorizes the members of our community. The situation appears to be completely out of control.

The hundreds of racist and Islamophobic comments that are posted online every day amount to a collective psychological harassment of our community. The authors of hateful comments can be press and media interests represented openly or

à plus de 50 000 \$ rien que pour l'achat de caméras de surveillance et d'écrans et l'installation d'un système d'ouverture de portes. Cela a coûté plus de 50 000 \$. Puis, on ajoute à cela les coûts pour faire défoncer et décaler le mur et installer un mur de béton. Cela nous a coûté plus de 2 000 000 \$. Je vous rappelle que nous avons reçu une aide de seulement 17 000 \$ du gouvernement fédéral.

La communauté a vécu une autre déception en 2017 : la perte du référendum pour établir un cimetière musulman à Saint-Apollinaire, à 20 kilomètres de Québec. Le dénouement du dossier du cimetière musulman a été suivi par l'incendie de ma propre voiture, alors que j'étais le président du CCIQ à l'époque. Cet événement a ébranlé la communauté musulmane, car on s'attaque directement à des individus, à des personnes et à leur demeure. C'est une année très dure qu'a vécue notre communauté. Ces mauvais souvenirs sont restés gravés dans notre intérieur et ont poussé plusieurs personnes de notre communauté à déménager de la Ville de Québec pour aller s'installer dans une autre province. J'ai fait un petit suivi de mes connaissances qui sont parties. Plus de 50 % d'entre elles ont quitté la Ville de Québec.

La loi 21, cette loi discriminatoire, a accentué le sentiment de discrimination chez les membres de notre communauté et a encouragé plusieurs d'entre eux à quitter définitivement la province de Québec. Le sentiment de discrimination alimenté par la loi 21 a touché encore plus les femmes et les jeunes filles musulmanes, dont mes deux propres filles.

J'aimerais parler de la discrimination à l'emploi au fédéral et ailleurs. Je suis fonctionnaire fédéral retraité, malgré moi, puisque je ne pouvais plus supporter la discrimination en milieu de travail. J'ai décidé de prendre une retraite anticipée. Durant une carrière de 18 ans de service, j'ai fait affaire quatre fois au Tribunal de la dotation de la fonction publique pour réclamer mes droits. Je peux témoigner que les immigrants en général, dans la ville de Québec, dans la fonction publique fédérale, sont très mal servis lors des examens de la fonction publique fédérale. Il y a un travail à faire à cet égard.

Pour ce qui est des médias sociaux et des messages haineux, le monde virtuel est en pleine expansion. Les interactions sociales et médiatiques mutent vers le monde virtuel. Les discours haineux ont toujours existé, mais ils sont maintenant amplifiés par l'entremise des médias sociaux, car l'accès à un auditoire est rendu facile, et une fausse perception d'anonymat en ligne existe. Une certaine impunité en ligne existe face aux crimes haineux en l'absence de législation claire. L'islamophobie qu'on y rencontre fait peur et terrorise les membres de notre communauté. Il semble que la situation est hors de tout contrôle.

Les centaines de commentaires racistes et islamophobes qui apparaissent en ligne au quotidien s'apparentent à un harcèlement psychologique collectif envers notre communauté. Les auteurs des propos haineux peuvent être des entités

anonymously by certain columnists and individuals. The hate speech the virtual world directs at our community includes calls for the murder and extermination of minorities, for the justification of hate crimes and direct and indirect messages. This causes enormous harm to Canadian society.

[*English*]

The Chair: Mr. Labidi, I have to stop you, as it has been five minutes. You have brought up some points, and senators are going to be questioning you about that.

Mr. Labidi: Okay.

The Chair: Thank you so much.

Mr. Labidi: Thank you.

The Chair: Now I will turn to Mohamad El Hafid for his testimony.

[*Translation*]

Mohamad El Hafid, as an individual: Thank you, senators and members of the audience. My name is Mohamed El Hafid. I am married and the father of three children. I work as an information technology professional and I am a survivor of the terrorist attack on the great mosque on January 29, 2017, a January 29 that is etched in my memory and that has left psychological trauma and scars that unfortunately will not heal. However, life goes on, and one must survive.

Everything in my life has changed. I am hypervigilant everywhere I go. Just imagine feeling permanently threatened for no valid or logical reason. It's unbearable to live with, you may say, but whether you believe me or not, it's what we survivors, and all survivors of murderous attacks, feel every day; that's what we experience every day.

The mosque, which, for me, used to be a place of peaceful contemplation, physical tranquility and healing of the heart, no longer exists. Every time I enter a mosque, I'm on guard and stressed, monitoring the faithful as they enter and leave. Perhaps, who knows, someone, an intruder, may fire on us. It's an enormous and unbearable stress. Why all this, and how did this drama happen? These are the questions that come to mind, especially on every anniversary of the attack. They demand answers, but especially to ensure this never happens to us again.

The experts unanimously maintain that the mosque terrorist was attracted to the cause by the hatred and Islamophobia that were par for the course on social media and the trash radio stations in Quebec City that amplified the Islamophobia. In denouncing the crime of which a taxi driver from the Maghreb

journalistes et médiatiques par l'entremise de certains chroniqueurs ou de particuliers, ouvertement ou sous le couvert de l'anonymat. Les répercussions des propos haineux du monde virtuel sur notre communauté sont des appels au meurtre et à l'extermination de minorités, à l'apologie de crimes haineux, aux messages directs et indirects. La société canadienne subit un énorme tort.

[*Traduction*]

La présidente : Monsieur Labidi, je dois vous arrêter là, car les cinq minutes sont écoulées. Les sénateurs vous poseront des questions concernant les points que vous avez soulevés.

M. Labidi : D'accord.

La présidente : Je vous remercie beaucoup.

M. Labidi : Merci.

La présidente : C'est maintenant au tour de Mohamad El Hafid.

[*Français*]

Mohamad El Hafid, à titre personnel : Merci, mesdames les sénatrices, monsieur le sénateur, chers membres de l'auditoire. Je me présente, Mohamad El Hafid. Je suis marié et père de trois enfants. Je travaille comme professionnel en technologie de l'information et je suis un survivant de l'attaque terroriste de la grande mosquée du 29 janvier 2017. C'est un 29 janvier qui est gravé dans ma mémoire et qui a laissé des traumatismes et des cicatrices psychologiques qui ne se guérissent pas, malheureusement, mais la vie doit continuer, et il faut survivre.

Tout a changé dans ma vie. L'hypervigilance est de mise partout où je vais. Imaginez si vous vous sentiez menacé en permanence, sans raison valable ni logique. C'est insupportable à vivre, me diriez-vous, mais croyez-le ou non, c'est notre quotidien, c'est notre expérience chaque jour, nous, les rescapés, et tous les rescapés des attentats meurtriers.

La mosquée, qui était pour moi jadis un lieu paisible de recueillement, de tranquillité du corps et d'apaisement du cœur, n'est plus. Chaque fois que je suis dans une mosquée, je suis sur mes gardes, stressé, en train de surveiller le va-et-vient des fidèles à l'intérieur. Peut-être, qui sait, quelqu'un, un intrus, va nous tirer dessus. C'est un stress énorme et insupportable. Pourquoi tout ça et comment est arrivé ce drame? Ce sont là des questions que je me pose surtout à chaque anniversaire de l'attentat pour trouver des réponses, mais surtout, pour que cela n'arrive jamais chez nous.

Tous les spécialistes étaient unanimes que le terroriste de la mosquée était embrigadé par le sentiment de la haine et de l'islamophobie qui était monnaie courante dans les médias sociaux et dans les radios-poubelles de la ville de Québec. Et ces radios attisaient cette islamophobie. La députée de Québec

was a victim, Québec solidaire MNA Catherine Dorion clearly described the situation in a Facebook post, calling on the public to mobilize against the preachers of hate raging in Quebec City. She wrote, and I quote:

There are people out there who are responsible for this social climate. Columnists, media hosts and politicians sow the seeds of hatred in exchange for votes, clicks and big bucks. Sooner or later, those people will be held accountable.

Régis Labeaume, mayor of Quebec City at the time, continued in the same vein on February 1, 2017, two days after the attack, saying:

At some point, we'll have to challenge the leaders, owners, owners' family's and especially the shareholders of businesses that make and sell hate-based products. . . . Let's hope that one of the consequences will be a rejection of all those who use hate to get rich.

Islamophobia and hatred are institutionalized and systemic. Proof of that are the hundreds of racist and Islamophobic comments that appear online every day in connection with a Muslim subject in an article. Here are just two examples of comments that have been received at our mosques. The first one reads: "Shut up, stop criticizing, keep praying until you die! That's the way." And another one: "It's going to take more people like Alexandre Bissonnette. Next time, everyone in the mosque. Bravo, Alexandre."

We therefore condemn the weakness of the institutions that are supposed to defend our rights such as the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission, the CRTC, the Canadian Broadcasting Standards Council, the CBSC, and the Conseil de presse du Québec. We also note the silence, indeed the complicity, of our elected representatives in the most appalling demonstrations of racism and Islamophobia.

We also condemn the shoddy work of certain francophone media that add fuel to the fire for personal gain and their unacceptable treatment of issues relating to racism and Islamophobia, in speaking, for example, of TVA journalist Marie-Pier Cloutier, in December 2017, who fabricated the story of a mosque that purportedly prohibited women from working next door. I've given you some links you can check. That false story was entirely fabricated. She entitled it, *No to women on mosque job sites*. That just goes to show how they want to stir up hatred and Islamophobia against the Muslim community.

solidaire, Mme Catherine Dorion, en dénonçant le crime dont a été victime un chauffeur de taxi d'origine maghrébine a décrit très bien cette situation dans une publication Facebook. Elle a appelé la population à se mobiliser contre les prêcheurs de haine qui sévissent dans la ville de Québec. Elle a écrit, et je cite :

Ce climat social, il y a des gens qui en sont responsables. Il y a des chroniqueurs, des animateurs et des politiciens qui sèment les graines de la haine pour empocher des votes, des clics, du gros cash. Tôt ou tard, ces gens seront tenus responsables.

D'ailleurs, le maire de Québec à l'époque, M. Régis Labeaume, a poursuivi dans la même veine la deuxième journée après l'attentat, le 1^{er} février 2017. Il a dit :

Il y aura un moment donné où il faudra interpeller les dirigeants, les propriétaires, les familles propriétaires et surtout, les actionnaires des entreprises qui créent et vendent des produits haineux. [...] Espérons peut-être qu'une des conséquences, ce sera de rejeter ceux et celles qui s'enrichissent avec la haine.

L'islamophobie et la haine sont institutionnalisées et systématiques. Pour preuve, des centaines de commentaires racistes et islamophobes apparaissent en ligne au quotidien, dès qu'on traite d'un sujet sur les musulmans dans un article. Je vous donne juste deux exemples de commentaires reçus dans nos mosquées. Voici le premier commentaire reçu : « Ne partez plus, ne critiquez plus, continuez de prier jusqu'à votre mort! Il en sera bien ainsi. » Puis, un autre commentaire reçu : « Ça prendra plus de monde comme Alexandre Bissonnette, la prochaine fois, tout le monde dans la mosquée, bravo à Alexandre. »

Donc, on déplore la faiblesse des institutions censées défendre nos droits, comme le CRTC, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, le CCNR, le Conseil canadien des normes de la radiotélévision, et le Conseil de presse du Québec. On explore aussi le silence, voire la complicité des élus face aux manifestations les plus déplorables de racisme et d'islamophobie.

On déplore aussi le travail bâclé de certains médias francophones mettant l'huile sur le feu pour des gains personnels et leur traitement inadmissible des questions relatives au racisme et à l'islamophobie. Par exemple, en parlant à la journaliste Marie-Pier Cloutier de TVA, en décembre 2017, qui a monté de toutes pièces l'histoire d'une mosquée qui aurait interdit à des femmes de travailler à côté de la mosquée. Je vous ai laissé des liens à consulter. Cette histoire mensongère est fabriquée de toutes pièces. Elle a intitulé son reportage *Non aux femmes sur les chantiers de la mosquée*. C'est pour vous dire comment

So we need action to revitalize the CRTC by condemning racism and Islamophobia. Our elected representatives shouldn't hesitate to condemn racism and Islamophobia when they appear in the media. They should also refuse to encourage media outlets that base their business on intolerance and invite everyone else not to do so. Advertisers should withdraw their ads. All governments contribute to the funding of Quebec City radio stations through advertising campaigns. That support should be conditional on strict compliance with basic principles of journalistic conduct.

A commission on systemic racism should be established once the government has repealed the act, which is a clear example of a racist and Islamophobic act designed to deprive Canadians, and more particularly Muslim women, of their fundamental right to freedom of conscience and religion.

The internet giants should also be required to invest in monitoring hateful and Islamophobic messages on social media and held responsible and accountable for this outpouring of hatred and Islamophobia on their platforms.

Consequently, the right way to respect victims and enable all of us in Canada to live together is to take forceful action to prevent another such tragedy. Let's support the victims and their families and ensure that their sacrifice wasn't in vain. Let's take action.

Thank you for listening and for your attention.

[English]

The Chair: Thank you very much.

Mr. Akjour, we are ready for your presentation. Thank you.

[Translation]

Saïd Akjour, as an individual: Good morning, everyone.

My name is Saïd Akjour, and I'm a native of Morocco. I arrived here nearly 15 years ago, in 2007. I obviously can't sum up the past 15 years in 5 minutes, but I can give you an overview of how I have integrated here in Quebec City.

Like most immigrants, I arrived here in Quebec City with degrees. I have an undergraduate degree in sociology and a minor in education sciences. However, despite the 15 years that have elapsed, my degrees haven't been recognized to this day.

ils veulent attiser la haine et l'islamophobie contre la communauté musulmane.

Il faut donc agir en redynamisant le CRTC, en dénonçant le racisme et l'islamophobie. Les élus ne devraient pas tarder à dénoncer le racisme et l'islamophobie lorsqu'ils se manifestent dans les médias. Ils devraient aussi refuser d'encourager les médias qui font leur fonds de commerce de l'intolérance et inviter tout le monde à ne pas le faire. Il faut retirer la publicité. Tous les gouvernements contribuent au financement des radios de Québec par le biais de campagnes de publicité. Cet appui devrait être conditionnel au strict respect des principes déontologiques de base du journalisme.

Il faut mettre sur pied une commission sur le racisme systémique après avoir aboli la loi, qui est un exemple flagrant d'une loi raciste et islamophobe qui vise à priver les Canadiens et les Canadiennes, et plus particulièrement les femmes musulmanes, de leur droit fondamental à la liberté de conscience et de religion.

Il faut exiger aussi que les géants du Web investissent pour contrôler les messages haineux et islamophobes des médias sociaux et les rendre responsables et imputables de ce déferlement de haine et d'islamophobie sur leurs plateformes.

Donc, la bonne façon de respecter les victimes et de créer un vivre-ensemble pour nous tous au Canada est d'agir avec force pour éviter qu'une autre tragédie ne se reproduise. Soyons solidaires avec les victimes et leurs familles, faisons en sorte que leur sacrifice n'ait pas été en vain. Agissons, agissons.

Merci de votre écoute et de votre attention.

[Traduction]

La présidente : Je vous remercie beaucoup.

Monsieur Akjour, nous sommes prêts à vous entendre. Merci.

[Français]

Saïd Akjour, à titre personnel : Bonjour à tous.

Je m'appelle Saïd Akjour, je suis d'origine marocaine. Je suis arrivé ici en 2007, donc ça fait à peu près 15 ans. C'est sûr que les 15 dernières années, je ne peux pas les résumer en cinq minutes, mais je vais quand même faire un autre survol sur mon intégration ici, à Québec.

Déjà à mon arrivée ici, à Québec, je suis arrivé avec des diplômes comme la majorité des immigrants. J'ai un bac en sociologie et une mineure en sciences de l'éducation. Alors, malgré les 15 ans qui sont passés, mes diplômes ne sont pas reconnus jusqu'à aujourd'hui.

My degrees aren't recognized in the system of my present employer. I can't advance in my career, my salary doesn't reflect my qualifications, and I can't get a position that does. So that's the first part.

The second part concerns work. When I arrived here, the first thing I wanted was to do the work I had been doing in Morocco. I was a teacher in Morocco. I taught for 11 years. There has been no recognition of my teaching degree or experience. What was important when I arrived here was really to work so I could pay my rent and my bills. So I wound up working as a patient attendant. I had that job for 10 years. It was nevertheless a rewarding job; it's a job that I really enjoyed, but I don't have it any more because I'm doing something else.

When you identify a person, you first say his name. So my name is Saïd Akjour. Saïd is a familiar name to Quebecers. Despite my name and the fact that I've been living in Quebec for many years, many people mispronounce it. They pronounce it as "Sad," or "Sid." And yet my name is Saïd; that's how you identify me. There's no willingness to make the effort, to say "Saïd." These are easy syllables to pronounce in French. Nevertheless, to date, my name has been rejected. Some people pay attention, but even though my name is easy to pronounce, no real effort is made to pronounce it properly. But we've learned names that we didn't know and have gotten better at pronouncing them properly.

As you may know, I was wounded in the attack on January 29, 2017. It's true that we experienced a great deal before that date, but that tragic incident opened our eyes and taught us to say no when we encounter injustice. It's true that many people are vulnerable. I'm referring more to women who are veiled, who can't defend themselves. Some of them can defend themselves, but most suffer petty jibes from fellow citizens, and that happens in the course of everyday life, on the public transit system here, the RTC. Drivers say "hello" to everyone who gets on but look away when it's a veiled woman. Failing to provide good service and not making eye contact are already forms of discrimination. That means you reject the other person, as though he or she doesn't exist. It's really a subtle form of discrimination. It's in the way someone welcomes you or addresses you in public.

There's also discrimination in the workplace and everyone has a tale to tell about that. At my old job, I was talking to a Moroccan colleague who worked in another department. My boss passed by and said, "What are you plotting? Are you talking about bombs, about building a bomb?" I screwed up the courage

Avec mon employeur actuel, mes diplômes ne sont pas reconnus dans leur système. Je ne peux avancer dans ma carrière, mon salaire ne reflète pas mes diplômes ou je ne peux obtenir un poste qui reflète mes diplômes. Donc, ça, c'est le premier volet.

Le deuxième volet concerne le travail. Lorsque je suis arrivé ici, la première chose que je voulais dire, c'était de faire le travail que je faisais au Maroc. J'étais enseignant au Maroc. J'ai enseigné pendant 11 ans. Il y a eu zéro reconnaissance par rapport à ce diplôme et mon expérience. Ce qui était important lorsque je suis arrivée ici, c'est vraiment de travailler pour payer mon loyer, pour payer mes factures. Je me suis donc ramassé à travailler comme préposé aux bénéficiaires. J'ai fait ce travail-là pendant dix ans. Quand même, c'est un travail valorisant, c'est un travail que j'ai apprécié beaucoup. Je ne fais plus ce travail actuellement parce que je fais autre chose.

Lorsqu'on parle d'identité de la personne, on parle d'abord de son nom. Donc, je m'appelle Saïd Akjour. Quand même, Saïd, c'est un nom qui est familier à l'oreille des Québécois. Malgré ce nom-là, malgré le fait que je vis au Québec depuis plusieurs années, beaucoup de personnes le prononcent mal. On le prononce soit « Sad », soit « Sid ». Pourtant, je porte le nom Saïd, c'est vraiment l'identité de ma personne. Il n'y a pas cette volonté de faire l'effort, de dire « Saïd ». Ce sont quand même des syllabes qui sont faciles à prononcer en français. Malgré cela, jusqu'à aujourd'hui, mon nom est « scrapé ». Certaines personnes font quand même attention, mais mon nom, même s'il est facile à prononcer, il n'y a pas cette volonté vraiment de faire l'effort pour le prononcer comme il faut. Pourtant, on a appris des noms qu'on ne connaît pas et on s'est amélioré à les prononcer comme il faut.

Comme vous le savez peut-être, j'ai été blessé par balle lors de l'attentat du 29 janvier 2017. C'est vrai qu'on a vécu plein de choses avant cette date-là, mais cet événement tragique nous a ouvert les yeux et nous a appris à dire non lorsqu'on subit des injustices. C'est vrai qu'il y a beaucoup de personnes vulnérables. Je parle plus des femmes qui sont voilées, qui ne sont pas capables de se défendre. Certaines d'entre elles sont capables de se défendre, mais une majorité d'entre elles subissent des coups mesquins de la part de leurs concitoyens et ça arrive dans la vie de tous les jours, dans le transport ici, le RTC. Les chauffeurs disent « bonjour » à tout le monde qui entre, mais lorsque c'est une femme voilée, là, il détourne les yeux. Le fait de ne pas fournir un bon service, de ne pas établir de contact visuel, c'est déjà une forme de discrimination. Ça veut dire qu'on rejette l'autre, comme s'il n'existait pas. C'est vraiment une forme subtile de discrimination. C'est dans l'accueil ou dans l'aspect public.

La discrimination, ça se passe aussi au travail. Chaque personne peut parler de son expérience par rapport à ça. Dans mon ancien travail, j'étais en train de parler avec un collègue marocain, qui travaille dans un autre service. Ma patronne est passée et elle m'a dit : « Qu'est-ce que vous êtes en train de

to follow her into her office and told her, “You just can’t say that. What goes on between us is private. We were talking about something else.” Then she responded, “No, don’t take it that way. It was a joke.” Message received, but it wasn’t really a joke. You don’t laugh about those things, especially in a professional setting where there’s a hierarchy. She was my boss at the time of that incident.

I also went and worked at the Centre de services scolaires de la Capitale for a few months and experienced serious discrimination there too. I was hired, and when they lost a secretary, they came and asked me to help them out. I said yes. I accepted the challenge, but they already intended not to keep me. They retained my services well before Christmas 2021 but immediately laid me off just before the holidays. They said it wasn’t really a job for me —

[English]

The Chair: Mr. Akjour, I’m sorry, but I have to interrupt you. We have one more witness and only 15 minutes left for senators’ questions, and I’m sure they have questions.

[Translation]

Mr. Akjour: Yes, I just wanted to say that there were other points that... Thanks all the same.

[English]

The Chair: If there are points you want to raise and you didn’t get time, you can do a written submission to us, and that will be part of your testimony. You can always send us written submissions.

[Translation]

Mr. Akjour: Good. Thank you very much.

[English]

The Chair: Now, I will turn to Nabila Daoudi for her remarks. Thank you.

[Translation]

Nabila Daoudi, as an individual: Good morning, everyone.

First, I want to thank you very much for allowing us to appear. I’ll be very brief today since we don’t have the time to say all we have to say. So I’ll briefly address two parts of my presentation: The first is the labour market, and the second concerns xenophobic acts of hate.

fabriquer, est-ce que vous êtes en train de parler d’une bombe, de fabriquer une bombe? » J’ai pris mon courage à deux mains et je l’ai suivie jusqu’à son bureau pour lui dire : « Ça ne se dit pas, tout simplement. Ce qui se passe entre nous, c’est privé. On parlait d’autres choses. » Puis, elle m’a répondu : « Non, prends-le pas mal. C’est une blague. » Le message est passé, mais, en fin de compte, ce n’était pas une blague. On ne rit pas de ces choses-là, surtout dans un contexte professionnel avec une hiérarchie. Elle était ma supérieure au moment de cet incident.

Je suis allé travailler aussi quelques mois au Centre de services scolaires de la Capitale. Là, encore une fois, j’ai subi une grande discrimination. On m’a engagé et lorsqu’ils ont perdu un secrétaire, ils sont venus me voir pour me demander de les dépanner. J’ai dit oui. J’ai quand même relevé ce défi, mais ils avaient déjà l’intention de ne pas me garder. Ils ont fait appel à mes services avant les Fêtes en 2021, mais juste avant le congé des Fêtes, ils m’ont tout de suite remercié pour mes services. Ils m’ont dit que ce n’était pas tant un travail pour moi...

[Traduction]

La présidente : Monsieur Akjour, je suis désolée, mais je dois vous interrompre. Nous avons un dernier témoin à entendre, et il reste seulement 15 minutes pour les questions des sénateurs, et je suis certaine qu’ils ont des questions à poser.

[Français]

M. Akjour : Oui. Je voulais juste dire qu’il y avait d’autres points que... Merci quand même.

[Traduction]

La présidente : S’il y a des points que vous n’avez pas eu le temps de soulever, vous pouvez nous transmettre un mémoire, qui fera partie de votre témoignage. Il est toujours possible de nous envoyer des mémoires.

[Français]

M. Akjour : Parfait. Merci beaucoup.

[Traduction]

La présidente : La parole est maintenant à Nabila Daoudi. Merci.

[Français]

Nabila Daoudi, à titre personnel : Bonjour à tous.

D’abord, je vous remercie infiniment de nous avoir permis de faire un témoignage. Je vais être vraiment très brève aujourd’hui, vu que nous n’avons pas le temps de tout dire et raconter. Je vais donc aborder brièvement deux volets de ma présentation : le premier, c’est le marché de travail et le deuxième, ce sont les actes haineux à caractère xénophobe.

With regard to the first, it's hard for educated Muslim women to enter the labour market. We experience discrimination, stigmatization and restrictions instead of a review of our academic and professional competencies. I can simply and easily be disqualified from an internship or paid position just because I'm Muslim or because I wear Muslim-looking clothing. I earned a degree in finance in Morocco. I have a university degree. I worked as an intern for one month in Quebec City, but then all doors were closed to me. I had to adjust and train to become an educator.

Now I'll discuss the second part: xenophobic acts of hate. I have to say that Muslim women experience xenophobic acts of hate every day, and I am one of those women. Here's a specific example of an incident that occurred last week. I was shopping at the Maxi with my three children. We were standing in line and there was a woman behind me that I hadn't seen because she was behind me. I simply asked the cashier to check the price of a product because she had made a mistake. As the cashier was talking, the woman began to insult me. I'm sorry but I can't say the inappropriate words she used before this committee. She basically told me to go home, back to my country. I can definitely characterize those insults, words, gestures and threats quite simply as acts of hate. I'm really sorry, but I can't repeat those words to you in public.

I called the police and insisted on filing a complaint. The police came, and I spent a long time, three quarters of an hour, demanding my right to file a complaint. The officers told me, "Madam, we'll go out to the parking lot and straighten her out." But I told them, "You're police officers; you're not here to lecture the woman. I want to file a complaint. That woman insulted me. She committed acts of hate and made death threats." I told him that she had wanted to attack me. There were witnesses, there were cameras, and there were people. They took no action. They just stood there in front of me for three quarters of an hour, but I kept demanding a simple right to file a complaint. They didn't let me.

They left the parking lot, then came back and told me, "Madam, we're going to ask you to write down your story and sign it." I was shaking so much I couldn't even write. The female officer did it for me. I told her my story, I read it, and I signed it. Then she left and gave me a report. I'll be appearing before a judge soon to pay for a report because I asked the police to defend me. I've been here for 12 years. These incidents occur on the bus, on the street, in my car, in grocery stores, everywhere. And that's just a specific example that I experienced last week. As a Canadian citizen, I, Nabila Daoudi, I'm a person who

En ce qui concerne le premier volet, c'est difficile pour les femmes musulmanes diplômées d'accéder au marché du travail. La discrimination, la stigmatisation et les contraintes prennent la place de l'évaluation des compétences académiques ou professionnelles. Je peux tout simplement et facilement être disqualifiée pour un stage ou pour un poste de travail juste parce que je suis musulmane ou parce que j'ai une tenue vestimentaire d'aspect musulman. Je suis diplômée en finances au Maroc. J'ai un diplôme universitaire. J'ai décroché un stage d'un seul mois à Québec. Par la suite, toutes les portes se sont fermées devant moi. J'ai dû m'adapter et suivre une formation pour devenir éducatrice.

Je vais maintenant aborder le deuxième volet : les actes haineux à caractère xénophobe. Il faut mentionner que les actes haineux à caractère xénophobe sont vécus quotidiennement par les femmes musulmanes. Je suis un exemple de toutes ces femmes. Je vais vous citer un exemple concret d'un incident qui s'est produit la semaine dernière. J'étais au Maxi en train de faire l'épicerie avec mes trois enfants. On faisait la file et il y avait une femme derrière moi que je n'ai pas vue parce qu'elle était derrière moi. J'ai tout simplement demandé à la caissière de vérifier un prix pour un produit parce qu'elle avait fait une erreur. La caissière était en train de me parler, puis la dame derrière moi — je suis désolée, je ne vais quand même pas utiliser des mots déplacés devant le comité — s'est mise à m'insulter. Elle m'a demandé de rentrer chez moi, dans mon pays, tout simplement. Je peux clairement qualifier ces insultes, ces paroles, ces gestes et ces menaces de gestes haineux, tout simplement. Je suis vraiment navrée, je ne peux pas vous dire ces mots en public.

J'ai appelé la police, j'ai insisté pour déposer une plainte. La police s'est présentée. J'ai dû insister longtemps, trois quarts d'heure, pour demander mon droit de déposer une plainte. Les policiers m'ont dit : « Madame, on va aller faire la morale à la dame à l'extérieur, dans le stationnement. » Mais je leur ai dit : « Vous êtes des policiers, vous n'êtes pas là pour faire la morale à la dame. Je veux déposer une plainte. Cette dame m'a insultée. Elle m'a fait des gestes haineux et des menaces de mort. » Je leur ai dit qu'elle voulait se lancer sur moi. Il y avait des témoins, il y avait des caméras, il y avait du monde. Ils n'ont posé aucun geste. Ils sont restés plaqués devant moi pendant trois quarts d'heure. Pourtant, j'étais en train de demander un simple droit de porter plainte. Ils ne l'ont pas fait.

Ils sont sortis du stationnement, puis ils sont revenus et ils m'ont dit : « Madame, on va vous demander d'écrire votre témoignage et vous allez signer ». Je n'ai même pas pu écrire, parce que je tremblais. C'est la policière qui l'a fait. Je lui ai donné mon témoignage, je l'ai relu et je l'ai signé. Par la suite, elle est sortie, elle m'a remis un constat. Je vais comparaître devant le juge bientôt pour payer un constat parce que j'ai appelé la police pour me défendre. Cela fait 12 ans que je suis ici. Ces incidents se passent dans le bus, dans la rue, dans ma voiture, dans les épiceries, partout. Et ça, c'est juste un exemple concret

participates socially and economically in the advancement of society, as do all full-fledged citizens.

I, Nabila, like many of my friends and many Muslims who haven't had an opportunity to appear and testify before you, know my hijab has been politicized. I feel anger, apprehension and fear. I see the injustice and the lack of understanding in my children's eyes. I was with three of my children, who witnessed the scene from A to Z, who saw it all. I see psychological trauma. It's an attack on my dignity and it affects my ability to live in society.

My question and my demand, with all due respect, is that an effort at least be made to honour the rights guaranteed by the Charter of human rights and freedoms and to acknowledge the existence of Islamophobia. Thank you.

[English]

The Chair: Thank you very much.

I'll turn to the senators for their questions.

[Translation]

Senator Jaffer: Thank you for your testimony. It moved me greatly, and I will always remember what you've told us. This is really important. This is why we're here. As the chair said, we don't have enough time to hear everything you have to say, but please send your notes to our clerk because we would like to read all you have to say. That's really important for us.

I'll begin with you, Mr. Labidi.

Mr. Labidi, I very much respect you. Thank you for your work in the community. It's really important for all Muslims, and I thank you for that.

The federal government said it had granted a considerable amount of money to improve security at the mosque, but you say you've received a small sum of money for that purpose. As I asked yesterday, please send us all your details: how much money you requested and how much you received, and all the issues involved with the applications. Send that to the clerk because that's really, really important for our committee.

I don't have a lot of time because other senators want to ask questions too.

que j'ai vécu la semaine dernière. Étant citoyenne canadienne, moi, Nabila Daoudi, je suis une personne qui participe socialement et économiquement à l'évolution de la société, comme tous les citoyens à part entière.

Moi, Nabila, comme beaucoup d'amies que je connais, comme beaucoup de musulmanes qui n'ont pas eu l'occasion de se présenter et de témoigner devant vous, je sais que mon voile est politisé. J'ai un sentiment de colère, de crainte et de peur. Je vis de l'injustice et de l'incompréhension dans le regard de mes enfants. J'étais accompagnée de trois de mes enfants qui ont vu la scène de A à Z, qui ont tout vu. Je vis un traumatisme psychologique. Ça porte atteinte à ma dignité et ça affecte ma possibilité d'exister socialement.

Ma question et ma demande, en tout respect, c'est de veiller au moins au respect des droits garantis par la Charte des droits et libertés de la personne et de reconnaître l'existence de l'islamophobie. Je vous en remercie.

[Traduction]

La présidente : Je vous remercie beaucoup.

Je vais maintenant laisser les sénateurs poser leurs questions.

[Français]

La sénatrice Jaffer : Merci de votre témoignage. Cela m'a beaucoup touchée et je me souviendrai toujours de ce que vous nous avez dit. C'est vraiment important. C'est la raison pour laquelle nous sommes ici. Comme la présidente l'a dit, nous n'avons pas assez de temps pour entendre tout ce que vous avez à raconter, mais, s'il vous plaît, envoyez vos notes à notre greffier, parce que nous voudrions lire tout ce que vous avez à dire. C'est vraiment important pour nous.

Je vais commencer par vous, monsieur Labidi.

Monsieur Labidi, je vous respecte beaucoup. Merci pour votre travail dans la communauté. C'est vraiment important pour tous les musulmans et je vous en remercie.

Le gouvernement fédéral a dit qu'il avait donné beaucoup d'argent pour augmenter la sécurité de la mosquée, mais vous dites que vous avez reçu une petite somme d'argent pour la sécurité de la mosquée. Comme j'ai demandé hier, s'il vous plaît, envoyez tout le détail : combien d'argent vous avez demandé et combien vous avez reçu, et tous les problèmes avec les applications. Envoyez cela au greffier, parce que, ça, c'est vraiment, vraiment important pour notre comité.

Je n'ai pas beaucoup de temps parce que d'autres sénateurs veulent poser des questions.

Nabila, Mohamad and Saïd, I'd like to ask you to write to our clerk and give us your recommendations. If you had a recommendation that you would like to make, major or minor, what would that recommendation be?

[English]

If you were going to recommend one thing to the committee that we can work on or recommend to the federal government, what would that be? As you know, the time is very short, and I still have a question for Laïla and, before the chair tells me I have no more time. You can always send your other details to the clerk. I'll start with you, Mr. Saïd.

[Translation]

Mr. Akjour: The only recommendation I would like to make first, even though my list of recommendations is long, concerns firearms control. We definitely experience discrimination here in Quebec City, but what's been truly catastrophic is the damage and devastation as a result of firearms. So we want greater firearms control.

Senator Jaffer: Thank you, Saïd.

Mr. El Hafid: I have a single recommendation. I ask that the federal government work hard to oppose the internet giants. They should invest in controlling messages of hate because the Web giants are responsible for this. They make money publishing these messages. That's the only recommendation I would make: Force the web giants to invest, to exercise control over the publication of messages of hate on their platforms and in social media.

Senator Jaffer: Thank you, Mohamad.

Ms. Daoudi: I would just like to raise two points: The existence of Islamophobia must be recognized, and that hasn't been done, even after many years and efforts, and care must be taken to comply with the Charter of Human Rights and Freedoms. That's the least that can be done.

Senator Jaffer: Thank you, Nabila.

Laïla, I have a question for you. You said you had taken two courses, but you didn't take a course with the police. Have you done that?

Ms. Aitoumasste: No, not at all. In fact, the project was shut down when COVID started. There was no follow-up. I was working more in the multiethnic community at the time, but not now. So there was unfortunately no follow-up to that project as such.

Senator Jaffer: Thank you.

Nabila, Mohamad et Saïd, je voudrais vous demander d'écrire à notre greffier pour nous faire part de vos recommandations. S'il y a une recommandation que vous aimeriez faire, petite ou grande, quelle serait cette recommandation?

[Traduction]

S'il y avait une recommandation que vous voudriez faire au comité ou au gouvernement fédéral, quelle serait-elle? Comme vous le savez, nous disposons de très peu de temps, et il y a une question que j'aimerais poser à Mme Aitoumasste avant que la présidente me dise que mon temps est écoulé. Vous pouvez toujours envoyer des précisions au greffier. Allez-y en premier, monsieur Akjour.

[Français]

M. Akjour : La seule recommandation que j'aimerais faire en premier, même si la liste de mes recommandations est longue, c'est le contrôle des armes à feu. C'est sûr qu'ici, à Québec, on subit de la discrimination, mais ce qui a été vraiment catastrophique ce sont les dommages et les dégâts qu'on a subis à cause des armes à feu. Donc, on veut un meilleur contrôle des armes à feu.

La sénatrice Jaffer : Merci, Saïd.

M. El Hafid : J'ai une seule recommandation. Je demande que le gouvernement fédéral travaille très fort pour contrer les géants du Web. Il faut qu'ils investissent dans le contrôle des messages haineux. Parce que les géants du Web en sont responsables. Ils gagnent de l'argent en publiant de tels messages. C'est la seule recommandation que j'ai à faire : forcer les géants du Web à investir, à exercer un contrôle sur la publication des messages haineux dans leur plateforme, dans les médias sociaux.

La sénatrice Jaffer : Merci, Mohamad.

Mme Daoudi : J'aimerais juste soulever deux points : il faut s'assurer de reconnaître l'existence de l'islamophobie, ce qui n'a pas été fait, même après plusieurs années et de nombreux efforts; et il faut veiller au respect — c'est la moindre des choses — de la Charte des droits et libertés de la personne.

La sénatrice Jaffer : Merci, Nabila.

Laïla, j'ai une question pour vous. Vous avez dit que vous aviez suivi deux cours, mais vous n'avez pas fait un cours avec la police. Maintenant, l'avez-vous fait?

Mme Aitoumasste : Non, pas du tout. En fait, on a arrêté le projet au début de la COVID. Il n'y a pas eu de suite. Je travaillais plus dans le milieu multiethnique à l'époque, mais maintenant, je ne le suis plus. Donc, il n'y a pas eu de suite comme telle pour ce projet-là, malheureusement.

La sénatrice Jaffer : Merci.

I have one last minor thing to say. I'm sorry, I'm going to speak in English because my French isn't very good, but —

[English]

I want to say to the survivors that I was here immediately after the horrible assault on all of us. I want you to know that this is not something you carry alone. We Muslims all across the country carry this. I don't want you to think you are alone. Even though we've had very little time to hear you, it's not the last thing we will hear, so if there's anything you want to tell us, you can send it in writing, or you can send a tape if you want, but don't think that because of time constraints, we are not listening to you. Please, send your stuff, and Mr. Labidi, please don't forget to send that information.

[Translation]

Boufeldja Benabdallah, Co-founder and spokesperson Islamic Cultural Centre of Quebec City: It's already done.

Senator Jaffer: That's really, really important for us. Thank you. Thank you for your testimony.

[English]

Senator Oh: Thank you, witnesses, for being here this morning. Last night, the committee visited the mosque, and it was really a touching moment of recalling what happened years ago. This is a problem that this committee is paying attention to, and we are aware of what's going on.

I just want to ask a few questions. It seems that the women are the most affected in their daily life. For instance, Nabila was saying that in front of the children, things happen, and that is terrible. That is something that shouldn't be, you know, when kids are involved, because that can have a long-term impact on their thinking and their mind.

How does Bill 21 really affect the Muslim women in Quebec? I think that before that, there might have been some minor problems or issues, but never has it been this bad. I think Bill 21 probably is the big cause. What are your thoughts? Can anyone tell us something about that?

[Translation]

Ms. Aitoumasste: It's actually made things worse. We're already having a very hard time with these employment discrimination problems. Bill 21 simply made us realize that we don't have a right to work, that we don't have a right to be a teacher, to be a judge or anything. So it's really affected us.

J'ai une dernière petite chose à dire. Je suis désolée, je vais parler en anglais parce que mon français n'est pas vraiment bien, mais...

[Traduction]

Je tiens à dire aux survivants que je suis venue ici immédiatement après cette horrible attaque contre nous tous. Je veux que vous sachiez que vous n'êtes pas seuls. Nous, les musulmans de partout au pays, sommes avec vous. Je ne veux pas que vous pensiez que vous êtes seuls. Même si nous n'avons pas eu beaucoup de temps pour vous écouter, ce n'est pas la dernière occasion que vous aurez de vous exprimer. S'il y a d'autres choses que vous voulez nous dire, vous pouvez nous écrire, ou nous envoyer une vidéo si vous voulez, mais ne croyez pas qu'en raison du temps restreint, nous ne vous écoutons pas. Faites-nous parvenir ce que vous souhaitez, et monsieur Labidi, n'oubliez surtout pas de nous envoyer l'information que j'ai demandée.

[Français]

Boufeldja Benabdallah, cofondateur et porte-parole Centre culturel islamique de Québec : C'est déjà fait.

La sénatrice Jaffer : Ça, c'est vraiment, vraiment important pour nous. Merci. Merci pour ton témoignage.

[Traduction]

Le sénateur Oh : Je remercie les témoins pour leur présence ce matin. Hier soir, le comité a visité la mosquée. Nous avons vécu un moment très touchant en nous rappelant ce qui s'est passé il y a plusieurs années. Il s'agit d'un problème auquel le comité porte attention, et nous sommes conscients de ce qui se passe.

J'ai quelques questions à poser. Il semble que les femmes sont les personnes les plus touchées dans leur vie quotidienne. Par exemple, Mme Daoudi a raconté que des choses se produisent en présence de ses enfants, et c'est terrible. Ces incidents ne devraient pas se produire devant des enfants, car cela peut avoir des répercussions à long terme sur leur pensée et leur esprit.

Dans quelle mesure la loi 21 a-t-elle une incidence sur les femmes musulmanes au Québec? Je pense qu'avant cette mesure législative, il y avait peut-être des problèmes, mais la situation n'était pas aussi grave que maintenant. Je crois que la loi 21 est probablement la cause principale de la situation actuelle. Qu'en pensez-vous? Quelqu'un peut-il nous en parler?

[Français]

Mme Aitoumasste : En fait, elle n'a fait qu'empirer les choses. Nous vivons déjà très mal tous ces problèmes de discrimination en ce qui concerne l'emploi. La loi 21 est arrivée pour nous dire carrément que nous n'avons pas le droit de travailler, que nous n'avons pas le droit d'être une enseignante,

It isn't just the workplace; it's also in society, outdoors, in the street. It's as though certain individuals have been given permission — I'm not generalizing here; I'm not going to say that Quebec as a whole or all of Quebec City is racist, far from it — to say that, because we wear the hijab, we don't have a right to work, we don't have a right to exist, we don't even have a right to be here, and we should go back where we came from. And I hear that often. As I said earlier, the women in the project I worked on often heard those words: "Go back where you came from." But those women have been here for years.

I don't know if there is anything else.

Mr. Akjour: What I might add is that the Premier of Quebec said that there was no Islamophobia in Quebec. He said it several times. He acts like someone who buries his head in the sand, who acts like an ostrich, saying there's no problem, but the problem is there. It exists.

He has often said that this is representative of the majority, that the majority voted for Bill 21. So it's the law of the majority. However, the minority's overlooked, but it also has rights. When we say reasonable accommodation, for example, we aren't talking about a privilege; we're talking about a procedure for protecting minority rights.

There's an imbalance here in Quebec City between what the majority is and what the minority is. The majority votes, but the minority suffers. So minority rights unfortunately aren't protected here in this province. Thank you.

Mr. El Hafid: As Laïla said, we experienced discrimination, especially Muslim women, before Bill 21. That act institutionalized all Islamophobia and put Islamophobes in the right. It's very important to say that. It came from a major institution that should represent citizens' rights and freedoms. And the rights and freedoms of any society are measured by it's respect for minority rights. They've trampled minority rights, especially those of women. Being a woman is already a handicap; being an immigrant woman is another obstacle; being a veiled woman adds a third layer of discrimination; being a woman of colour, veiled and Muslim is a fourth layer of intimidation and discrimination; and being a woman with a disability is a fifth layer of discrimination. So this bill will institutionalize that and approve systemic discrimination.

In addition, the government is described as neutral because it's secular. However, we all know the definition of secularism. Secularism means that the government is secular, not citizens. Citizens have a right to wear or remove whatever they want.

d'être un juge, ni quoi que ce soit. Donc, c'est sûr que cette loi nous a beaucoup affectées.

Ce n'est pas juste en milieu de travail, c'est aussi dans la société, à l'extérieur, dans la rue. C'est comme si on avait donné la permission à certaines personnes — je ne vais pas généraliser, je ne vais pas dire que tout le Québec ou toute la ville de Québec est raciste, loin de là — de dire que, effectivement, parce qu'on porte le voile, nous n'avons pas le droit de travailler, nous n'avons pas le droit d'exister, nous n'avons même pas le droit d'être ici et nous devons rentrer chez nous. Et ça, on l'entend souvent. Comme je l'ai dit tout à l'heure, dans le projet sur lequel j'ai travaillé, les femmes, elles ont souvent entendu ces propos-là : « Rentrez chez vous ». Pourtant, les femmes sont établies depuis des années.

Je ne sais pas s'il y a autre chose à ajouter.

M. Akjour : Ce que je pourrais rajouter, c'est que le premier ministre québécois a dit qu'il n'y a pas d'islamophobie au Québec. Il l'a dit à plusieurs reprises. Il agit comme quelqu'un qui met la tête dans le sable, qui fait l'autruche en disant qu'il n'y a pas de problème. Pourtant, le problème, il est là, il existe.

Il a souvent dit que ça représente la majorité, que la majorité a voté pour la loi 21. Donc, c'est la loi de la majorité. Mais, on oublie que la minorité, elle aussi, a des droits. Lorsqu'on parle des accommodements raisonnables, par exemple, on ne parle pas d'un privilège, mais on parle d'une procédure pour protéger les droits des minorités.

Ici, à Québec, il y a un déséquilibre entre ce qui est la majorité et ce qui est la minorité. C'est la majorité qui vote, mais c'est la minorité qui subit. Donc, les droits des minorités ne sont pas protégés ici, dans cette province, malheureusement. Merci.

M. El Hafid : Comme l'a dit Laïla, avant la loi 21, on subissait déjà de la discrimination, surtout les femmes musulmanes. La loi est venue institutionnaliser et donner raison à tous les islamophobes. Ça, c'est très important de le mentionner. Elle est venue d'une grande institution qui devrait représenter les droits et les libertés des citoyens. Et les droits et libertés de toute société se mesurent par le respect des libertés et des droits des minorités. Ils ont bafoué les droits des minorités et, surtout, les droits des femmes. Être une femme, déjà, c'est un handicap; être une femme immigrante, c'est un autre obstacle; être une femme voilée, c'est une troisième couche de discrimination; être une femme de couleur, voilée et musulmane, c'est une quatrième couche d'intimidation et de discrimination; et être une femme en situation de handicap, c'est une cinquième couche de discrimination. Donc, cette loi vient institutionnaliser cela, vient approuver une discrimination systémique.

De plus, on dit que l'État fait preuve de neutralité sous prétexte qu'il défend la laïcité. Or, on connaît tous la définition de la laïcité. La laïcité, c'est l'État qui est laïc, par les citoyens. Les citoyens ont le droit de porter ou d'enlever ce qu'ils veulent.

Consequently, it's as though the government comforts all extremists in their judgment and discrimination. I find that very worrying.

Efforts have also been made to entrench in Quebec's Charter of human rights and freedoms the "notwithstanding clause," which wasn't really made for that purpose. Consequently, Bill 21 ultimately serves no purpose. It's just a law designed to attract the votes of a few extremists. I'll stop there. Thank you

[English]

The Chair: Thank you.

Nabila, please be very brief, because we have two senators still to ask questions.

[Translation]

Ms. Daoudi: I'd like to add briefly that Bill 21 quite simply supports Islamophobia. It contradicts the Canadian Charter of Rights and Freedoms. It actually contradicts the values of the Charter, and it supports Islamophobia. Thank you.

[English]

The Chair: Thank you.

Senator Oh: Thank you.

[Translation]

Mr. Benabdallah: If I could add a thought concerning the Charter, it's that the federal government should do something to amend or cancel this Bill 21 because it's causing a lot of problems for the Muslim community, particularly for Muslim women. Thank you.

[English]

The Chair: Thank you.

Senator Oh: Thank you.

[Translation]

Senator Gerba: Thanks to all the witnesses for coming this morning. It's much appreciated.

I salute the courage of the witnesses, I salute the courage of the victims and survivors, and I especially salute the courage of the women who suffer most of the impact of Islamophobia on a daily basis. Nabila's testimony is quite simply... I imagine that's the everyday lot of all veiled Muslim women in our country, and that's unfortunate.

Donc, c'est comme si l'État vient conforter tous les extrémistes dans leur jugement et dans leur discrimination. Et ça, je trouve ça très grave.

On a aussi essayé d'enchâsser dans la Charte des droits et libertés de la personne du Québec la « clause nonobstant » qui, normalement, n'est pas faite pour ça. Donc, finalement, ça ne sert à rien, la loi 21. C'est une loi juste pour avoir des votes de quelques extrémistes. Je m'arrête ici. Merci.

[Traduction]

La présidente : Merci.

Madame Daoudi, veuillez être très brève, car il y a encore deux sénateurs qui veulent poser des questions.

[Français]

Mme Daoudi : J'aimerais ajouter brièvement que la loi 21 entretient l'islamophobie, tout simplement. Elle entre en contradiction avec la Charte canadienne des droits et libertés. C'est vraiment contradictoire avec les valeurs de la charte, et elle entretient l'islamophobie. Merci.

[Traduction]

La présidente : Merci.

Le sénateur Oh : Je vous remercie.

[Français]

M. Benabdallah : Si je peux ajouter quelque chose au sujet de la charte, c'est que le fédéral doit faire quelque chose pour modifier ou annuler cette loi 21, parce que ça cause beaucoup de problèmes pour la communauté musulmane, particulièrement pour les femmes musulmanes. Merci.

[Traduction]

La présidente : Merci.

Le sénateur Oh : Merci.

[Français]

La sénatrice Gerba : Merci à tous les témoins d'être venus ce matin, c'est vraiment apprécié.

Je salue le courage des témoins, je salue le courage des victimes et des survivants, et je salue surtout le courage des femmes, qui subissent majoritairement les répercussions de l'islamophobie au quotidien. Le témoignage de Nabila est tout simplement... J'imagine que c'est le lot quotidien de toutes les femmes voilées musulmanes de notre pays, et c'est dommage.

I want to go to Saïd. Regarding what you experienced on that day in 2017, can you tell us something of what exactly happened and whether you've received assistance since then? Thank you.

Mr. Akjour: It was freezing on the evening of January 29, 2017; it was the end of the world, a disaster, an earthquake. There are no words to express it. We subsequently felt some solidarity from society in general, Muslims and non-Muslims. We received a lot of support and empathy. That felt good.

On the official side of things, all the court proceedings produced was defeat after defeat. The judgment was a defeat, even where it was a little more reasonable, by which I mean 40 years; it wasn't really one, but then it was defeat after defeat, and, if I may say so, from a legal standpoint, the attacker had more rights than the rest of us victims.

We've been forgotten by society and by government bodies such as Quebec's Indemnisation des victimes d'actes criminels, for IVAC. Our case was closed five or even six years ago. We've seen no follow-up, we don't know what's happening, and we haven't been compensated. We're trying to survive on our own, and I can tell you I'm even stronger now than I was in 2017. Thank you.

Senator Gerba: Thank you very much. That's really quite moving. Thank you for your recommendations, Mr. Labidi. You have 17 years' experience in the federal public service. If you had a specific recommendation to make to the Government of Canada regarding the federal public service, what would it be?

Mr. Labidi: Thank you for your question. I would ask that reviews be conducted by human resource professionals who are independent of the offices where we work, of the administrations where we work. Because who you know is worth more than experience, more than intelligence, more than knowledge, more than anything. If you know the boss, you're promised a position as team leader, director, consultant and so on. You climb up the ranks because it's who you know that counts. So to stop that, we need neutral committees from other cities or Ottawa to conduct reviews. And reviews must be organized and standardized to preclude any human intervention in review results, because minorities are excluded when humans intervene.

For example, the administration where I work has 400 federal employees. Not a single team leader among those 400 federal employees is a visible minority. I'm not talking about Arabs, Muslims, but rather visible minorities of any origin. There's not a single consultant or director, and I'm talking about 400 employees, including 20 team leaders and 80 consultants. Not a single one of those employees is an immigrant. Don't any of us, with our diplomas, master's degrees, doctorates and all that, have

Je vais m'adresser à Saïd. Par rapport à ce que vous avez vécu durant cette journée en 2017, pouvez-vous nous raconter un petit peu ce qui s'est passé exactement et nous dire si vous avez eu de l'aide depuis ce fameux jour de 2017? Merci.

M. Akjour : Le soir du 29 janvier 2017, c'était une soirée glaciale, c'était la fin du monde, c'était une catastrophe, un tremblement de terre. Il n'y a pas de mots pour l'exprimer. Par la suite, on a quand même eu des élans de solidarité de la société en général, musulmans et non-musulmans. On a reçu beaucoup de soutien, beaucoup d'empathie. Cela a fait du bien.

Pour ce qui est officiel, tout ce qui concerne le tribunal, c'était défaite après défaite. Donc, le jugement était une défaite, même lorsqu'il était un peu plus raisonnable, c'est-à-dire 40 ans, ce n'en n'était pas une, mais par la suite, c'était défaite après défaite, et là, si je peux dire, du point de vue juridique, c'est l'assaillant qui a plus de droits que nous autres, les victimes.

On est tombé dans l'oubli, soit par la société, soit par des instances gouvernementales, pour ce qui est de l'Indemnisation des victimes d'actes criminels, ou l'IVAC. Cela fait maintenant cinq ans, voire six ans, que notre dossier a été classé. On n'a pas de suivi, on ne sait pas ce qui se passe, on n'est pas indemnisé. Et avec nos propres moyens, on essaie de survivre, et je peux vous dire que je suis encore plus fort aujourd'hui qu'en 2017. Merci.

La sénatrice Gerba : Merci beaucoup, c'est vraiment très touchant. Merci pour vos recommandations. monsieur Labidi. Vous avez 17 ans d'expérience à la fonction publique fédérale. Si vous aviez une recommandation particulière à faire au gouvernement du Canada au niveau de la fonction publique fédérale, qu'est-ce que ce serait?

M. Labidi : Merci pour votre question. Je demanderais que les examens soient faits par des professionnels des ressources humaines qui sont indépendants des boîtes où on travaille, des administrations où on travaille. Parce que les connaissances, ça vaut plus que l'expérience, plus que l'intelligence, plus que le savoir-faire, plus que tout. Si on connaît le *boss*, on nous promet de devenir chef d'équipe, directeur, consultant, etc. On monte les échelons, parce que ce sont les connaissances qui comptent. Donc, pour briser ça, il faut que des comités neutres, qui viennent d'autres villes ou d'Ottawa, fassent les examens. Et il faut des examens qui sont balisés et normalisés, pour éviter toute intervention humaine dans les résultats d'examen. Parce que dès qu'il y a une intervention humaine, les minorités sont exclues.

Par exemple, si je parle de l'administration où j'ai travaillé, ce sont 400 employés fédéraux. Sur les 400 employés fédéraux, pas un seul chef d'équipe n'est de minorité visible. Je ne parle pas d'Arabes, de musulmans, mais de minorités visibles, toutes origines confondues. Il n'y a aucun consultant, aucun directeur. On parle de 400 employés, avec 20 chefs d'équipe et 80 consultants. Il n'y a aucun immigrant parmi ces employés. Est-ce que nous tous, avec les diplômes, les maîtrises, les doctorats,

the necessary competencies to climb the ladder? I know an African who'll be filing a complaint against the federal government for blocking his career. He has a master's degree in administration, and he's leaving at the level where he was when he started. If the system was an open one, he could have been a director or a director general at the end of his career.

[English]

The Chair: Thank you, Mr. Labidi.

I was going to ask a question, but I might just have one comment with Mr. Benabdallah, and I will give my question time to you. If you can keep it really, really short, because we are almost 15 minutes over, I would appreciate that.

[Translation]

Mr. Benabdallah: I'm being asked to be brief, to —

Senator Gerba: Actually, she wants you to say something.

Mr. Benabdallah: Sorry, I must apologize to the Senate committee and to you, Madam Chair, for arriving so late. I got the time wrong. I simply wrote down 10 a.m. instead of 9.

As you heard, I think the people here have as much to say as I do. First of all, your committee has an important responsibility to meet with Muslims, to listen to them and to discuss the issue of Islamophobia. That involves semantics and a lot of other things. I had prepared a whole presentation, but I know I won't have the time to discuss it. I'll submit it to the chair of the committee.

All I want to say is that Islamophobia is a characteristic found in Canadian and Quebec society but not in its majority. This has to be acknowledged: It isn't the majority; it's a minority. However, that doesn't mean we can close our eyes and ears to that minority. It's an active minority, a busy minority, a minority that has the social status to speak out and loosen its tongue... The active loosening of its tongue across social media hurts our Muslim community even more.

What we're asking the federal government to do is to sort out all these aspects, the religious issues in Quebec that have occupied Quebecers, because the religious issue here is Catholicism, and Muslims have suffered the torments of that issue since arriving. This has to be sorted out with the provincial government.

We hope the federal government will act as quickly as possible to undo part of this Bill 21, a part that is in itself discriminatory, racist and Islamophobic. We aren't saying that

avec tout ça, on n'a pas les compétences nécessaires pour monter dans la hiérarchie? Je connais un Africain qui va déposer une plainte contre le gouvernement fédéral pour bris de carrière. Il a une maîtrise en administration, et il sort avec le niveau auquel il est rentré. S'il s'agissait d'un système ouvert, il devrait être un directeur ou un directeur général en fin de carrière.

[Traduction]

La présidente : Merci, monsieur Labidi.

J'allais poser une question, mais je vais laisser M. Benabdallah formuler un commentaire, et je vais vous donner mon temps de parole. Je vous serais reconnaissante d'être très bref, toutefois, car nous avons dépassé notre temps de pratiquement 15 minutes.

[Français]

M. Benabdallah : On me pose la question d'être bref, de...

La sénatrice Gerba : En fait, elle veut que vous disiez quelque chose.

M. Benabdallah : Désolé, je dois m'excuser auprès du Comité sénatorial et auprès de vous, madame la présidente, d'être arrivé à cette heure. Je me suis trompé d'heure. J'avais écrit 10 heures au lieu de 9 heures, tout simplement.

Comme vous l'avez entendu, je pense que les gens ici ont autant de choses à dire que moi. Tout d'abord, votre comité a cette responsabilité importante de rencontrer des musulmans, de les écouter et de discuter de la question d'islamophobie. Il y a de la sémantique là-dedans, il y a plein de choses. J'avais préparé tout un exposé, mais je sais que le temps ne me permet pas d'en discuter. Je le remettrai à la présidente du comité.

Tout ce que je veux dire, c'est que islamophobie est de l'apanage de la société canadienne et québécoise non pas dans sa majorité. Il faut le reconnaître : ce n'est pas la majorité, c'est une minorité. Toutefois, cela ne veut pas dire qu'il faut fermer les yeux et les oreilles sur cette minorité. C'est une minorité agissante, c'est une minorité exercée, c'est une minorité qui a les trucs sociaux dans lesquels elle peut se déclarer et elle peut se délier la langue... Le fait de se délier la langue à travers les réseaux sociaux fait encore du tort à notre communauté musulmane.

Ce qu'on demande au gouvernement fédéral, c'est de « détricoter » tous ces aspects, c'est-à-dire le contentieux religieux au Québec qui a poursuivi les Québécois, parce que le contentieux religieux est catholique, et en arrivant les musulmans ont subi les affres de ce contentieux. Il faut le « détricoter » avec le gouvernement provincial.

Nous souhaitons que le gouvernement fédéral agisse le plus vite possible pour défaire une partie de cette loi 21, qui est une partie en elle-même discriminatoire et en elle-même raciste et en

Bill 21 is all bad, but we are saying that this part is discriminatory since it has employed the “notwithstanding clause,” which you said, at least once, before the courts, shouldn’t have been granted to a government that wants to render an act discriminatory. That makes no legal or human sense.

That being said, this has left something of a bitter taste in our mouths, but we also have to be logical. To combat Islamophobia, we ask that the government take tangible action, and I don’t mean restrictive action: The act is the act and it can be used to simplify matters, but beyond legislation, there are positive actions that can be taken. Positive actions are always something that help us live together. As Muslims, we embody that urge to live together. We love living with people, we love our neighbours, we love working in society to make it more humane, but it has to be more than mere words. We don’t have the financial capacity, we don’t have programs or actions to do that. The federal government has the capacity to implement projects in which people can find meaning in life, meaning in associating with each other, and by associating with people, we will reduce racism; we will reduce xenophobia.

So where are all these actions? They are in the culture. We newcomers have so many things to share with people. Cultural programs must be put in place to enable us to work with people and to show them that the contribution that Islam has made to global civilization is a very positive one, that it is not just words. We must demonstrate things by making presentations, by discovering the other, who is Muslim, by creating theatre plays. In this culture we will be able to share things and to laugh together. I also think we must simplify the situation by doing pleasant things together.

Why does a committee such as yours go out and meet people like me? I’m stunned by the situation. We want to have cultural projects, theatre, painting and literature. We want to do a lot of things through which we can express ourselves as Muslims here in Quebec. These are so many actions that will reduce Islamophobia in this country. Let’s set an example for the world.

I think the federal government can do it, but it can’t do it alone. That’s why we here, around this table, are prepared to work with the federal government to make positive proposals so that this theme, this action, this nascent philosophy declines somewhat. We would like to make Islamophobia disappear from the Canadian space.

elle-même islamophobe. On ne déclare pas que toute la loi 21 est mauvaise, mais on déclare donc son volet discriminatoire puisqu’elle a utilisé la « clause nonobstant », que vous dites enfin une fois, auprès de la magistrature, que la clause nonobstant ne devait pas être accordée à un gouvernement qui veut faire d’une loi une loi discriminatoire. C’est un non-sens sur les plans juridique, légal et humain.

Cela dit, on est un peu aigri de la chose, mais il faut aussi qu’on soit logique. Pour lutter contre l’islamophobie, nous demandons au gouvernement de mener des actions tangibles. Et ce ne sont pas des actions contraignantes : la loi, elle est là, la loi peut être mise à contribution pour décomplexifier la chose, mais au-delà des lois, il y a des actions positives qu’on peut faire. Les actions positives, c’est toujours dans le vivre-ensemble. En tant que musulmans, nous sommes porteurs en nous-mêmes de ce vivre-ensemble. Nous aimons vivre avec les gens, nous aimons notre voisin, nous aimons travailler dans la société pour rendre la société plus humaine. Mais il ne faut pas que ça soit uniquement des mots. Nous n’avons pas la capacité financière, nous n’avons pas de programme et des actions pour faire ça. Le gouvernement fédéral a la capacité de mettre en place des projets dans lesquels les gens trouvent un sens à la vie, trouvent un sens à se côtoyer, et en côtoyant les gens, on diminuera cet aspect d’islamophobie, on diminuera le racisme, on diminuera la xénophobie.

Alors, où se trouvent ces actions? Elles sont dans la culture. On a tellement de choses à partager avec les gens, nous, les nouveaux arrivants. Des programmes de culture doivent être mis en place afin de pouvoir nous permettre de travailler avec les gens puis de leur montrer que l’apport de l’islam dans la civilisation mondiale est un apport très positif, que ce n’est pas uniquement des mots. Il faut démontrer les choses en faisant des exposés, en découvrant l’autre qui est musulman, en créant des pièces de théâtre. C’est dans cette culture qu’on va pouvoir partager les choses et rire aussi. Je pense qu’on doit aussi nous décomplexer de la situation en faisant des choses agréables entre nous.

Comment se fait-il qu’une commission comme la vôtre allez rencontrer des gens comme moi? Je suis ébranlé par la situation. On veut faire des projets culturels, du théâtre, de la peinture, de la littérature. On veut faire beaucoup de choses dans lesquelles nous pouvons nous exprimer en tant que musulmans ici, au Québec. C’est autant d’actions qui vont diminuer l’islamophobie dans ce pays. Soyons un exemple à l’échelle mondiale.

Je pense que le gouvernement fédéral peut le faire, mais il ne peut le faire tout seul. C’est pour ça que, nous, ici, autour de la table, nous sommes prêts à travailler avec le gouvernement fédéral pour faire des propositions positives afin que ce thème, cette action, cette philosophie naissante de l’islamophobie diminuent un peu. Nous souhaitons faire disparaître l’islamophobie de l’espace canadien.

We are aware this will be a long-term effort, and I would like to wish the committee every success in its work as it travels across Canada, from sea to sea. Madam Chair, senators, thank you for being here and for allowing me to say these few words even though I arrived here late. Thank you very much, [*Another language spoken*].

[*English*]

The Chair: Thank you very much.

As you were speaking, I was doing a quick check on the percentage of people who view Islam unfavourably, just looking at some of the polls that have been released. In Quebec, it's 48% of Quebecers view Islam unfavourably, and almost half of Canada. 46% of Canadians. Clearly, this committee clearly has its work set out. I don't have time for that question, so I'll just leave it for the next panel.

I want to thank each and every one of you. Your testimony will help us a great deal as we get ready to write our report, and I thank you for taking the time and sharing your thoughts with us. Saïd and Mohamad, thank you. This must have been a difficult day for you because we forced you to relive what you went through. We saw Mr. Labadi getting emotional. Last night, all of us came back with a very heavy heart from what we had seen and heard. I was talking to my children, and they said, "You must have had a difficult day." I said, "Yes, we did." And I speak for all the senators. Thank you for welcoming us to the mosque. If you missed anything, or if you feel there is something that we should know, please send it to us in writing.

Before I introduce our second panel of witnesses, I would just let you know that we're running half an hour late. Witnesses, I hate to interrupt, but please keep your remarks to five minutes so the senators will have time for questions. We shall hear from all the witnesses and then turn to questions from the senators.

From the Canadian Muslim Forum, we have some Samer Majzoub, who's the president. We have Rashid Antonius, a professor in the Department of Sociology at the Université du Québec à Montréal, and Louis-Philippe Lampron, a full professor in rights and freedoms, researcher and spokesperson for the Faculty of Law, Laval University.

I will now invite Samer to make his presentation.

Samer Majzoub, President, Canadian Muslim Forum: Thank you so much for the invitation, by all means. Every step that is being taken to address Islamophobia has a

Nous sommes conscients que c'est du travail de longue haleine, et je tiens à souhaiter à la commission tout le succès dans son travail en se déplaçant à l'échelle du Canada, d'un océan à l'autre. Merci, madame la présidente, mesdames les sénatrices et monsieur le sénateur, de votre présence et de m'avoir permis de dire ces quelques mots, moi qui suis arrivé en retard à cette rencontre. Merci infiniment [*mots prononcés dans une autre langue*].

[*Traduction*]

La présidente : Merci beaucoup.

Pendant que vous parliez, je vérifiais rapidement le pourcentage de personnes qui voient l'Islam d'un mauvais œil, en regardant simplement certains des sondages qui ont été publiés. Au Québec, 48 % des Québécois voient l'Islam d'un mauvais œil, et à l'échelle du Canada, c'est près de la moitié des Canadiens, soit 46 %. Il est évident que ce comité a du pain sur la planche. Comme je n'ai pas de temps pour cette question, je vais la réserver pour le prochain groupe de témoins.

Je tiens à remercier chacun d'entre vous. Vos témoignages nous seront d'une grande aide pour la rédaction de notre rapport, et je vous remercie d'avoir pris le temps de nous faire part de vos réflexions. Messieurs Akjour et Labidi, merci. Cette journée a dû être difficile pour vous, car nous vous avons forcés à revivre ce que vous avez subi. Nous avons été témoins de l'émotion de M. Labidi. Hier soir, nous avons tous le cœur très lourd, après ce que nous avons vu et entendu. Mes enfants m'ont dit que nous devons avoir passé une journée difficile, ce à quoi j'ai répondu que c'était bien le cas. Et je parle au nom de tous les sénateurs. Merci de nous avoir accueillis à la mosquée. Si vous avez oublié de mentionner quelque chose, ou si vous pensez qu'il y a quelque chose que nous devrions savoir, veuillez nous transmettre cette information par écrit.

Avant de présenter notre deuxième groupe de témoins, je tiens à vous faire savoir que nous avons une demi-heure de retard. Je déteste interrompre les témoins, mais je vais vous demander, messieurs, de vous en tenir à cinq minutes pour que les sénateurs aient le temps de vous poser des questions. Nous allons entendre tous les témoins, puis nous passerons aux questions des sénateurs.

Du Forum musulman canadien, nous avons M. Samer Majzoub, qui en est le président. Nous accueillons également M. Rashid Antonius, professeur au Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal, et M. Louis-Philippe Lampron, professeur titulaire en droits et libertés, chercheur et porte-parole de la Faculté de droit de l'Université Laval.

J'invite maintenant M. Majzoub à présenter son exposé.

Samer Majzoub, président, Forum musulman canadien : Je vous remercie sincèrement de votre invitation. Chaque mesure prise pour lutter contre l'islamophobie a une

dispositive dimension, and this is what I would like to underline. I will try to respect my time of five minutes. I have already sent my submission to Mr. Payet, and I will be distributing this later on.

I would like to underline, as I start up, and this is very important and we have repeated this many times, that Islamophobia is neither a religious war nor an ethnic war. This is an extremely important element to have in mind, whether for my brothers from the Muslim community or for the fellow citizens, Canadian citizens, in Quebec and outside Quebec and all of Canada.

Islamophobia is an extreme form of hate, and that expresses itself and inserts itself in different dimensions: hate speech, racism, hidden racism and, unfortunately, terror, as we have seen in Quebec City and Northern Ontario. It expresses itself in hate against Islam and its universal values. I have my submissions, seven pages, and I will not go through the seven pages, but I will try to focus on a few points that I'd like to read and have those shed a light on. Islamophobia has many forms, many shapes.

I have been here in Canada for 34 years continuously. I have seen Islamophobia unfortunately evolving per se, and not a positive evolving. No, it is evolving from the hate speech that we all know, and I really need to underline that because we have worked very hard to reach this point where Islamophobia is being recognized and worked on. At one point during 2017, we had a lot of media coming out, asking, What does it mean? Are we asking people to have a lack of freedom of speech? No. I just want to make sure that hate speech means hate. Every speech that leads to hate is hate speech, and it doesn't have to do with the freedom of speech. They are completely different dimensions.

We have the social media platforms. This is another fact that we face a lot, and it is not limited to Muslims. It is hate and bigotry and racism and targeting the women and men. All social media is becoming extremely intimidating, especially for our youth. We have a train car that is hitting the Western world, and Canada is not out of it. It is the extreme supremacy-based ideology, and the danger of this ideology is that it reflects its beliefs in violence. It's not limited to Canada. We've seen this in Norway, we have seen this in Europe, and unfortunately, we have seen it extensively in Canada at least in two or three major events that have sent people dying on the streets and in mosques. I'll not repeat this because this is known to everyone.

We also have another face of Islamophobia, and it comes within laws and rules, unfortunately. The panel before me mentioned the implication of law 21, and whether we like it or

dimension déterminante, et c'est ce que je voudrais souligner. Je vais essayer de respecter mon temps de parole de cinq minutes. J'ai déjà envoyé mon mémoire à M. Payet, et je vais distribuer ma déclaration ultérieurement.

Je tiens à souligner d'emblée une chose très importante, que nous avons répétée à maintes reprises, à savoir que l'islamophobie n'est ni une guerre de religion ni une guerre ethnique. C'est un élément extrêmement important que tous doivent retenir, et cela comprend mes frères de la communauté musulmane aussi bien que leurs concitoyens, les citoyens canadiens, au Québec et hors Québec et dans tout le Canada.

L'islamophobie est une forme extrême de haine qui se manifeste de diverses façons et prend diverses formes : discours haineux, racisme, racisme caché et, malheureusement, terreur, comme nous l'avons vu à Québec et dans le Nord de l'Ontario. Elle s'exprime par une haine contre l'islam et ses valeurs universelles. J'ai mon mémoire de sept pages que je ne vais pas parcourir en entier, mais je vais essayer de me concentrer sur quelques points que j'aimerais lire et mettre en lumière. L'islamophobie revêt de nombreuses formes et comporte de nombreux aspects.

Je suis au Canada depuis 34 années consécutives. J'ai malheureusement vu l'islamophobie évoluer dans le mauvais sens. Cette évolution s'appuie sur les discours haineux que nous connaissons tous, et je tiens à le souligner, car nous avons travaillé très dur pour parvenir à un point où l'islamophobie est reconnue et prise en compte. À un moment donné au cours de 2017, de nombreux médias sont venus nous demander ce que cela signifiait. Est-ce que nous voulons priver les gens de leur liberté d'expression? Non. Je veux juste m'assurer que les discours haineux sont associés à la haine. Tout discours qui conduit à la haine est un discours haineux, et cela n'a rien à voir avec la liberté d'expression. Ce sont des dimensions complètement différentes.

Nous avons les plateformes de médias sociaux. C'est un autre fait auquel nous sommes souvent confrontés, et cela ne se limite pas aux musulmans. Il y a de la haine, de l'étroitesse d'esprit, du racisme et des attaques contre les femmes et les hommes. Tous les médias sociaux deviennent extrêmement intimidants, surtout pour nos jeunes. C'est un train qui fonce sur le monde occidental, et le Canada ne s'en sauvera pas. Il s'agit d'une idéologie fondée sur la suprématie extrême, et le risque de cette idéologie réside dans la violence qui traduit ses croyances. Ce n'est pas limité au Canada. Nous l'avons vu en Norvège, nous l'avons vu en Europe, et malheureusement, nous l'avons vu amplement au Canada, où des gens sont morts dans les rues ou dans les mosquées lors de deux ou trois événements majeurs. Je ne vais pas en reparler parce que tout le monde est au courant.

L'islamophobie a un autre visage : elle s'inscrit dans les lois et les règles, malheureusement. Le groupe de témoins précédent a mentionné les répercussions de la loi 21, et que nous le voulions

not, whether we admit it or not, whether we try to hide it or not, it does inflame the words of Islamophobia and xenophobia. It's not only in Quebec, with all respect. It is Quebec and outside Quebec. Again, I need to underline this. Quebec is not a racist society. All my children were born in Quebec and lived in Quebec, and we love the province. This is an issue that needs to be addressed when it comes to racism all over Canada.

Another factor, and I will be very quick on this, is what we call a toxic environment within certain federal agencies. The media has said it, the Prime Minister himself has said it, and it has been reflected in certain rules and regulations. We see some non-profit organizations have raised complaints in Canada that they have been targeted because of their identity, and this is another factor that we need to look at.

We have what we call hidden racism, and hidden racism is another factor that is reflected mainly in the job market, where it is not easy to access the job market and, if you do have access, and the panel before me mentioned this, there are limitations for your advancement.

I will finalize my statement by the most important factor that is intimidating our kids and our lives. It's the safety and the security of Muslim Canadians. And yes, I can tell you there are periods of time, not all the times, when parents call my organization and ask whether they should send their children to schools or not. And yes, this is in Canada, this is in our cities, so we are not talking about a war zone. The safety and the security of Canadian Muslims requires that our security agencies take every fear that we might see online, every intimidation, very seriously in order to avoid, God forbid, any violence or any bloody incidents like we have seen before.

I will conclude there, and I'm ready to receive any questions.

The Chair: Thank you very much for being respectful of the time. I will turn now to Mr. Antonius for his remarks.

[Translation]

Rachad Antonius, Adjunct Professor, Department of Sociology, Université du Québec à Montréal, as an individual: Good morning, Madam Chair, senators and members of the panel. Thank you for allowing me to be here today.

The moment we experienced at the great mosque in Quebec City yesterday was an intensely emotional one. The members of the community remembered the tragic events of 2017, and visitors came to hear them. The panel of witnesses this morning

ou pas, que nous l'admettions ou pas, que nous essayions de le cacher ou pas, cette loi attise les discours islamophobes et xénophobes. Ce n'est pas seulement au Québec, avec tout le respect que je vous dois. C'est au Québec et hors du Québec. Encore une fois, je dois le souligner. Le Québec n'est pas une société raciste. Tous mes enfants sont nés au Québec et ont vécu au Québec, et nous aimons la province. C'est une question qu'il faut aborder lorsqu'il est question de racisme partout au Canada.

Je vais aborder très rapidement un autre facteur, celui de ce que nous appelons un environnement toxique au sein de certaines agences fédérales. Les médias l'ont dit, le premier ministre lui-même l'a dit, et cela s'est reflété dans des règles et des règlements. Des organisations sans but lucratif ont déposé des plaintes au gouvernement canadien, affirmant qu'elles ont été ciblées en raison de leur identité, et c'est un autre facteur que nous devons examiner.

Nous avons ce que nous appelons le racisme caché. Il s'agit d'un autre facteur qui se manifeste principalement sur le marché du travail. L'accès y est difficile, et si vous réussissez à y accéder, comme les témoins du groupe précédent l'ont souligné, votre avancement est limité.

Je terminerai ma déclaration par le facteur le plus important qui intimide nos enfants et entrave notre quotidien. Il s'agit de la sûreté et de la sécurité des Canadiens musulmans. Effectivement, je peux vous dire que, à certains moments — pas toujours —, des parents appellent mon organisation pour demander s'ils doivent envoyer leurs enfants à l'école ou non. Eh oui, c'est au Canada, c'est dans nos villes; nous ne parlons pas d'une zone de guerre. La sûreté et la sécurité des musulmans canadiens exigent que nos agences de sécurité prennent très au sérieux toutes les craintes que peut susciter ce que nous voyons en ligne, toutes les formes d'intimidation, afin d'éviter — Dieu nous en préserve — toute violence ou tout incident sanglant comme nous en avons vu auparavant.

Je vais m'arrêter ici. Je suis à votre disposition pour répondre à vos questions.

La présidente : Merci beaucoup d'avoir respecté le temps dont vous disposiez. Nous allons maintenant écouter la déclaration liminaire de M. Antonius.

[Français]

Rachad Antonius, professeur associé, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal, à titre personnel : Bonjour, madame la présidente, sénateurs, membres du panel. Merci de m'avoir permis d'être présent ici.

Le moment que nous avons vécu hier à la grande mosquée de Québec était un moment d'émotion intense. Non seulement pour les membres de la communauté qui se sont remémoré les événements tragiques de 2017, mais aussi pour les visiteurs

also shared that intense emotion. In the circumstances, it's uncomfortable, perhaps even inappropriate, to want to take a step back and conduct a cold, objective analysis of the relations between the host societies in Quebec and Canada and the Muslim individuals and communities that have recently settled here. These are perhaps not the best circumstances in which to conduct a more fundamental consideration. At the same time, however, this is a necessary task, and I believe it is one of the tasks of the Senate committee before which I am appearing.

This situation cannot be managed by emotion alone. Unless we are to conclude that the host societies are irremediably morally deficient, there are issues that must be understood on both sides. Ignorance must be overcome and dialogue established. I want to thank Mr. Majzoub and Mr. Benabdallah for drawing those distinctions earlier.

However, let's remain on emotional ground for a moment, because I want to engage in a critical consideration of the entire process. Let's remain on emotional ground for a moment. Yesterday I heard how certain seemingly trivial incidents could nevertheless have a profound impact on individuals, especially children, potentially scarring them for a long time and making them feel rejected. I am well aware of the destructive rhetoric of the populist media in Quebec, which spread stereotypes and stigmatize all Muslims. I have analyzed that rhetoric and condemned it in speeches over some 20 years.

However, that reminded me that I myself have witnessed similar situations, but in reverse circumstances involving non-Muslim minorities and Muslim majorities. Is this relevant? Yes, and I will tell you why. In the context of Islam and the rise of political Islam and Salafism, I won't focus on the emotional aspects of that situation, which, moreover, are far more dramatic than anything we have experienced here. Circumstances aren't appropriate today. I will do so through the written documents that I will forward to you. I simply want to say that consideration of these other situations enables one to understand the concepts in another way, to define them differently and to understand the causes and consequences of the racist phenomena about which we are concerned.

I am moved by the current circumstances to say that there is an elephant in the room, and that relevant is Islamism. This factor is rarely considered in discussions of Islamophobia. And yet certain analysts and anti-Muslim racism activists, which is to say advocates of Muslim rights, occasionally remind us of that fact. Hussein Ibish, a well-known personality in the United States, a

venus les écouter. Le groupe de témoins de ce matin aussi a participé à cette émotion très intense. Dans ce contexte, il est malaisé, peut-être même inapproprié, de vouloir prendre du recul pour faire une analyse froide et objective des rapports entre les sociétés d'accueil au Québec et au Canada, et les individus et les communautés musulmanes d'installation récente. Donc, ce n'est peut-être pas le meilleur contexte maintenant pour amener une réflexion plus fondamentale. Mais en même temps, cette tâche est une nécessité. Et j'ai cru comprendre que c'est une des tâches du Comité sénatorial devant lequel je témoigne maintenant.

L'émotion seule ne peut suffire à gérer la situation. À moins de conclure que les sociétés d'accueil sont irrémédiablement déficientes du point de vue moral et qu'elles sont irrécupérables, il y a des choses à comprendre de part et d'autre. Il y a une ignorance à surmonter et il y a des dialogues à établir. Je remercie MM. Majzoub et Benabdallah d'avoir fait ces distinctions-là tantôt.

Mais restons un moment sur le terrain de l'émotion, parce que je veux amener une réflexion critique sur tout le processus. Restons un moment sur le terrain de l'émotion. J'ai entendu hier comment certains incidents qui pourraient sembler banals en apparence, mais qui peuvent avoir des répercussions profondes chez les individus, surtout les enfants. Cela peut les marquer pour longtemps et leur donner le sentiment d'être rejetés. Je connais bien le discours dévastateur des médias populistes au Québec qui propagent des stéréotypes et qui stigmatisent l'ensemble des musulmans. J'ai analysé ce discours, je l'ai dénoncé dans de multiples interventions pendant une vingtaine d'années.

Mais cela m'a rappelé que j'ai été moi-même témoin de situations semblables, mais dans un contexte inversé : celui d'une minorité non musulmane au sein d'une majorité musulmane. Est-ce que c'est pertinent? Oui, je vais vous dire pourquoi c'est pertinent. Dans le contexte de l'Islam, de la montée de l'islam politique et du salafisme, je ne m'attarderai pas sur les dimensions émotives de cette situation, beaucoup plus dramatique d'ailleurs que tout ce qu'on peut vivre ici. Le contexte n'est pas approprié aujourd'hui, je le ferai dans les documents écrits que je ferai suivre. Je veux juste dire que la prise en compte de ces autres situations permet de comprendre autrement les concepts, de les définir autrement, de voir les causes et les conséquences des phénomènes de racisme qui nous préoccupent.

La considération de ce contexte me fait dire qu'il y a un éléphant dans la pièce : c'est celui de l'islamisme. Ce facteur est rarement pris en considération lorsqu'on parle d'islamophobie. Pourtant, certains analystes et militants contre le racisme antimusulman, donc les défenseurs des droits des musulmans, nous le rappellent à l'occasion. Ainsi, Hussein Ibish, qui est une

native of Lebanon, an activist and intellectual who condemns and combats Islamophobia, writes as follows:

Despite all the harm undeniably caused by the proponents of the usual Islamophobic rhetoric, the worst Islamophobes, and, in fact, in many respects, the real Islamophobes, are the violent Muslim extremists, who seem determined to supply the facts to underpin that Islamophobic discourse.

Serious consideration of this factor in any analysis compels us to think differently about the concepts used to combat anti-Muslim racism. If Islamism and its jihadist, political and social tendencies did not exist, Islamophobia could be explained solely on the basis of the variables specific to the host society: colonial history, orientalism, intrinsic racism in the DNA of white societies and so on. We could overlook the facts regarding Islamist violence in Arab and Muslim countries and elsewhere that explain why many Muslims here and there reject the symbols that have been popularized by Islamist trends to the point where those Muslims accuse each other of being Islamophobes. We are caught in a catch-22. If we don't discuss these points, then they don't exist, no one asks questions, and if we discuss them, we say that we'd better watch out, that they're too sensitive and that we shouldn't discuss them. I'm therefore sticking out my neck here and putting myself at risk.

One could overlook the psychological effect of hundreds of terrorist acts, which are claimed in the name of Islam and explain Islamophobic relations to a large extent. In my written statement, I'll mention several other similar things. Consideration —

[English]

The Chair: I'm sorry, I have to interrupt you.

Mr. Antonius: Time?

The Chair: Yes, time. Otherwise, we won't have time for questions.

Mr. Antonius: May I take 30 seconds to finish this?

The Chair: Yes, of course.

[Translation]

Mr. Antonius: So this leads me to three fundamental distinctions: the distinction between Islam and Islamism, that between Islamophobia and anti-Muslim racism and, lastly, that between racist rhetoric and legitimate criticism of Islamism and even certain aspects of the religion. These three distinctions are fundamentally important in the analysis. I can come back to them during the period of questions. Thank you.

personnalité très connue aux États-Unis, un Libanais d'origine, un militant, un activiste, un intellectuel qui dénonce l'islamophobie et lutte contre celle-ci a écrit ceci :

Malgré tout le mal incontestablement causé par les tenants du discours islamophobe usuel, les pires islamophobes, et en fait, à bien des égards, les vrais islamophobes, sont les extrémistes musulmans violents, qui semblent déterminés à fournir au discours islamophobe, des faits sur lesquels s'appuyer.

La prise en compte sérieuse de ce facteur dans l'analyse nous oblige à penser autrement les concepts avec lesquels on veut lutter contre le racisme antimusulman. Si l'islamisme n'existait pas, avec ses tendances non seulement djihadistes, mais aussi politiques et sociales, on pourrait expliquer l'islamophobie uniquement par des variables propres à la société d'accueil : l'histoire coloniale, orientalisme, racisme intrinsèque inscrit dans l'ADN des sociétés blanches, etc. On pourrait oublier les faits des violences islamistes dans les pays arabes et musulmans et ailleurs qui expliquent pourquoi de nombreux musulmans, ici et là-bas, rejettent les symboles qui ont été popularisés par les courants islamistes, au point de se faire traiter eux-mêmes, ces musulmans, d'être islamophobes. Je veux ajouter une petite chose qui n'est pas dans le texte pour les traducteurs. On est dans une situation de *catch-22*. Si on ne parle pas de ces choses, elles n'existent pas, personne ne pose de questions, et si on en parle, on dit qu'il faut faire attention, que c'est trop sensible, qu'il ne faut pas en parler. Donc, je me mouille et je me risque là-dessus.

On pourrait oublier l'effet psychologique de centaines d'actes terroristes qui expliquent les relations islamophobes dans une grande mesure, qui sont revendiqués au nom de l'islam. Dans mon texte écrit, je vais mentionner plusieurs autres choses de ce type-là. La prise...

[Traduction]

La présidente : Je suis désolée, mais je dois vous arrêter.

M. Antonius : Mon temps est écoulé?

La présidente : Oui. Si nous ne respectons pas le temps, nous n'aurons pas de temps pour les questions.

M. Antonius : M'accordez-vous 30 secondes pour terminer?

La présidente : Bien sûr.

[Français]

M. Antonius : Alors, ceci m'amène à faire trois distinctions fondamentales : celle entre islam et islamisme, celle entre islamophobie et racisme antimusulman, et celle, enfin, entre discours raciste et critique légitime de l'islamisme, ou même de certains aspects de la religion. Ces trois distinctions sont fondamentales dans l'analyse. Je pourrai les retrouver dans la période des questions. Merci.

[English]

The Chair: Thank you.

I turn to you, Mr. Lampron, for your remarks.

[Translation]

Louis-Philippe Lampron, Full Professor in Rights and Freedoms, Researcher for the CRIDAQ and Co-spokesperson for GEDEL, Faculty of Law, Laval University, as an individual: Madam Chair and members of the committee, thank you for this invitation to speak with you. I would like to clarify one point. I just want to say that I won't be speaking on behalf of the Faculty of Law but rather as an individual, as a professor in human rights and freedoms.

You will be pleased to know that my opening statement will be very brief. I obviously approach this issue as a lawyer. For many years, indeed decades now, it has been a commonplace to say that the members of the community of Muslims or Maghrebis, or those perceived as Muslims or Maghrebis, are subjected to stereotypes and prejudices across the western world, in Canada and in Quebec. All the studies agree on that point; you have a multitude of examples. Consequently, it's a fact: There really are problems, and problems that have been around for many years.

Of course, one of the turning points that exacerbated this discrimination was the attacks on September 11, 2001. There really was a resurgence in the various obstacles facing the members of this minority group across the West.

Now, I imagine that members of the committee have invited me to discuss the balance between the fundamental rights that must be considered, on the one hand, when addressing potential solutions to combating those obstacles and, on the other, when considering when to rely on the concept of Islamophobia and condemning Islamophobia and the political and legal tools to be able to sanction speech concerning Islamophobia, particularly the tension between freedom of expression and criticism of all religions and protection of the equality rights of members of all minority groups and members of minority Muslim communities in Quebec and Canada. The challenge, of course, is to find political and legal solutions that don't disturb that balance, that are key in implementing all the texts on human rights and liberties. This is always a matter of interdependence and indivisibility. The reason behind the idea that there is, and should be, no hierarchy among the fundamental rights protected by the Canadian Charter of Rights and Freedoms and Quebec's Charter of human rights and freedoms is precisely this idea that this is part of a grand whole and that the concept underpinning this complex architecture that dates back to the Universal Declaration of the Rights of Man of 1948 is the protection of our collective ability to co-exist peacefully with one another, alongside one another, and especially to ensure that majority

[Traduction]

La présidente : Merci.

Monsieur Lampron, c'est à vous.

[Français]

Louis-Philippe Lampron, professeur titulaire en droits et libertés, chercheur pour le CRIDAQ et co-porte-parole du GEDEL, Faculté de droit, Université Laval, à titre personnel : Merci, madame la présidente, merci aux membres du comité pour l'invitation à échanger avec vous. J'ai une petite précision à faire. Je veux simplement dire que je ne parle pas au nom de la faculté de droit, mais bien en mon nom personnel, comme professeur en droits et libertés de la personne.

Alors, mon mot d'ouverture va être très bref, vous allez être contents. Donc, j'aborde la question évidemment comme juriste. C'est un lieu commun de dire, depuis de nombreuses années, voire des décennies maintenant, que les membres de la communauté musulmane ou maghrébine, ou perçue comme maghrébine ou musulmane, font l'objet de stéréotypes, de préjugés partout en Occident, au Canada et au Québec. Toutes les études vont dans ce sens-là, on a une multitude d'exemples. Donc, ça, c'est un acquis : il y a vraiment des problèmes, et des problèmes qui durent depuis plusieurs années.

Un des points tournants, bien sûr, qui a accentué cette discrimination-là, a été les attentats du 11 septembre 2001. Il y a eu vraiment une recrudescence des différents obstacles qui pèsent sur les membres de ce groupe minoritaire partout en Occident.

Maintenant, j'imagine que les membres du comité m'ont invité pour parler du point d'équilibre entre les droits fondamentaux quand on aborde les solutions potentielles pour lutter contre ces obstacles-là et quand on s'interroge sur l'occasion d'avoir recours au concept de l'islamophobie, de la dénonciation de l'islamophobie et des outils politiques ou juridiques pour être capable de sanctionner des propos qui relèveraient de l'islamophobie, en particulier la tension qui existe entre liberté d'expression et de critique de toutes les religions et la protection du droit à l'égalité des membres de tous les groupes minoritaires et des membres des communautés musulmanes minoritaires au Québec et au Canada. Le défi étant, bien sûr, de trouver des solutions politiques ou juridiques qui ne sont pas de nature à rompre cet équilibre-là, qui constituent le cœur de la mise en œuvre de tous les textes sur les droits et libertés de la personne. C'est toujours une question d'interdépendance et d'indivisibilité. La raison derrière l'idée selon laquelle il n'existe pas ou ne doit pas exister de hiérarchie entre les droits fondamentaux protégés par la Charte canadienne des droits et libertés et la Charte des droits et libertés de la personne du Québec, c'est justement cette idée selon laquelle ça participe d'un grand tout et que la conception qui sous-tend cette architecture-là complexe qui remonte à la Déclaration universelle des droits de l'homme de

groups do not abuse their prerogative among minority groups, and I use the plural number in this instance.

So I will be pleased to answer any questions you may have on this subject, including the implications of the concept of Islamophobia in connection with this balance that should characterize human rights and freedoms in any solution advocated and put forward by the government or legislator. Thank you.

[*English*]

The Chair: Thank you very much for your remarks.

I will turn to the senators for questions.

[*Translation*]

Senator Jaffer: Mr. Antonius, you're a brave man. I don't have any questions for you because you've said it all. Thank you.

I have a question for the president of the Canadian Muslim Forum: Are you involved in the lawsuit against Bill 21 that's now before the Quebec Court of Appeal?

[*English*]

Mr. Majzoub: Actually, I mean, as the Muslim community, as the Canadian Muslim Forum, we are all involved. We are not the group that initiated the court case, but it is in the appeal court.

Let me verify something. The issue is not only the legal dimension of law 21 but the actual implications of law 21. Let me tell you, with all respect, that this law does not target immigrants, and there is a wrong impression, and maybe some politicians or some media would like to show this. The implication of this law in particular and its victims are young Quebec women.

There is a grandfather clause. This clause says if you arrive and start teaching before 2019, you can continue your position as a teacher. In other words, all the new arrivals to Canada up to 2019, but we call them immigrants, can still teach. Who's paying the price now? It's my kids and your kids who were born in Quebec, raised in Quebec, went to school in Quebec and went to university in Quebec. They cannot teach.

1948, c'est la protection de notre capacité collective à coexister pacifiquement les uns à côté des autres, les uns avec les autres, et surtout, de s'assurer que les groupes majoritaires n'abusent pas de leur prérogative entre des groupes — et là, j'utilise le pluriel — minoritaires.

Alors, cela me fera plaisir de répondre à toute question que vous pourriez avoir à ce sujet, justement, les implications liées au concept d'islamophobie en lien avec cet équilibre qui doit caractériser les droits et libertés de la personne dans toute solution qui est préconisée et mise de l'avant par l'État ou le législateur. Merci.

[*Traduction*]

La présidente : Je vous remercie beaucoup de votre déclaration.

Nous allons maintenant passer aux questions des sénateurs.

[*Français*]

La sénatrice Jaffer : Monsieur Antonius, vous êtes vraiment courageux. Je n'ai pas de questions pour vous parce que vous avez dit tout dit. Merci.

J'ai une question pour le président du Forum musulman canadien : êtes-vous impliqué dans le recours judiciaire contre la loi 21, qui est maintenant devant la Cour d'appel du Québec?

[*Traduction*]

M. Majzoub : En réalité, la communauté musulmane, le Forum musulman canadien — nous sommes tous impliqués. Nous ne sommes pas le groupe qui a lancé la procédure judiciaire. Mais la cour d'appel en a été saisie.

Permettez-moi de préciser quelque chose. Il n'y a pas que la dimension juridique de la loi 21 qui est en jeu, mais les incidences réelles de la loi 21. Permettez-moi de vous dire, avec tout le respect que je vous dois, que cette loi ne vise pas les immigrants. Il y a une fausse impression, et peut-être que des politiciens ou des médias voudraient mettre cela en évidence. Les personnes qui subissent les conséquences de cette loi en particulier — les victimes — sont les jeunes femmes québécoises.

Il y a une clause de droits acquis. Cette clause dit que si vous arrivez et commencez à enseigner avant 2019, vous pouvez conserver votre poste d'enseignante. Autrement dit, toutes les personnes arrivées au Canada avant 2019, mais dont nous disons qu'elles sont immigrantes, peuvent encore enseigner. Qui en paie le prix maintenant? Ce sont mes filles et vos filles qui sont nées au Québec, qui ont été élevées au Québec, qui sont

More important and more dangerous for all of us, beside the fact that women are being targeted by the implications of this law, is the fact it is giving a green light for racism and discrimination. This is what is so much not talked about. People speak only about the jobs themselves and that there are some sorts of job that you cannot access. No, it is very dangerous because it gives the okay, that it is fine, and you can give excuses to yourself to start discriminating against others. I believe this is one of the most negative implications of law 21.

Senator Jaffer: You have said this so articulately.

I just have a few seconds, but I have so many questions for you and Mr. Lampron. Maybe we will have time for a second round. There are so many aspects to this. What does your organization do to make people understand what Islam is and what the Muslim community is in Quebec?

Mr. Majzoub: As the Canadian Muslim Forum, I have to put in mind we do not and I don't encourage people to initiate a direct discussion from a religious point of view. I say very clearly, Muslims are citizens. I have had the chance to meet numerous politicians, decision makers and stakeholders in my last 34 years of activism. As a citizen, I have to be respectful. I pay my taxes and I have to respect the laws, and I have the same rights as any other citizen, and I say Muslims are not supposed to be discriminated against. With all respect to Mr. Antonius, and I respect him a lot, there is no excuse giving, no Islamism, no whatever, because if I start giving up excuses, I will never end. I will never end not only against Muslims, but against Muslims and other groups and other religions. I'm a Canadian, I am a Quebecer, I have the full rights here, and this is what I want.

I started by saying that Islamophobia is not a religious war. It is a hate that we are facing in Canada. I will underline here and stop. In 2016, we signed — because I'm the initiator of a petition on Islamophobia — to condemn Islamophobia in Canada, on which motion 103 and other things came. We said that this is not even a Muslim concern only, this is a Canadian concern. It's a form of hate that we have seen. People are being killed on the streets, people and worshippers. Families are being eliminated. We initiate our talk as citizens that have the full right to be respected and not discriminated against.

Senator Jaffer: Can I just ask one little question, yes or no?

allées à l'école au Québec et qui sont allées à l'université au Québec. Ces jeunes femmes ne peuvent pas enseigner.

Le plus grave et le plus dangereux pour nous tous, outre le fait que ce sont les femmes qui subissent les conséquences de cette loi, c'est qu'elle ouvre la voie au racisme et à la discrimination. C'est ce dont on ne parle pas. Les gens ne parlent que des emplois eux-mêmes et du fait qu'il y a des types d'emplois auxquels vous ne pouvez pas accéder. C'est très dangereux parce que cela autorise les gens à penser que tout va bien et qu'ils peuvent se donner des prétextes pour se mettre à faire de la discrimination envers d'autres personnes. Je crois que c'est l'une des incidences les plus négatives de la loi 21.

La sénatrice Jaffer : Vous avez si bien exprimé cela.

Je n'ai que quelques secondes, mais j'ai tellement de questions pour vous et M. Lampron. Nous aurons peut-être le temps de faire un deuxième tour. Il y a tellement de facettes à cela. Que fait votre organisation pour faire comprendre aux gens ce qu'est l'islam et ce qu'est la communauté musulmane au Québec?

M. Majzoub : À titre de représentant du Forum musulman canadien, je dois faire comprendre que notre groupe et moi n'encourageons pas les gens à entamer des discussions directes d'un point de vue religieux. Je le clame haut et fort : les musulmans sont des citoyens. J'ai eu l'occasion de rencontrer de nombreux politiciens, décideurs et intervenants au cours de mes 34 années d'activisme. À titre de citoyen, je me dois d'être respectueux. Je paie mes impôts, je dois respecter la loi et je jouis des mêmes droits que tous les autres citoyens, et j'affirme que les musulmans ne sont pas censés faire l'objet de discrimination. Avec tout le respect que je dois à M. Antonius — et je le respecte énormément —, il n'y a pas d'excuses à donner, pas l'islamisme, pas autre chose, car si je commence à trouver des excuses, cela ne finira jamais. Je ne finirai jamais de trouver des excuses non seulement pour les musulmans, mais aussi pour les autres groupes et confessions. Je suis Canadien, je suis Québécois, et j'ai entièrement le droit d'être là et c'est ce que je veux.

J'ai commencé en disant que l'islamophobie n'est pas une guerre religieuse, mais une forme de haine à laquelle nous sommes confrontés au Canada. Je vais souligner quelque chose ici et m'arrêter. En 2016, nous avons signé une pétition — dont je suis l'instigateur — pour condamner l'islamophobie au Canada, qui est l'objet de la motion 103 et d'autres mesures. Nous avons dit que ce n'est même pas un problème seulement musulman, mais aussi un problème canadien. C'est une forme de haine que nous observons. Des gens et des fidèles sont tués dans la rue, des familles sont éliminées. Nous lançons le débat en tant que citoyens qui ont entièrement le droit d'être respectés et de ne pas être victimes de discrimination.

La sénatrice Jaffer : Puis-je juste poser une brève question, oui ou non?

The Chair: Short question, short answer.

Senator Jaffer: Mr. Lampron, I am going to ask a very short question, yes or no, because of time. Are you at all involved in the case on law 21 that is going on in the court of appeal?

Mr. Lampron: No.

Senator Jaffer: Thank you.

The Chair: Thank you.

Oh, yes, Mr. Antonius. Senator Jaffer, can you put off your —

Mr. Antonius: I was not asked a question by Senator Jaffer, but there was a comment concerning the courage. I want to make a short comment on it. It takes some courage, yes, I agree, but there are things. First, I spent most of my academic career fighting anti-Muslim racism, and I've documented this. I've analyzed it. My criticism comes from inside, not from outside.

Second, I'm not alone. There are lots of people within the Muslim community who say exactly what I'm saying. They're not heard. There are people like Yasmine Mohammed, a Canadian of Palestinian and Egyptian origin who wrote this book, *Unveiled: How Western Liberals Empower Radical Islam*. There are many others in the Muslim world. These people are not heard. I don't feel alone in this criticism, I'm with my brothers, Muslims or non-Muslims, against all kinds of supremacist language, even if it comes from some radical Muslim individuals and organizations.

Senator Jaffer: Chair, I just want to respond. I never said that you were alone. I never indicated that you were alone. We hear that too, so thank you.

Thanks, chair, second round.

[Translation]

Senator Gerba: Thank you, Madam Chair.

Yes, Mr. Antonius, you're brave to say what you said. I'm sure you aren't the only one because I hear a lot of Muslims who don't even want to enter mosques any more because they don't know which ones are extremist Islamist. So that's something to look at as well, and I think it's important that we look at all aspects of the issue.

La présidente : La question et la réponse doivent être brèves.

La sénatrice Jaffer : Monsieur Lampron, je vais vous poser une très brève question, à répondre par oui ou par non en raison du temps. Jouez-vous le moindre rôle dans le dossier de la loi 21 qui est renvoyé en cours d'appel?

M. Lampron : Non.

La sénatrice Jaffer : Je vous remercie.

La présidente : Je vous remercie.

Oh, oui, monsieur Antonius. Sénatrice Jaffer, pouvez-vous mettre votre...

M. Antonius : La sénatrice Jaffer ne m'a pas posé de question, mais il y a eu un commentaire sur le courage et je voudrais formuler une brève observation à ce sujet. Je conviens qu'il faut du courage, oui, mais il y a autre chose. D'abord, j'ai passé la majeure partie de ma carrière universitaire à lutter contre le racisme antimusulman, et j'ai monté un dossier à ce sujet. J'ai analysé le problème. Ma critique se fait de l'intérieur, pas de l'extérieur.

De plus, je ne suis pas seul. De nombreux membres de la communauté musulmane tiennent exactement les mêmes propos que moi. Ils ne sont pas entendus. Ce sont des personnes comme Yasmine Mohammed, une Canadienne d'origine palestinienne et égyptienne qui a écrit le livre intitulé *Unveiled: How Western Liberals Empower Radical Islam* et bien d'autres membres du monde musulman. Ces personnes ne sont pas entendues. Je ne me sens pas seul dans mes critiques : je suis avec mes frères, musulmans et non musulmans, contre toutes les formes de discours suprémaciste, même s'ils émanent de personnes et d'organisations musulmanes radicales.

La sénatrice Jaffer : Madame la présidente, je voudrais lui répondre. Je n'ai jamais dit que vous étiez seul. Je n'ai jamais indiqué que vous étiez seul. Nous l'avons entendu aussi, et je vous remercie.

Je vous remercie, madame la présidente. Je voudrais m'inscrire au second tour.

[Français]

La sénatrice Gerba : Merci, madame la présidente.

Effectivement, c'est courageux, monsieur Antonius, de dire ce que vous avez dit. Je suis convaincue que vous n'êtes pas seul, parce que j'entends beaucoup de musulmans qui ne veulent même plus aller dans les mosquées, parce qu'ils ne savent pas laquelle est islamiste extrémiste. Donc, c'est quelque chose à regarder aussi, et je pense que c'est important qu'on regarde tous les aspects de la question.

My question is more for Louis-Philippe Lampron. According to the study conducted under the *Plan d'action gouvernemental 2015-2018 : la radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble*, Islamophobia and xenophobia are punishable under the Canadian Criminal Code. However that same report states that the number of acts of hate in Quebec increased by 49% in 2017. Do you think Islamophobia can be defeated in Quebec and Canada under the current statutes and the way they're enforced?

Mr. Lampron: That's an excellent question and one that leads us to discuss the definition of hate and the reasons why the Supreme Court of Canada, in *Whatcott*, set a very high bar for determining what constitutes hate speech. There's actually a fundamental distinction for me to make here, and that's the distinction between opinion and speech that should be publicly condemned in a democratic society. For example, we may discuss what's going on; we're in Quebec City, and several private radio stations are broadcasting absolutely unacceptable and impermissible comments that are repeated again and again and are such as to perpetuate prejudice against several groups, including Muslims. So many of those comments should be condemned and in fact are.

Now, between the ability one has as a citizen to condemn those comments repeatedly and the actual comments that may properly be prohibited and subject to penalties under law, there is at least an agreed-upon legal threshold that the Supreme Court of Canada has repeatedly confirmed, and that is that speech that is, of course, broadly critical, that is to say that is broadly critical of religions and groups, regardless of what one may think of that speech, even if it affronts the dignity of members of those groups, is insufficient to constitute hate speech under Canada's Criminal Code.

Now, the issue, and I believe this is where you're leading me, is that there is a double burden somewhere in the Criminal Code. There's the hate issue and the very high evidentiary threshold that must be met to establish that, legally speaking, you're dealing with hate speech, and the burden of proof there is proof beyond a reasonable doubt.

However, a statute like the Canadian Human Rights Act and other instruments respecting human rights and freedoms have provisions — as was the case with the Canadian Human Rights Act — that prohibit hate speech but remove the second burden. We're obviously not talking about criminal stigma; that wouldn't be a crime, but there would be a monetary penalty, for example, that could be imposed. Perhaps that's something that should be explored, considering the algorithmic society that we currently live in and that changes many things, such as the spread of fake

Ma question s'adresse beaucoup plus à Louis-Philippe Lampron. Selon l'étude menée dans le cadre du *Plan d'action gouvernemental 2015-2018 : la radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble*, l'islamophobie et la xénophobie sont répréhensibles par le Code criminel canadien. Pourtant, le même rapport mentionne qu'en 2017, les gestes haineux ont augmenté de 49 % au Québec. Pensez-vous que les lois actuelles et leur application sont à même de mettre fin à l'islamophobie au Québec et au Canada?

M. Lampron : C'est une excellente question et ça nous amène à parler de la définition de la haine et des raisons pour lesquelles la Cour suprême du Canada, dans l'arrêt *Whatcott* notamment, a établi un seuil très élevé pour qu'on puisse être confronté à des propos qui relèveraient de la haine. En fait, c'est une distinction qui est fondamentale pour moi à faire, c'est la distinction entre le délit d'opinion versus le propos qui doit être dénoncé publiquement dans le jeu démocratique. C'est-à-dire qu'on peut parler de ce qui se passe, on est à Québec, sur les ondes de plusieurs radios privées, il y a des propos proprement inacceptables et inadmissibles qui sont répétés, encore et encore, et qui sont de nature à entretenir des préjugés envers plusieurs groupes, dont les musulmans et les musulmanes, en fait. Alors, il y a beaucoup de ces propos-là qui doivent être dénoncés, et qui le sont, par ailleurs.

Maintenant, entre la capacité qu'on a comme citoyen à dénoncer de manière répétée ces propos-là et des propos qui peuvent valablement être interdits et passibles de sanctions par le truchement de la loi, il y a un seuil à tout le moins qui fait l'objet d'un consensus dans la sphère juridique et qui a été confirmé et répété par la Cour suprême du Canada, c'est-à-dire que des propos qui sont critiques, bien sûr, donc le fait de critiquer des religions au sens large ou de critiquer des groupes au sens large, indépendamment de ce qu'on pense de ces propos-là, même si ces propos-là sont de nature à heurter la dignité de membres de ces groupes-là, ce n'est pas suffisant pour qu'on soit confronté à de la haine au sens du Code criminel canadien.

Maintenant, le débat, et je pense que c'est là où vous m'emmenez. Parce que le Code criminel, c'est un double fardeau, quelque part. Il y a la question de la haine et le seuil qui est très élevé pour qu'on soit capable d'obtenir la preuve suffisante pour justifier le fait que ce sont des propos haineux juridiquement parlant, et il y a le fardeau de la preuve hors de tout doute raisonnable.

Or avec une loi comme la Loi canadienne sur les droits de la personne ou d'autres textes sur les droits et libertés de la personne, d'avoir des dispositions — comme c'était le cas, par ailleurs, dans la Loi canadienne sur les droits de la personne — qui interdisent les propos haineux, mais qui retirent le deuxième fardeau. Évidemment, on ne parle pas du stigmate criminel, ça ne serait pas un crime, mais ça serait une sanction pécuniaire, par exemple, qui pourrait être imposée. Peut-être que c'est quelque chose qui est à explorer, considérant la société algorithmique

news, highly problematic speech and, ultimately, that definition, the threshold for which is very, very high.

So, yes, that's something that should be explored, but it seems to me that reconsidering the definition of hate would be problematic, and that's why the concept of Islamophobia, if we decide to move forward with that principle, and that's always the crux of the matter in law, must be defined in a manner that respects the balance among human rights and freedoms.

Senator Gerba: Thank you.

Mr. Lampron: Thank you.

Senator Gerba: Do I have 10 seconds? All right.

I just wanted to ask Mr. Antonius if he has a specific recommendation regarding the approach, the two factors he discussed.

Mr. Antonius: I'd say that the most important recommendation would be to conduct a serious review of the definition of Islamophobia.

In a piece that the Toronto District School Board prepared to combat anti-Muslim racism, Islamophobia is defined as any speech that is critical of Muslims, which is entirely fine. It also contains the words "critical of Islamic culture or politics." That's serious. They removed that definition. But how did they come up with such a definition? That means I'd be an Islamophobe if I criticized the Iranian regime's politics.

The most important recommendation is to consider that definition. As Senator Atallahjan said yesterday, it's very profound and very accurate. The word "Islamophobia" very much refers to the feeling of the host society, not what the victims' experience. So we have a reason to talk about anti-Muslim racism. I entirely agree with what you said, senator. That's a very important distinction. We must emphasize anti-Muslim racism.

I'll go a little further: The word "Islamophobia" doesn't automatically mean anti-Muslim racism. Many Muslims are afraid of Islam because of the current interpretations very much present in certain aspects of Islam. So we have to distinguish that fear of racism. That's my main recommendation.

Senator Gerba: Thank you.

[English]

The Chair: I can put you on second round.

dans laquelle on vit actuellement et qui change beaucoup de choses, autant pour la diffusion de fausses nouvelles que pour la diffusion de propos très, très, très problématiques et à la limite, justement, de cette fameuse définition-là, qui a un seuil très, très élevé.

Alors, c'est quelque chose qui est à explorer, effectivement, mais de remettre en cause la définition de la haine me semblerait problématique, et c'est pour ça que le concept d'islamophobie, si on décide d'aller de l'avant avec ce principe-là, et en droit, c'est toujours le nerf de la guerre, il faut le définir d'une telle manière qu'il respecte l'équilibre entre les droits et libertés de la personne.

La sénatrice Gerba : Merci.

M. Lampron : Merci.

La sénatrice Gerba : Est-ce que j'ai 10 secondes? D'accord.

Je voulais juste demander à M. Antonius s'il a une recommandation spécifique par rapport à l'approche, les deux facteurs dont il a parlé.

M. Antonius : Je dirais que la plus importante recommandation serait de revoir sérieusement la définition d'islamophobie.

Dans un texte qui a été fait par la Toronto District School Board pour contrer le racisme antimusulman, on définit l'islamophobie comme n'importe quel discours qui est critique des musulmans, ce qui est tout à fait correct. On dit aussi « *critical of Islamic culture or politics* ». Et ça, c'est grave. Ils ont retiré cette définition. Mais comment sommes-nous arrivés à une telle définition? Ça veut dire que si je critique la politique du régime iranien, je serais islamophobe?

La recommandation la plus importante, c'est de tenir compte de cette définition. Comme la sénatrice Atallahjan l'a dit hier, c'est très profond et très juste. Le mot « islamophobie » parle beaucoup du sentiment de la société d'accueil et pas de ce que vivent les victimes. Donc, il y a une raison de parler de racisme antimusulman. Je souscris entièrement à ce que vous avez dit, madame la sénatrice. Cette distinction est très importante. Il faut mettre l'accent sur le racisme antimusulman.

Je vais un peu plus loin : le mot « islamophobie » ne signifie pas automatiquement racisme antimusulman. Beaucoup de musulmans ont peur de l'islam à cause des interprétations actuelles très présentes de certains aspects de l'islam. Donc, il faut distinguer cette peur du racisme. C'est ma recommandation principale.

La sénatrice Gerba : Merci.

[Traduction]

La présidente : Je peux vous inscrire au deuxième tour.

Senator Gerba: Okay, thank you.

Senator Oh: Thank you, witnesses, for being here.

I would say all three of you have expressed even more detail into Islamophobia and Bill 21. If we are to do something, we have to get down to the bottom. For the three of you, if you had a chance to change Islamophobia, where would you start, how do you start, and what message do you want to give back to the government and to society?

Mr. Majzoub: Just to start, honourable senators, the federal government of Canada, in 2019, came out with a definition of Islamophobia. It is done. The federal Government of Canada has chosen the definition of Islamophobia. It defined Islamophobia as including racism, stereotyping, prejudice, fear or act of hostility directed towards individual Muslims or followers of Islam, in general. In addition to individual acts of intolerance and racial profiling, Islamophobia can lead to viewing and treating Muslims as a greater security threat on an institutional, systematic and societal level. This is the Ministry of Canadian Heritage and Multiculturalism in 2019, so the definition of Islamophobia has been defined by the federal government in 2019.

Back to your question, honourable senator, there are a couple of things that I would suggest or underlined very quickly on how we could address this. First, express and show the contribution of Muslim Canadians to society, at all levels, whether at the scientific, social or the political level. This kind of expressing that Muslims are part of this society and have contributed to society might help to reduce the feeling of fear from Muslims and Islam.

Second, give women, Muslim women, the opportunity and the chance to reach out and to be on certain posts, and I'm talking about with qualifications. Give those women the chance and do not deprive them. So we fight and we say no to extremism, and then we ask women to stay home, and this is so very contradictory.

Third, call it out, as we have called it out many times, and move from the good talk, the good rhetoric, to a real political will of having real action plans to deal with Islamophobia, whether it's the rulings and laws and many specifications to address Islamophobia, on social media, on systematic racism within certain departments or the violence that we're having. By doing this, having actual and clear action plans, I believe it will start to diminish the effects of Islamophobia. It will not remove it completely because it will always be there, but certainly it will diminish it. Thank you so much.

La sénatrice Gerba : D'accord. Je vous remercie.

Le sénateur Oh : Je remercie les témoins de comparaître.

Je dirais que vous nous avez fourni tous les trois encore plus de détails sur l'islamophobie et la loi 21. Si nous voulons faire quelque chose, nous devons aller au fond des choses. La question suivante s'adresse à vous trois : si vous pouviez changer l'islamophobie, par quoi commenceriez-vous? Comment commenceriez-vous? Quel message voudriez-vous transmettre au gouvernement et à la société?

M. Majzoub : Pour commencer, honorables sénateurs, sachez que le gouvernement fédéral a établi une définition de l'islamophobie en 2019. C'est réglé. Le gouvernement fédéral du Canada a choisi la définition de l'islamophobie, indiquant qu'il s'agit du racisme, des stéréotypes, des préjugés, de la peur ou des actes d'hostilité envers des personnes musulmanes ou les adeptes de l'islam en général. En plus de motiver des actes d'intolérance et de profilage racial, l'islamophobie mène à considérer, aux niveaux institutionnel, systémique et sociétal, que les musulmans constituent une menace accrue pour la sécurité. C'est ce qu'a indiqué le ministère du Patrimoine et du Multiculturalisme en 2019. La définition de l'islamophobie a donc été établie par le gouvernement fédéral en 2019.

Pour en revenir à votre question, honorable sénateur, j'aimerais énoncer ou souligner certaines choses très brièvement sur la manière dont nous pourrions résoudre le problème. D'abord, expliquez et montrez la contribution des Canadiens musulmans dans la société, à tous les égards, que ce soit dans les domaines scientifiques, sociaux ou politiques. Le fait de signaler que les musulmans font partie de la société et y contribuent pourrait aider à réduire le sentiment de crainte à l'égard des musulmans et de l'islam.

En outre, offrez aux femmes musulmanes l'occasion et la chance d'aller sur la place publique et d'occuper certains postes, et je parle ici de qualifications. Offrez-leur cette chance et ne les en privez pas. On combat et rejette l'extrémisme, puis on demande aux femmes de rester à la maison. C'est très contradictoire.

Enfin, dénoncez le problème, comme nous l'avons réclamé à maintes reprises, et passez des grands discours et des belles paroles à une véritable volonté politique et aux vrais plans d'action pour lutter contre l'islamophobie, que ce soit en adoptant des règlements et lois ou en instaurant de nombreuses spécifications pour lutter contre l'islamophobie sur les médias sociaux, le racisme systémique dans certains ministères ou la violence qui se manifeste. En établissant des plans d'action clairs et concrets, je pense qu'on assistera à une diminution des effets de l'islamophobie. Cela ne l'éliminera pas entièrement, car elle

[*Translation*]

Mr. Lampron: I'll take the liberty of starting a second round. Thank you for your question. Thank you for your reading of the definition of Islamophobia that was retained by the federal government. I would say to you that meanings may shift in very broad definitions and that, in rights and freedoms, there are always definitions and possible shifting meanings between what freedom of expression legally means, what its accepted limits are and what that fundamental freedom is made to say in the political sphere. There are always issues.

So going back to the start of my opening statement, what's very clear, and we no longer need to study this, is that the members of the communities of Muslims and Maghrebis, or individuals who are perceived as such, are subjected to stereotypes and prejudices in the West in general and in Canadian and Quebec society. That's a fact that we have to work with.

Now, how do we go about improving the situation. When you play with legal tools and talk about speech, there's always a balance that's very hard to maintain. It seems that the most promising path is a crosscutting path. We're talking about discrimination based on ethnic origin and race. There are already many grounds for discrimination in the Canadian and Quebec Charters that can and must be mobilized.

On the issue of hate that seems to be central to the solutions considered by the federal government, what I think is most important is that, if we want to reintroduce into the Canadian Human Rights Act provisions that prohibit hate propaganda and that would cover what's at the heart of the political definition of Islamophobia — because those grounds are central to a more general provision — other groups are also subjected to hate propaganda: women, homosexuals and others.

The crux of the matter requires that the definition be clear and not go beyond the balance that was established and confirmed by the Supreme Court in *Whatcott*, meaning that it would be possible to justifiably sanction people for saying certain things, but in view of the severity of that sanction in a free and democratic society which is encouraged to promote debate, even debate that involves criticism and virulent criticism, a distinction has to be made between religion, that is to say a system of dogma and beliefs, and the people who believe and adhere to that system. The former is to be protected, except for certain very extreme areas, whereas the second clearly involves obstacles such as access to the labour market or barriers based on a

existera toujours, mais cela la réduira certainement. Je vous remercie beaucoup.

[*Français*]

M. Lampron : Je me permets de prendre un deuxième tour de parole. Merci pour votre question. Merci pour la lecture de la définition de l'islamophobie qui a été retenue par le gouvernement fédéral. Je vous dirais que pour l'islamophobie et pour la haine, il y a des possibilités de glissement, avec des définitions qui sont très larges, puis en droits et libertés, il y a toujours des définitions et des possibilités de glissement entre ce que signifie juridiquement la liberté d'expression, quelles sont ses limites acceptées, et qu'est-ce que, dans la sphère politique, on fait dire à cette liberté fondamentale. Il y a toujours des enjeux.

Je reviens donc au début de mon intervention d'ouverture. La chose qui est claire et nette, et on n'a plus besoin d'étude là-dessus, c'est que les membres des communautés musulmanes, maghrébines ou perçues comme telles font l'objet de stéréotypes et de préjugés en Occident en général, dans la société canadienne et québécoise; ça, c'est une réalité avec laquelle on doit travailler.

Maintenant, comment faire pour être capable d'améliorer la situation? Quand on joue avec des outils juridiques et qu'on parle de propos, il y a toujours un équilibre qui est très difficile à maintenir. Il me semble que la piste la plus prometteuse est une piste qui est transversale. On parle de discrimination fondée sur l'origine ethnique, fondée sur la race. Il y a déjà beaucoup de motifs de discrimination dans la charte canadienne et dans la charte québécoise qui peuvent et doivent être mobilisés.

Sur la question de la haine qui semble être au cœur des solutions envisagées par le gouvernement fédéral, la chose qui m'apparaît être la plus importante, c'est que si on veut réintroduire, dans la Loi canadienne sur les droits de la personne, des dispositions qui interdisent la propagande haineuse et qui couvriraient ce qui est au cœur de la définition politique de l'islamophobie — parce que ces motifs-là sont quand même au cœur d'une disposition qui est plus générale —, il y a d'autres groupes également qui font l'objet de propagande haineuse : les femmes, les homosexuels, etc.

Le nerf de la guerre, c'est que la définition soit claire, et qu'on ne dépasse pas, en fait, cet équilibre-là qui est l'équilibre qui a été établi et confirmé par la Cour suprême dans l'arrêt *Whatcott*, c'est-à-dire qu'on peut sanctionner valablement des gens pour certains propos, mais considérant la gravité de cette sanction-là dans une société libre et démocratique qui doit valoriser le débat et le débat qui implique des critiques et des critiques virulentes, il faut faire une distinction entre la religion, c'est-à-dire le système de dogmes et de croyances, et les gens qui croient, qui adhèrent à ce système-là. Le premier devant être protégé, sauf une certaine mesure très extrême, alors que le deuxième, évidemment, ce sont des obstacles dans l'accès au marché du

prohibition of the display of certain religious symbols, when the majority is not required to wear any religious symbols of any kind. This is truly something that lies at the core of any worthwhile process, any process that respects the balance between fundamental rights and the protection of the right to equality. A distinction between the system of beliefs, the religion, the religious institutions and the believers, those who adhere to different systems of beliefs, is therefore required. I'd say the warning about maintaining a balance lies precisely there.

[English]

The Chair: Thank you.

Senator Oh: Mr. Antonius, anything to add?

Mr. Antonius: Yes. I would say that I see two major prerequisites for any serene and calm discussion of the issue. One is to end the populist hate discourse against Muslims in populist media. I've argued in other places that this discourse has constructed the Muslims as somebody different, and I think whether we agree or disagree with certain attitudes or religious interpretation, everything must be treated with respect, and I think Muslim citizens deserve respect, and this is the starting point. The second and very important point is the nondiscrimination on the job market. I'm not talking specifically about law 21. I'm talking about everything — recognition of degrees, of advancement, of a place of work that is conducive to more equality. When these two conditions are satisfied, we can have a serene discussion on more difficult subject such as secularism. I'm not prepared to discuss that now because the context is not appropriate, but also, as long as there are such discriminations in language and in jobs and the job market, it makes the conversation almost impossible.

Senator Oh: Thank you again.

The Chair: In our travels out West, we had certain witnesses who said that we need to rethink what we're calling this study, Islamophobia. A phobia means a fear of someone but does not touch on the repercussions that that fear has for the people against whom there's that fear. I'm thinking of maybe looking at anti-Muslim hate or anti-Muslim racism, and those are discussions that are ongoing.

I have two senators who wanted questions on second round. As the chair, I sometimes don't get to ask questions. Senator Jaffer, please go ahead. As chair, I also have the liberty to take a few minutes to ask a question. Senator Jaffer, I turn to you.

travail ou des obstacles qui découlent, par exemple, de l'interdiction de port de certains signes religieux alors que la majorité n'a pas besoin de porter de signe religieux, quel qu'il soit. C'est vraiment quelque chose qui est au cœur de toute démarche valable, de toute démarche qui respecte l'équilibre entre des droits fondamentaux et la protection du droit à l'égalité. Il faut donc distinguer le système de croyances, la religion, les institutions religieuses et les croyants, les personnes qui adhèrent à ces différents systèmes de croyances. Alors, voilà ce que j'aurais à dire : l'avertissement sur le maintien de l'équilibre, il est véritablement à cet endroit-là.

[Traduction]

La présidente : Je vous remercie.

Le sénateur Oh : Avez-vous quelque chose à ajouter, monsieur Antonius?

M. Antonius : Oui. Je dirais que je vois deux grands prérequis pour tenir des discussions calmes et sereines sur la question. Premièrement, il faut mettre fin aux discours haineux populistes contre les musulmans dans les médias populistes. J'ai expliqué ailleurs que ces discours font passer les musulmans pour des gens différents. Selon moi, qu'on soit d'accord ou non avec certaines attitudes ou interprétations religieuses, tout doit être traité avec respect, et je pense que les citoyens musulmans méritent le respect. C'est le point de départ. Le deuxième prérequis — qui est très important — est l'absence de discrimination sur le marché du travail. Je ne parle pas précisément de la loi 21, mais de tout : la reconnaissance des diplômes, les promotions, le milieu de travail favorisant une plus grande égalité. Quand ces deux conditions seront satisfaites, nous pourrions avoir une discussion sereine sur des sujets plus difficiles comme le sécularisme. Je ne suis pas prêt à en discuter maintenant, car le contexte ne s'y prête pas, mais tant qu'il y aura autant de discrimination dans les discours, dans les emplois et dans le marché du travail, la discussion est presque impossible.

Le sénateur Oh : Je vous remercie une fois encore.

La présidente : Lors de nos périples dans l'Ouest, nous avons entendu certains témoins qui nous ont indiqué que nous devons repenser le titre de notre étude : l'islamophobie. Une phobie fait référence à la crainte de quelqu'un, mais pas aux repercussions sur les personnes qui sont l'objet de cette crainte. Je pense que nous pourrions envisager de parler de haine ou de racisme antimusulmans. Nous en discutons actuellement.

Deux sénatrices voulaient poser des questions au cours du second tour. Comme je suis présidente, il arrive que je ne puisse pas poser de questions. Sénatrice Jaffer, vous pouvez y aller. À titre de présidente, j'ai aussi la liberté de prendre quelques

Senator Jaffer: No, no. You ask your question. That's not fair.

The Chair: Antonius, Senator Jaffer said you raised a very interesting aspect of the need for Muslims to look within themselves too. I think back to my own political career when I started and I got involved and I wanted to run, and I remember going to a certain mosque who didn't want to take my flyers. That hurt me deeply, because that, for me, was a rejection by my own people because they did not feel that a Muslim woman should be coming out into politics. When I came to the Senate, Senator Jaffer was already a senator, but there were very few Muslim women who were putting their names on the ballot. When I became a senator, I made a point of going to some of the people who didn't want me to speak or didn't want me to be seen to show that, you know, I'm here. For the Muslim women, and I have sisters sitting here, sometimes it is a double burden, the burden that your own people or own group places on you and then the burden that comes from outside. Senator Jaffer and Senator Gerba will tell you that we are not immune to racism. I laughed, but for six months, every time I walked up to the Senate of Canada, the guards would ask me, "Can we help you?" I had to say, "Yes, I'm a senator." It changed eventually. You have raised that issue of Muslims taking a look at themselves, and we can do that.

I also want to say that I find younger people are more willing to have these discussions. For us, we tend to keep quiet. I do talk about it, but I was told, "Oh, well, you shouldn't be talking about this now that you're in this place. You shouldn't talk about." I don't know if I should say this, but when I was doing the study as the chair and I was seeing where we needed to go, somebody suggested that mosque, and I said, "No, how can I go back to that mosque?" After me, a young Caucasian woman came, and they were willing to have her go to the front of the congregation and speak, but me, as a Muslim woman, I was told, "Go sit upstairs and we'll speak on your behalf." Thank you for raising the issue that there are some problems that we need to face also.

That wasn't a question, but a statement. Senator Jaffer, you can ask your question.

Senator Jaffer: Thanks.

Two studies showed recently that there are many students in Quebec, Muslim students, who are wanting to look for work outside the province, and it's mostly to do with the discrimination that is faced here. I wanted to ask this to the previous panel too. Are you seeing this, and how serious is this issue? I believe that if our young people leave the province, that

minutes pour poser une question. Sénatrice Jaffer, je vous accorde la parole.

La sénatrice Jaffer : Non, non. Posez votre question. Ce n'est pas juste.

La présidente : Monsieur Antonius, la sénatrice Jaffer a dit que vous avez soulevé un point très intéressant en indiquant que les musulmans doivent aussi faire un autoexamen. Je repense à ma propre carrière politique, à mes débuts, quand je me suis impliquée et que je voulais me porter candidate, et je me souviens qu'une certaine mosquée ne voulait pas de mes dépliants. J'en ai été profondément blessée, car pour moi, mon propre peuple me rejetait parce qu'il considérait qu'une femme musulmane ne devrait pas se lancer en politique. Quand je suis entrée au Sénat, la sénatrice Jaffer était déjà sénatrice, mais rares étaient les musulmanes qui cherchaient à se faire élire. Quand je suis devenue sénatrice, j'ai mis un point d'honneur à aller parler à certaines personnes qui ne voulaient pas que je parle ou que je montre que je suis là. Pour les musulmanes — et j'ai des sœurs assises ici —, le fardeau est parfois double; il y a celui que leur peuple ou leur groupe fait peser sur elles, puis celui qui vient de l'extérieur. Les sénatrices Jaffer et Gerba vous diront que nous ne sommes pas immunisées contre le racisme. J'ai ri, mais pendant six mois, chaque fois que je me rendais au Sénat du Canada, les gardes de sécurité me demandaient s'ils pouvaient m'aider. Je devais leur répondre « Oui, je suis sénatrice. » La situation a fini par changer. Vous avez fait remarquer que les musulmans doivent faire un autoexamen, et nous pouvons le faire.

Je constate aussi que les jeunes sont plus disposés à discuter de la question. Nous, nous tendons à nous tenir tranquilles. J'aborde la question, mais on me répond que je ne devrais pas en parler maintenant que je suis ici. Je ne sais pas si je devrais dire ce qui suit, mais alors que j'examinais l'étude à titre de présidente et que je voyais où nous devons aller, quelqu'un a proposé d'aller à la mosquée dont j'ai parlé plus tôt, et j'ai répondu « Non, comment puis-je retourner là-bas? » Après moi, une jeune Blanche s'est présentée, et les responsables de la mosquée ont accepté qu'elle prenne la parole devant la congrégation, mais moi, une musulmane, on m'a dit d'aller m'asseoir en haut et qu'on parlerait en mon nom. Je vous remercie d'avoir souligné le fait qu'il y a des problèmes que nous devons affronter également.

Ce n'était pas une question, mais un énoncé. Sénatrice Jaffer, vous pouvez poser votre question.

La sénatrice Jaffer : Je vous remercie.

Deux études ont montré récemment que de nombreux étudiants musulmans du Québec cherchent un emploi à l'extérieur de la province, et ce, principalement en raison de la discrimination qui règne ici. Je voulais poser cette question au groupe de témoins précédent aussi. Observez-vous également ce problème? À quel point est-il grave? Je pense que si les jeunes

sort of takes away the strength of the community, and that's a very serious issue.

Mr. Majzoub: As painful as it is, it is the case. Let's divide the feeling of moving out between those men who were not born in Quebec and Canada and came from overseas and those who were born here. This is a surprising thing, but those who were not born in Quebec and Canada are ready to resist and stay and fight it. Our children are ready to just pick up their stuff and leave. The numbers are staggering, and the feeling of people just leaving Quebec is staggering.

I sat down with some Quebec officials, and I will not mention names due to the respect of the meetings, and I said my child was born in Sacré-Coeur, went to daycare in French, primary in French, secondary in French, college in French, and university in French, costing thousands and hundreds of thousands of dollars to taxpayers in Quebec and to the Ministry of Education. Now that they've graduated, they start working and paying taxes, but they're being discriminated against and being targeted day and night. So many people come to the media to excuse themselves and say that they have the right to target Muslims because of this and that and all those excuses that we hear left and right and centre. How hard on the youth is this? The youth will say, "No problem, I will apply in Ottawa, I will apply in Ontario, or I'll go to the West." It is happening a lot, and unfortunately, I don't see so far any officials in Quebec coming out to say that this is extremely dangerous trend that we're seeing.

Senator Jaffer: Thank you.

The Chair: Thank you.

Senator Gerba, if you can be brief in your question, and I'll ask the witnesses to be brief with their answers.

[Translation]

Senator Gerba: I just wanted to point out that extremism is not only anti-Muslim, but in all religions, and it's important to pay attention.

[English]

The Chair: When I'm told about extremism in Islam, I bring out the percentage points. It's 0.01% of Muslims, who unfortunately then shared the blame. In Canada, 1.5 million or 3% of the population is Muslim, and Muslims are not newcomers to this country. The first census shows that there were Muslims already living here in the province of Alberta. Thank you for raising that point. Because of what the media says and the images that are portrayed, it's always the Muslim terrorists, and never ever have I seen another religion being identified by acts of terror that are committed by people from that religion. No

quittent la province, cela sape en quelque sorte la force de la communauté, et c'est un problème très sérieux.

M. Majzoub : Aussi douloureux que cela puisse être, c'est le cas. Il faut toutefois faire la distinction entre les hommes qui ne sont pas nés au Québec et au Canada et qui sont venus de l'étranger, et ceux qui sont nés ici. C'est étonnant, mais ceux qui ne sont pas nés au Québec et au Canada sont prêts à résister et à lutter contre la discrimination, alors que nos enfants sont prêts à boucler leur valise et à partir. Les chiffres sont ahurissants, et le sentiment que les gens quittent tout simplement le Québec est alarmant.

Je me suis assis avec des fonctionnaires québécois, que je ne nommerai pas par respect pour ces rencontres. Je leur ai dit que mon enfant est né à Sacré-Cœur et a fréquenté la garderie, l'école primaire, l'école secondaire, le collège et l'université en français, ce qui a coûté des milliers et des centaines de milliers de dollars aux contribuables québécois et au ministère de l'Éducation. Une fois qu'ils ont leur diplôme, les jeunes commencent à travailler et à payer de l'impôt, mais ils sont victimes de discrimination et ciblés jour et nuit. Il y a énormément de gens qui se trouvent des excuses dans les médias, déclarant qu'ils ont le droit de s'en prendre aux musulmans pour telle ou telle raison qu'on entend à gauche et à droite. C'est extrêmement dur pour les jeunes. Ils se disent alors qu'ils tenteront leur chance à Ottawa, en Ontario ou dans l'Ouest. Cela se produit fréquemment et, malheureusement, je n'ai jusqu'à maintenant jamais entendu un fonctionnaire québécois dire que c'est une tendance extrêmement dangereuse qui est ainsi observée.

La sénatrice Jaffer : Je vous remercie.

La présidente : Je vous remercie.

Sénatrice Gerba, je vous demanderais d'être brève avec votre question, et aux témoins de faire de même avec leurs réponses.

[Français]

La sénatrice Gerba : Je voulais juste faire un commentaire pour dire que l'extrémisme n'est pas seulement antimusulman, c'est dans toutes les religions, et il faut faire attention.

[Traduction]

La présidente : Quand on me parle de l'extrémisme dans l'Islam, je montre les points de pourcentage. L'extrémisme touche 0,01 % des musulmans, lesquels partagent malheureusement ensuite le blâme. Au Canada, 1,5 million d'habitants — soit 3 % de la population — sont musulmans, et les musulmans ne sont pas de nouveaux venus au pays. Le premier recensement révèle que des musulmans vivaient déjà en Alberta. Je vous remercie d'avoir soulevé ce point. En raison de ce que les médias disent et des images qui sont transmises, il est toujours question de terroristes musulmans, et jamais je n'ai vu

religion supports violence, and Islam says that if you kill one human being, it's the killing of one of all of humanity. Be aware of that, but thank you for raising that point.

Thank you, witnesses. Your testimony and remarks today will go a long way in helping us when we write our report. If you feel there's something that you should have mentioned or something you would like to further explore or expand on, please send us a written submission. I thank each and every one of you.

I shall now introduce our third panel of witnesses. Each witness has been asked to make an opening statement of five minutes. We shall hear from all witnesses and then turn to questions from senators. Witnesses, I ask you to please respect the five-minute time. I hate to interrupt, but we're under a time crunch.

From the Collectif de lutte et d'action contre le racisme, we have Nabila Yasmine Saidji and Nadège Rosine Toguem. From La ligue des droits et libertés, we have Maxim Fortin, who's the Quebec City chapter coordinator. I will turn to Nadège to start.

Nadège Rosine Toguem, Collectif de lutte et d'action contre le racisme: Thank you very much. I'm going to talk in French. My name is Nadège Rosine Toguem.

[Translation]

Ms. Toguem: I'm a geographer by training, and I'm speaking on behalf of Quebec's Collectif de lutte et d'action contre le racisme.

The Collectif de lutte et d'action contre le racisme, the CLAR, was established in October 2021. It hasn't been a year quite yet, but it will be next month, and we were concerned about not always seeing a reaction every time a discriminatory incident occurred, whether on religious or racial grounds. We felt the need to organize and come up with something, and to take steps to help people live together so that diversity could remain our greatest strength.

I am among those militants who are combatting racism, and there are three of us around this table. I'd like perhaps to take a few seconds to mention our colleague, Douglas Ngankam, who also works with us but is not here today. He works very hard on behalf of the Collectif de lutte et d'action contre le racisme.

I firmly believe in our capacity to work, collaborate, and move forward together, and to help and support one another. That's because at the CLAR, we don't claim to have solutions to everything, but focus instead on looking at the facts, proposing steps to take, and, together, suggesting action that will enable everyone to feel at home in our society, so that they can develop

d'autre religion ainsi définie par les actes de terrorisme commis par ses adeptes. Aucune religion ne soutient la violence. L'islam stipule que si on tue un être humain, c'est un membre de toute l'humanité qu'on tue, sachez-le. Je vous remercie d'avoir soulevé la question.

Je tiens à remercier les témoins. Les témoignages et les propos que vous avez livrés aujourd'hui nous seront fort utiles quand nous préparerons notre rapport. Si vous pensez que vous auriez dû nous dire quelque chose ou si vous voulez nous en dire plus sur un sujet quelconque, envoyez-nous un mémoire écrit. Je remercie chacun d'entre vous.

Je présenterai maintenant notre troisième groupe de témoins. Chacun d'eux s'est vu demander de faire une allocution d'ouverture de cinq minutes. Nous entendrons tous les témoins, puis les sénateurs leur poseront des questions. Je demanderais aux témoins de respecter la durée de cinq minutes. Je déteste interrompre les gens, mais le temps nous est compté.

Nous recevons Nabila Yasmine Saidji et Nadège Rosine Toguem, du Collectif de lutte et d'action contre le racisme; ainsi que Maxim Fortin, coordonnateur de la section de Québec de la Ligue des droits et libertés.

Nadège Rosine Toguem, Collectif de lutte et d'action contre le racisme : Je vous remercie beaucoup. Je m'exprimerai en français. Je m'appelle Nadège Rosine Toguem.

[Français]

Mme Toguem : Je suis géographe de formation et je suis porte-parole du Collectif de lutte et d'action contre le racisme ici, à Québec.

Le Collectif de lutte et d'action contre le racisme, ou le CLAR, est né en octobre 2021. Ça ne fait pas encore un an, ça va faire un an le mois prochain, et nous avons le souci de ne plus être toujours en réaction à chaque fois qu'il y avait un événement en lien avec de la discrimination, qu'elle soit religieuse, ou que ce soit une question de couleur de peau. On a senti le besoin de s'organiser et de proposer quelque chose, de poser des actions pour vivre ensemble, pour que notre diversité reste notre plus grande force.

Je fais partie des militants qui luttent contre le racisme, et nous sommes trois à cette table. J'aimerais peut-être prendre quelques secondes pour présenter notre collègue, Douglas Ngankam, qui est là avec nous aussi, mais qui n'est pas à cette table. Il travaille très fort au Collectif de lutte et d'action contre le racisme.

Alors, moi, je crois énormément à notre capacité à travailler ensemble, à collaborer, à marcher ensemble, à nous accompagner et à nous autovalider. Parce qu'au Collectif de lutte et d'action contre le racisme, on ne pense pas qu'on a des solutions à tout, on pense qu'on est capable de faire des constats, de proposer des actions, et ensemble, tous ensemble, de proposer quelque chose

their full potential for growth and feel totally at ease in Quebec and Canada.

The CLAR has three primary missions: to defend and promote the rights of racialized people, to combat systemic racism, colonialism, xenophobia and racial hate; to combat all manifestations of racism, whether in terms of work, housing, health, or education in particular; at the same time, we want to combat the racial profiling, that sometimes occurs in the police community. It can take the form of police stopping a woman, man, individual, or driver without a good reason simply because of the colour of their skin, their hairstyle, or even the type of vehicle being driven. We believe that it this is no longer acceptable in today's world.

Concretely, the CLAR's goal is to educate and raise public awareness of issues concerning the rights of racialized people, to analyze policies at various levels of government, whether municipal, provincial or federal, to defend the rights of racialized people — I am repeating myself here — in various ways, including support for social struggles. What we do in terms of social struggles is coach people and intervene. Every time an organization working on behalf of racialized people's rights or simply to help people live together in harmony, we take action, whether with Mr. Maxim Fortin of the Ligue des droits et libertés or with RÉPAC, a popular education organization. RÉPAC representatives frequently take action to combat discrimination or the pauperization of a segment of the population. When that happens, the CLAR unhesitatingly helps out.

Last Saturday, we took part in an activity with another organization, Le Collectif 1629, which was demanding the repeal of section 636, which allows a police officer to stop ordinary people without a valid reason. We think that this section enables certain police officers to profile a segment of the population without any accountability. We therefore didn't hesitate, and took part in the event. We have asked the police and various levels of government to do something about this section, which in our opinion, oversteps the boundaries.

To explain our background, in 2016, many concerned citizens and volunteers from various walks of life found that there was a form of unease or malaise in Quebec City. People, whether or not they had immigrated were increasingly calling various organizations and complaining about discrimination and racism. They were complaining and expressing their views.

To be sure, different interpretations can be given to what people say when they complain about discrimination, racism, preferential treatment or privileges, but when such views become

qui va permettre aux uns et aux autres de se retrouver dans notre société, de développer leur plein potentiel de pouvoir s'épanouir et de se sentir à l'aise totalement au Québec, au Canada.

Le Collectif de lutte et d'action contre le racisme a trois principales missions : d'abord, défendre et promouvoir les droits des personnes racisées, combattre le racisme systématique, le colonialisme, la xénophobie et la haine raciale; lutter contre toutes les manifestations du racisme, que ce soit en lien avec l'emploi, avec le logement, avec la santé, et surtout l'éducation; en même temps, nous voulons combattre aussi le profilage racial. Le profilage racial est parfois dans le milieu policier. Une dame, un monsieur, une personne, un automobiliste qui se fait parfois interpellé sans motif valable simplement à cause de la couleur de sa peau, de sa sorte de cheveux, ou parfois aussi, du type de véhicule. On pense qu'aujourd'hui, ce n'est plus acceptable.

Concrètement, le but du CLAR est d'éduquer et de sensibiliser les populations sur des enjeux concernant les droits des personnes racisées, d'analyser les politiques des différents paliers, que ce soit municipal, provincial ou fédéral, de défendre les droits des personnes racisées — je me répète encore — entre autres en initiant des appuis aux luttes sociales. Quand on parle ici d'appuis aux luttes sociales, nous accompagnons, nous intervenons. Chaque fois qu'un organisme qui travaille pour les droits des personnes racisées ou simplement pour le vivre-ensemble, on pose des actions, que ce soit avec M. Maxim Fortin de la Ligue des droits et libertés ou le RÉPAC, qui est un regroupement en éducation populaire. Les représentants du RÉPAC posent parfois des actions pour lutter contre la discrimination ou la paupérisation d'une partie de la population. À ce moment, le CLAR n'hésite pas, le CLAR les accompagne.

Samedi dernier, nous participions à une activité avec un autre organisme Le Collectif 1629, qui demandait l'abrogation de l'article 636, qui permet à un agent de police d'interpeller monsieur, madame Tout-le-Monde sans forcément avoir de raison valable. Nous pensons que cet article permet à certains policiers de profiler une partie de la population sans avoir de comptes à rendre. Donc, nous n'avons pas hésité, nous étions présents à cette activité. Nous avons interpellé le service de police et les différents paliers de gouvernement pour que quelque chose soit fait avec cet article qui, nous semble-t-il, prend des proportions démesurées.

Notre historique : en 2016, plusieurs citoyens engagés, des bénévoles de divers horizons, constatent qu'il y a une sorte de malaise, de malaise dans la ville de Québec. De plus en plus, des personnes issues de l'immigration en général ou qui ne le sont pas appellent dans différents organismes et se plaignent de la discrimination, du racisme. Ils se plaignent, ils expriment leurs propos.

C'est certain que toutes les personnes qui se plaignent de discrimination, du racisme ou de traitement de faveur ou de privilèges, des uns ou des autres, on peut interpréter ces propos

disproportionate, people will begin to think that there's something wrong, and that something needs to be done.

In August, Service Canada statistics reported that there had been an increase in hate crimes, linked of course to racism and discrimination. That's when engaged organizations and citizens got together and talked about what had to be done. That in fact is what led to the birth of the CLAR, based on the idea that we would get together, work on our actions and ideas, and focus our energies on addressing and putting a stop to what we have been seeing, like abnormal things being overlooked and becoming more frequent, and our goal is to enable everyone who comes to Quebec or arrives in Canada to prosper and develop their full potential so that Canada can continue to be a country with a global reputation, particularly given that it is one of the G8 countries. When we talk about the G8, it's the best place —

[English]

The Chair: Thank you, I'm sorry, I have to interrupt you.

Ms. Toguem: Thank you.

The Chair: I'm sure some of the senators will follow up with questions about the issues you are raising.

So, Nabila, I now turn to you.

[Translation]

Nabila Yasmine Saidji, Collectif de lutte et d'action contre le racisme: I'd like to introduce myself. I may be a bit emotional. My name is Nabila Yasmine Saidji. I'm 45 years old, married and have a five-year-old daughter. I'm in charge of projects at Quebec's health insurance board and I am a member of the CLAR. Ms. Toguem in fact just mentioned in her introduction that we are trying to look at all facets of racism, but I'm just going to give you my point of view.

I spent 23 years in Algeria, and 20 years in France, and we decided on Canada as a host country, not for us, not in order to be 10 hours away from our family, but for our daughter. Because it's a welcoming land where everyone lives together and what we really want is for our daughter not to be judged either for her colour, because she is of mixed race — my husband is from West Africa — or because her mother is Muslim, or because her middle name is Karima and her first name Cataleya. Proust used the expression "make cattleya" instead of "make love." So, peace and love.

What I wanted to tell you was that every time I introduce myself to someone, ever since the notorious attacks of September 11, 2001, I always ask myself what the person to

différemment, mais lorsque ces propos prennent des proportions démesurées, à un moment donné, on se demande s'il y a un malaise, s'il y a quelque chose à faire.

Au mois d'août dernier, des statistiques du Service Canada nous annonçaient qu'il y avait une augmentation des crimes haineux, une augmentation des crimes haineux qui est aussi en lien, naturellement, avec le racisme et avec la discrimination. À ce moment, des organismes, des citoyens engagés se sont regroupés et se sont interrogés pour savoir ce qu'il fallait faire. C'est en fait un signe que naît CLAR, il se dit : « on va se mettre ensemble, on va mettre nos actions, nos idées, nos énergies ensemble pour que les choses qu'on voit, les choses qu'on laisse passer et qui ne sont pas normales n'arrivent plus, et notre objectif, c'est de permettre aux uns et aux autres d'arriver à Québec, d'arriver au Canada, de s'épanouir, de développer leur plein potentiel pour que le Canada continue d'être un pays qui rayonne à l'échelle internationale, qui fait partie, quand même, des pays du G8 ». Quand on parle du G8, c'est la meilleure place...

[Traduction]

La présidente : Je vous remercie. Je suis désolée, mais je dois vous interrompre.

Mme Toguem : Je vous remercie.

La présidente : Je suis certaine que les sénateurs vous poseront des questions sur les points que vous soulevez.

Madame Saidji, je vous accorde maintenant la parole.

[Français]

Nabila Yasmine Saidji, Collectif de lutte et d'action contre le racisme : Je me présente. Je vais être un peu émue. Je m'appelle Nabila Yasmine Saidji. J'ai 45 ans, je suis mariée et j'ai une petite fille de 5 ans. Je suis chargée de projets à la Régie de l'assurance maladie du Québec et je suis membre du CLAR. En fait, Mme Toguem vient de mentionner dans son introduction qu'on essaie de voir le racisme dans toutes ses facettes, mais moi, je vais vous donner juste mon point de vue.

J'ai passé 23 ans en Algérie, 20 ans en France, et on a choisi le Canada comme terre d'accueil, pas pour nous, pas pour être éloigné de 10 heures de notre famille, mais pour notre fille. Parce que c'est une terre d'accueil, tout le monde vit ensemble, et ça nous tient à cœur le fait que notre fille ne sera pas jugée ni pour sa couleur, parce qu'elle est métisse — mon mari est de l'Afrique de l'Ouest —, ni parce que sa maman est musulmane, ni parce qu'elle s'appelle Karima comme deuxième prénom, alors que le premier prénom, c'est Cataleya. Proust disait que faire catleya, c'est faire l'amour. Donc, paix et amour.

Ce que je voulais vous dire, c'est qu'à chaque fois que je me présente à quelqu'un, depuis les fameux attentats du 11 septembre 2001, je me pose toujours la question : qu'est-ce

whom I'm introducing myself will remember afterwards — what I am, or my name? What are they going to ask after I introduce myself; what country I'm from, or questions about me as a person, as myself? How will the conversation go afterwards, to questions about whether I like the city or my work, living here in Quebec City, or what my religion is, and so on. Do I practise my religion or not, because clearly I don't fit the stereotype of a white person with light-coloured eyes? I was even told once, "Oh, we thought there was a Quebec woman in the room today," but as soon as they hear my name, they can tell what my background is.

Am I or am I not in favour of wearing a headscarf? That's a question I'm often asked. I'm used to questions like that now. I'm not sure whether it's something you should get used to or whether you should just ask people why they ask those questions instead of just asking about us and what we might share or what we could do together and what our similarities are rather than the differences, because I tell myself that human beings are naturally curious and want to know about others. So perhaps it's just out of curiosity that I'm asked those kinds of questions.

I've made friends and I have ties here in Quebec City. My colleagues and I get along extremely well and we can even argue about certain subjects. When the subject of the headscarf or Bill 21 comes up, a bill that is strangely similar to another in France that we fled from to some extent, and that was divisive — divide and conquer, as people have been saying ever since... I don't think we have to reinvent the wheel, we're just passengers on Earth. There will be others after we're gone.

So Bill 21 really singles people out. Once differences are pointed out and you are singled out, it's no surprise that other people will react and say, "they're different from us." Human nature is afraid of difference. When a company announces an organizational change, who wouldn't mentor people through the process because they're afraid of change? So if you point the finger at how we differ and the feeling is that you have to pay attention, they won't fit in, they won't have the same rights as us, then we're playing the game of those who really want to practise racism.

So when I hear people say they disapprove of the headscarf and the fact that certain people practise their religion and put it on display, and I point out that we're in a free country, that religion is personal, and that the Charter says so, and that everyone is free to practise it as they see fit, they answer: "Yes, but Nabila, you're not like the others, you have integrated." Who are these others? If I put on a headscarf tomorrow, am I any less integrated? Would it change me? Are the comments from my friends and colleagues true with respect to my other headscarf-wearing friends, or about everyone's right to practise their religion? Is it another form of hostility towards Islamic principles?

que l'autre va retenir dans ma présentation quand je vais me présenter, ce que je suis, ou le nom que je porte? Quelle question viendra après cette présentation, mon pays d'origine ou me connaître un peu plus en tant que personne, en tant que moi? Par la suite, ça va s'enchaîner sur quel sujet, est-ce que j'aime ma ville, mon travail, vivre ici à Québec, ou de quelle religion je suis, et ainsi de suite. Suis-je pratiquante ou pas, puisque, apparemment, je ne rentre pas dans les stéréotypes, donc Blanche avec des yeux clairs? On m'a même dit : « Ah, on pensait qu'il y avait une Québécoise dans la salle aujourd'hui! », mais dès qu'on donne mon nom, on voit mon appartenance.

Suis-je d'accord ou non avec le port du voile ou pas? On me pose souvent cette question. À présent, je me suis habituée à ce type de questions. Je ne sais pas, est-ce qu'il faut s'habituer ou dire non, ou dire : pourquoi poser ces questions-là, pourquoi ne pas s'intéresser juste à nous, à ce qu'on peut partager, à ce qui nous fait rassembler plutôt et ce qui nous ressemble, et au lieu de voir la différence, car je me dis que l'humain, par sa nature, est curieux et veut connaître l'autre. Donc, peut-être que c'est juste par curiosité qu'on me pose ces questions.

Je crée des amitiés, j'ai des liens ici, à Québec. Mes collègues et moi, on s'entend super bien, et nous débattons quand même de certains sujets. Quand vient le sujet du voile ou de la loi 21, cette loi 21 qui ressemble étrangement à une autre loi qu'on a fuie un petit peu en France et qui a créé la division, alors diviser pour mieux régner, c'est connu depuis... Je pense qu'on ne va pas réinventer la roue, on est juste de passage sur terre. D'autres viendront derrière nous.

Donc, la loi 21 a vraiment pointé du doigt des personnes. Une fois qu'on montre nos différences et qu'on les pointe du doigt, ne vous étonnez pas que d'autres personnes réagissent et disent : « ils sont différents de nous ». La nature humaine a peur de la différence. Quand on annonce un changement d'organisation dans une entreprise, qui ne va pas accompagner ce changement et accompagner les gens, parce qu'ils ont peur du changement. Donc, ce qui nous diffère, si on le pointe du doigt et qu'on dit que, au fait, il faut faire attention, ils ne rentreront pas, ils n'auront pas les mêmes droits que nous, bien, on joue le jeu de ceux qui veulent peut-être vraiment faire du racisme.

Donc, j'entends que le monde est en désaccord avec le port du voile, et le fait que certains pratiquent leur religion et le montrent. Lorsque j'interviens en mentionnant que nous sommes dans un pays libre, que la pratique religieuse est personnelle, que la Charte le dit, que chacun est libre de la pratiquer, on me répond : « oui, mais Nabila, toi, tu n'es pas comme les autres, tu es intégrée ». Qui sont ces autres? Si demain, je mets le voile, serais-je moins intégrée? Est-ce que je changerais? Est-ce que les propos de mes amies et collègues sont corrects vis-à-vis de mes autres amies voilées, vis-à-vis du respect de chacun de pratiquer sa religion? Est-ce que c'est une forme aussi d'hostilité envers les principes de l'islam?

I can't answer all these questions I'm asking, but one thing I truly care about is that Islam means "peace and coexistence," and respect for one another. Perhaps the word "Islamophobia" — and here I'm with the second group of witnesses — is not the proper term to use, because phobia is a fear. One can have agoraphobia or even atheophobia. The word "Islamophobia," is recent: It was first used in 1910, during the colonial period, by ethnologists specialized in the study of West African Islam. In that year, in his French West African Muslim policy, Alain Quellien defined Islamophobia as "a widespread prejudice against Islam among people in western and Christian civilizations."

It entered the French language and was used into the 1920s, but only among Islamophile anthropologists, poets and painters. Sociologist Vincent Geisser says that at the time, the word soon disappeared from the vocabulary in the first half of the 20th century. In fact, it didn't reappear — unsurprisingly — until the early 2000s, after September 11, 2001, in the media. In other countries, debate is underway about the proper use of the term.

What cannot and ought not to be ignored are manifestations of anti-Muslim hate, and anti-Muslim incidents. These need to be condemned along with all other manifestations of hate against human beings. We need to condemn judging a person simply because that person's name has a connotation, or that access to the same pleasures as other people is denied because of a headscarf, a yarmulke, a turban or a crucifix. That person ought not to be judged. We must condemn any displays of disgust or hate just because of our clothing or the wearing of a religious symbol. We must not encourage a society that points to our differences rather than our similarities.

[English]

The Chair: Thank you, Nabila. I'm sorry, I have to interrupt you.

Ms. Saidji: No, no, it's fine. I'm finished.

The Chair: Thank you so much.

Maxim, you have the floor.

[Translation]

Maxim Fortin, Coordinator, Quebec section, Ligue des droits et libertés: Good morning. The Ligue des droits et libertés was one of the first Quebec community organizations to take an interest in Islamophobia and the political, economic,

Je n'ai pas de réponse à toutes mes questions, mais une chose me tient à cœur, c'est que l'islam veut dire « paix et vivre-ensemble », en se respectant les uns et les autres. Peut-être que le terme « islamophobie » — et je rejoins le deuxième groupe de témoins — n'est pas celui à employer dans nos textes, car la phobie est une peur. On peut être agoraphobe, on peut être athéophobe. Ce mot, d'ailleurs, « islamophobie », est jeune : les premières apparitions ou lectures de ce mot datent de 1910, en pleine période coloniale, sous la plume d'ethnologues spécialisés dans l'étude de l'islam ouest-africain. Cette année-là, dans sa politique musulmane de l'Afrique-Occidentale française, Alain Quellien définit l'islamophobie comme « un préjugé contre l'islam répandu chez les peuples de civilisation occidentale et chrétienne ».

Il est entré dans la langue française et restera usité dans les années 1920, mais uniquement par quelques cercles d'anthropologues, de poètes et de peintres islamophiles. À l'époque, selon le sociologue Vincent Geisser, le spécialiste affirme que ce mot n'a toutefois pas tardé à disparaître du vocabulaire dans la première moitié du XX^e siècle. Donc, le mot « islamophobie » allait disparaître — écoutez bien — pour ne réapparaître qu'au début des années 2000, après le 11 septembre 2001, dans des colonnes de médias. Dans d'autres pays, des débats sont en cours sur l'utilisation correcte de ce terme.

Ce qu'on ne peut ignorer et qu'on ne doit pas ignorer, ce sont les manifestations de haine antimusulmane et les actes antimusulmans. Nous devons les condamner, au même titre que toutes les manifestations de haine contre un humain. Nous devons condamner le fait qu'une personne soit jugée car elle porte un nom avec une connotation, qu'elle ne puisse avoir accès aux mêmes jouissances qu'une autre personne juste par le port d'un voile, d'une kippa, d'un turban, d'une croix. On ne devrait pas la juger. Nous devons condamner quand on nous manifeste du dégoût ou de la haine juste par nos habits ou le port d'un signe religieux. Nous ne devons pas encourager une société qui pointe nos différences au lieu de pointer nos ressemblances.

[Traduction]

La présidente : Je vous remercie, madame Saidji. Je suis désolée, mais je dois vous interrompre.

Mme Saidji : Non, non, c'est correct. J'ai terminé.

La présidente : Je vous remercie beaucoup.

Monsieur Fortin, vous avez la parole.

[Français]

Maxim Fortin, coordonnateur, section de Québec, Ligue des droits et libertés : Bonjour. La Ligue des droits et libertés a été l'un des premiers organismes communautaires québécois à s'intéresser à la question de l'islamophobie et aux facteurs

social and cultural policies that fuel it. After the attack on the Quebec City mosque, anti-racism became one of our priority areas of focus, and Islamophobia in particular. In investigating this term, we collaborated with various others, and launched several initiatives that I won't be discussing today. I'm going to concentrate on the 12 recommendations that were made to us as part of that work.

In the course of our field work, we identified a link between Islamophobia and the rise in hate crimes, Islamophobia and racism in general. That is what these 12 recommendations focus on.

Here then are the 12 recommendations based on our analysis of Islamophobia and our actions to counter it. The first is to identify the trends and factors giving rise to a rise in hate crimes. From a report based on a survey we carried out, called *Portrait de l'extrême droite à Québec*, we identified four major currents contributing to xenophobia and Islamophobia, including in Quebec City and the province of Quebec. First there was the new racist and xenophobic extreme right that mainly surfaced in 2015, whereas demagogic populism, identity nationalism and conspiracy theories appeared mainly at the beginning of the pandemic.

Our second recommendation is to document hate crimes locally and nationally. That, among other things, is what we began to do with our study of bills on secularism. The study is called *Les projets de loi de sur la laïcité augmentent-ils le nombre de crimes haineux au Québec?*: It's a statistical and quantitative study prepared by economist Raphaël Langevin. It came essentially to two conclusions, finding first of all that there was a close correlation between the beginnings of public debate over secularism and the increase in hate crimes, and aimed at Islam in particular.

The other conclusion was that there was a blatant lack of rigour from the authorities, including the City of Quebec and its police service, with respect to the production and interpretation of hate crime data. We at the Ligue des droits et libertés were approached by the CBC and Radio-Canada about Quebec City police underestimates of hate crimes.

The third recommendation is to analyze cases and statistics locally and nationally, and draw conclusions in order to guide our actions. Islam and racism are of course fuelled by international factors, but also local factors. In Quebec City, three factors were deemed to be particularly important: the historic conservatism of the greater Quebec City area, the low level of recent international immigration, and the influence of talk radio shows.

politiques, économiques, sociaux et culturels qui l'alimentent. À la suite de l'attentat à la mosquée de Québec, l'antiracisme est devenu l'un de nos axes de travail prioritaire, et notamment l'islamophobie. En lien avec ce terme, on a fait différentes collaborations, on a fait différentes initiatives, je ne les passe pas aujourd'hui. Je vais me concentrer sur les 12 recommandations qui nous sont venues dans la foulée de ce travail-là.

On a constaté à travers notre action sur le terrain un lien entre l'islamophobie et la montée des crimes haineux, et on a aussi réfléchi à la manière de lutter contre les crimes haineux, l'islamophobie et le racisme en général. Donc, les 12 recommandations vont dans cette direction-là.

Donc, voici les 12 recommandations inspirées de notre analyse de la situation et de nos actions contre l'islamophobie. La première, c'est d'identifier les tendances et les courants qui alimentent la hausse des crimes haineux. À travers un rapport d'enquête qu'on a produit qui s'appelle *Portrait de l'extrême droite à Québec*, on a identifié quatre principaux courants qui alimentent la xénophobie et l'islamophobie notamment dans la ville de Québec et au Québec. Premièrement, la nouvelle extrême droite raciste et xénophobe apparue principalement à partir de 2015, le populisme démagogique, le nationalisme identitaire et le complotisme, beaucoup à partir de la pandémie celui-là.

La deuxième recommandation qu'on peut faire, c'est de documenter les crimes haineux à l'échelon local et national. C'est notamment ce qu'on a commencé à faire avec notre étude sur les projets de loi sur la laïcité. En fait, l'étude s'appelle *Les projets de loi de sur la laïcité augmentent-ils le nombre de crimes haineux au Québec?* Il s'agit d'une étude statistique et quantitative qui a été produite par l'économiste Raphaël Langevin. On arrive essentiellement à deux conclusions avec cette étude : il y a une forte corrélation entre l'arrivée dans le débat public des débats sur la laïcité et la montée des crimes haineux, particulièrement de nature islamophobe.

L'autre conclusion de cette étude, c'est qu'il y a un grand manque de rigueur des autorités, notamment de la Ville de Québec et de son service de police, quant à la production et à l'interprétation de données sur le crime haineux. Nous-mêmes, la Ligue des droits et libertés, on a été sollicité par CBC et Radio-Canada par rapport à une sous-estimation de la police de Québec des crimes haineux.

La troisième recommandation serait d'analyser localement et nationalement les cas et les statistiques et en tirer des constats pour guider l'action. Donc, l'islamophobie et le racisme sont alimentés par des facteurs internationaux, mais aussi beaucoup par des facteurs locaux. Dans le cas de la Ville de Québec, on a identifié trois facteurs particulièrement importants : le conservatisme historique de la grande région de Québec, la faible et récente place de l'immigration internationale, et l'influence des radios populistes d'opinion.

Our fourth recommendation is to document the rise of the far right in Quebec and Quebec City since 2015. That's precisely what we did in our study entitled *Portrait de l'extrême droite à Québec*. There has been unprecedented growth in the far right in Quebec, Canada and Quebec City since 2015. The far right has become the main driver of Islamophobia on social networks and in the public sphere, and it is being normalised to some degree through media like the Québecor network and some emerging political tendencies in the Conservative Party of Quebec, not the Conservative Party of Canada, although the latter might become a matter for debate as well.

The fifth recommendation is to identify far-right leaders and influencers. Why, you might ask, is it necessary to identify the leaders and proponents in order to gain familiarity with the far right?

The sixth recommendation is to monitor the online networks and activities of far-right leaders and influencers. That's what we have been doing since 2015, and it has allowed us to build a case against a number of groups and individuals and prove the hatefulness of their ideology, including when they have been charged with offences, often under ordinary criminal law. As a result, individuals propounding ideologies of hate can be linked demonstrably to the heinous nature of what they do.

The seventh recommendation is to report, point out and condemn what the far right propounds on the web. That's what we have done since 2015. The web is the main lifeline for hate movements and groups. It's essential to cut off their access to some platforms, particularly as they regularly flout the rules of these platforms.

The eighth recommendation is to block hate group access to public places by exposing them. Hate movements have very little in the way of physical space for their activities. Even on the web, they are very closely monitored, and often refused access to public spaces. It's therefore important to continue to expose them and to make those who host them aware of the fact that they are hate groups. For example, if a neo-Nazi group is giving a concert, the Ligue des droits et libertés and several other groups warn the presenters and concert halls, and this often leads to the show's cancellation.

The ninth recommendation is to promote the organization of racialized people from a socio-political advocacy standpoint. That, among other things, is what we helped to accomplish with the establishment of the Collectif de lutte et d'action contre le racisme. We believe that it's essential to go beyond education and coexistence. Racialized people would do well to organize themselves collectively with a view to advocacy and the affirmation of their rights. Unfortunately, the funds and

La quatrième recommandation qu'on peut faire, c'est de documenter l'essor de l'extrême droite au Québec et à Québec depuis 2015. C'est notamment ce qu'on a fait dans notre étude intitulée *Portrait de l'extrême droite à Québec*. L'extrême droite a connu des développements presque sans précédent au Québec, au Canada et à Québec depuis 2015. Cette extrême droite est devenue le principal vecteur de l'islamophobie sur les réseaux sociaux et dans l'espace public, et elle bénéficie d'une certaine normalisation à travers des médias comme le réseau Québecor ou encore à travers des forces politiques émergentes comme le Parti conservateur du Québec, pas le Parti conservateur canadien, bien qu'on pourrait en débattre.

La cinquième recommandation serait d'identifier les chefs et les figures d'influence de l'extrême droite. Pourquoi une bonne connaissance de l'extrême droite passe-t-elle nécessairement par l'identification de ses chefs et de ses meneurs?

La sixième recommandation serait d'exercer un *monitoring* des réseaux et des activités en ligne des chefs et des figures d'influence de l'extrême droite. C'est ce qu'on a fait de 2015 à aujourd'hui, et cela nous a permis de monter des dossiers contre des groupes et des individus et de prouver le caractère haineux de leur idéologie, notamment lorsqu'ils se retrouvent accusés de crimes souvent de droit commun. Ces dossiers-là permettent de connecter ces individus-là à des idéologies haineuses et à prouver juridiquement le caractère haineux de leur action.

La septième recommandation serait de rapporter, de signaler et de dénoncer les propos tenus par l'extrême droite sur le Web. C'est ce qu'on a fait de 2015 à aujourd'hui. Le Web est le principal vivier des groupes et mouvements haineux. Il est primordial de leur couper l'accès à certaines plateformes, d'autant plus qu'ils enfreignent régulièrement les règles de ces plateformes.

La huitième recommandation serait de bloquer l'accès des groupes haineux aux espaces publics en les exposant. Les mouvements haineux ne disposent que de très peu d'espace physique pour leurs activités. Même sur le Web, ils sont très surveillés, ils sont souvent exclus de plusieurs espaces. Il est donc important de continuer à les exposer et de mettre au courant ceux qui les hébergent du fait que ce sont des groupes haineux. Par exemple, lorsqu'il y a un spectacle de musique d'un groupe néonazi, la Ligue des droits et libertés et plusieurs groupes préviennent les promoteurs et les salles de spectacle, et souvent en résulte l'annulation du spectacle.

La neuvième recommandation serait de favoriser l'organisation des personnes racisées dans une optique sociopolitique de défense de droits. C'est notamment ce qu'on a aidé à faire avec la création du Collectif de lutte et d'action contre le racisme. On considère qu'il est vraiment nécessaire d'aller au-delà de l'éducation et du vivre-ensemble. Les personnes racisées ont tout intérêt à s'organiser collectivement dans une optique de lutte et d'affirmation de leurs droits.

programs for community groups are skewed towards social and cultural programs, coexistence and things like that. You can ask the CLAR, but there is very little federal funding for the socio-political organization of racialized people that would enable them to fight for their rights.

The tenth recommendation is to promote condemnation of hate crimes by coaching the victims. The CLAR will be the first resource in the Quebec City area to do so. Currently, in the Quebec City area, if you are the victim of a hate crime, you can make a complaint, but there are no civil society groups to mentor you through the process.

The eleventh recommendation is to avoid concealing hate by emphasizing mental illness whenever a hateful act is committed by someone who might have mental health issues. We believe that in the case of Alexandre Bissonnette, several stakeholders placed far too much of an emphasis on the mental health component of the offence and played down the Islamophobic aspect. The Ligue des droits et libertés did not speak out in connection with that debate, but we'd like to share our perspective with you today.

The final recommendation is to publicize the fact that the debate on secularism and religious symbols in Quebec has emboldened individuals and groups that want to act out and help commit hate crimes. That, among other things, is what came out in our statistical study entitled *Les projets de loi sur la laïcité augmentent-ils le nombre de crimes haineux au Québec?* Our conclusion is that the debate over religious symbols is being carried on at the expense of racialized people and tinged with Islamophobia, and that there has been an increase in religious- and race-related crimes during the debate on the Quebec Charter of values. Without wishing to say that these debates ought not to take place, we would like to argue that we need to be aware of the fact that they are having a harmful impact on coexistence and likely to create a climate that will be conducive to hate crimes.

I'll conclude with a straightforward example. The worst comments we at the Ligue des droits et libertés ever received on our web page were during the debates over Bill 21. One of our members even had her headscarf ripped off by a passerby in the street. So it's absolutely true to say that the worst things and moments we ever experienced were during that debate. Thank you.

[English]

The Chair: Thank you very much.

Mr. Fortin, the recommendations that you just made, if you could submit those to us in writing, that would greatly help us, the 12 recommendations that you just made.

Malheureusement, les budgets et les programmes pour les groupes des communautés sont beaucoup trop orientés vers le socioculturel, le vivre-ensemble et ce genre de choses là. Vous le demanderez au CLAR, mais il y a très peu d'argent fédéral pour l'organisation sociopolitique des personnes racisées et leur permettre de lutter dans une optique d'affirmation de leurs droits.

La dixième recommandation serait de favoriser la dénonciation des crimes haineux en offrant de l'accompagnement aux victimes. Le CLAR va être la première ressource dans la région de Québec qui va pouvoir accompagner les victimes de crimes haineux. Dans la région de Québec, actuellement, si vous êtes victime d'un crime haineux, vous pouvez porter plainte, mais il n'y a aucun groupe de la société civile pour vous accompagner.

La onzième recommandation serait de ne pas invisibiliser la haine en mettant l'accent sur la maladie mentale lorsqu'un acte haineux est commis par une personne pouvant présenter des troubles de santé mentale. Nous estimons que, dans le cas d'Alexandre Bissonnette, plusieurs acteurs ont beaucoup plus trop mis en lumière le caractère de la santé mentale de l'acte et ont minoré un peu l'aspect islamophobe. La Ligue des droits et libertés n'a pas pris la parole dans ce débat-là, mais on partage ce constat-là aujourd'hui avec vous.

La dernière recommandation serait de mettre en lumière que le débat sur la laïcité et les signes religieux au Québec a enhardi les individus et les groupes qui souhaitent passer à l'acte et contribue à la hausse des crimes haineux. C'est notamment ce qu'on a pu voir dans notre étude statistique *Les projets de loi sur la laïcité augmentent-ils le nombre de crimes haineux au Québec?* Notre conclusion, c'est que le débat sur les signes religieux se fait sur le dos des personnes racisées dans une ambiance d'islamophobie et qu'il y a eu une hausse des crimes liés à la religion et à la race pendant le débat sur la Charte des valeurs au Québec. Sans dire que ces débats-là ne doivent pas se faire, nous affirmons qu'il faut prendre conscience qu'ils ont un effet néfaste sur le vivre-ensemble et sont propices à créer un climat qui va alimenter les crimes haineux.

Je termine par un simple exemple. Nous, à la Ligue des droits et libertés, les pires commentaires qu'on a eus au sujet du racisme sur notre page Web ont été pendant les débats sur la loi 21. On a même une de nos membres qui s'est fait arracher son voile sur la rue par une passante. Donc, vraiment, les pires anecdotes, les pires moments ont été lors de ce débat. Je vous remercie.

[Traduction]

La présidente : Je vous remercie beaucoup.

Monsieur Fortin, vous nous aideriez grandement si vous pouviez nous envoyer les 12 recommandations que vous venez de présenter.

I have senators who want to ask questions, and I will start with Senator Gerba.

[*Translation*]

Senator Gerba: I'd like to thank the witnesses for having come to speak with us today. We greatly appreciate your testimony, your efforts and the assistance you provide to people who are victims of Islamophobia and racism generally.

And now to Maxim Fortin. Thank you very much for your recommendations. As the chair said, it would be greatly appreciated if you could send them in writing to our clerk, because that's exactly the sort of thing we need.

If you have anything in particular to add about the federal government, what steps would you recommend we take?

Mr. Fortin: I would really emphasize the support provided in helping racialized people and minority communities to organize. Minority communities find themselves in circumstances in which the power relationship is unfavourable to them, because they are in the minority and because the other groups are organized and able to battle for their interests when racialized people do not have these props. That means that collective efforts are never in play on behalf of racialized people. They need to find champions, celebrities, or major movements to defend them. My view is they need to be able to defend their claims independently as they do battle and try to organize in a manner that would enable the federal government to be there to defend them.

In Quebec, it looks like the CLAR will continue to exist thanks to the funding provided by Quebec's ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Under Quebec's existing programs, the CLAR might well continue to exist for another 10 or 20 years. The CLAR could not exist under the federal government's programs alone. The CLAR may end up as a set of projects that will be continually renewed. I believe that one of Canada's weaknesses, particularly in English Canada, is that there are very few opportunities to fund initiatives like the CLAR and it's very difficult to find funding for them in Canada.

Senator Gerba: Thank you very much. I understand that funding is the solution, as is support for organizations to make them sustainable.

On that point, Ms. Nadège Rosine Toguem, since the establishment of the CLAR in 2021, have you received reports from victims of racism, xenophobia or Islamophobia?

Ms. Toguem: Yes, we've heard about incidents. Even earlier, when I was reporting some background information, we were hearing about them. Towards the end of last November, there

Certains sénateurs veulent poser des questions, et je commencerai par la sénatrice Gerba.

[*Français*]

La sénatrice Gerba : Merci aux témoins d'être venus aujourd'hui pour nous parler. On apprécie énormément vos témoignages, vos actions et l'accompagnement que vous faites auprès des personnes qui sont victimes de l'islamophobie et du racisme, de manière générale.

Je vais m'adresser à Maxim Fortin. Merci beaucoup pour vos recommandations. Comme la présidente l'a dit, ce serait vraiment très apprécié de nous les envoyer par écrit à notre greffier parce que c'est exactement ce dont nous avons besoin.

Si vous aviez quelque chose de particulier à ajouter à propos du gouvernement fédéral, qu'est-ce que vous nous recommanderiez comme action à prendre?

M. Fortin : J'insisterais vraiment sur le soutien à l'organisation des personnes racisées et des communautés minoritaires. Les communautés minoritaires vivent dans une situation où il y a un rapport de force qui leur est défavorable, parce qu'elles sont en minorité et parce que les autres groupes sont organisés et sont en mesure de se battre pour leurs intérêts, et les personnes racisées n'ont pas ces équivalents-là. Donc, la force collective ne joue presque jamais pour les personnes racisées. Il faut qu'elles se dotent de champions, de personnalités vedettes, ou encore, que des grands mouvements les défendent. Il y a une autonomie dans la revendication, dans la lutte et dans l'organisation qui doit se développer et que le gouvernement fédéral doit soutenir, selon moi.

Au Québec, on peut déjà imaginer la pérennité du CLAR grâce au type de financement offert par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale québécois. En vertu des programmes qui existent au Québec, on peut imaginer que le CLAR va exister pour 10 ou 20 ans. En fonction de ce que le fédéral offre comme programme, le CLAR ne peut pas exister. Le CLAR peut être un ensemble de projets qui vont tout le temps se renouveler. Je crois que l'une des faiblesses du Canada, surtout pour le Canada anglais, c'est qu'il y a très peu de possibilités de financer ce type d'initiatives comme le CLAR, c'est très difficile à financer au Canada.

La sénatrice Gerba : Merci beaucoup. Je comprends que le financement est la solution, et le soutien pour les organismes qui doivent assurer leur pérennité.

Justement, madame Nadège Rosine Toguem, depuis la création du CLAR en 2021, avez-vous reçu des témoignages de victimes de racisme, de xénophobie ou d'islamophobie?

Mme Toguem : Oui, nous avons reçu des témoignages. Même avant, j'en parlais dans l'historique, même avant, on entendait parler. À la fin du mois de novembre dernier, il y a eu

was a forcible arrest of a young Black man on the Grande Allée, and we saw how the entire population stood up to support him, but felt that from the organizational standpoint, things were weak, by which I mean that racialized populations, in addition to being in the minority, are less well organized because they are also more precarious. Whether in terms of work or other types of resources, and even human resources, they are on shaky ground. When people experience challenges like these, they say to themselves that between defending their rights and finding something to eat... It's always a challenge to decide to defend your rights versus having to work to be able to eat. In instances like these, citizens do not avail themselves of the law and all the benefits available to them in Canada. Nor, at this stage, can they develop their full potential under conditions like that.

So yes, we receive reports of people who are victims of Islamophobia and racism, but as Maxim mentioned, we're a small organization and a small team. We try to get things done, but we have trouble obtaining funding to help these people and ourselves. That's because in order to do this kind of work, you have to be able to read and document cases, and work with other organizations, which remains a challenge even now. As for the cases themselves, there are lots of them.

Senator Gerba: Thank you very much.

Ms. Toguem: Thank you.

Senator Jaffer: My first question is for Mr. Fortin.

Mr. Fortin, when I was young, I was very much involved in women's rights, and one thing that I found was really difficult... I'll explain it in English.

[English]

We've always said there was money for dancing and eating, but there was no money to push for — at that time, I was fighting for English rights, just to learn English, and that's been a frustration forever. It just feels like there is this idea that people are given money to sing and dance and have cultural functions, but there's no money to really deal with the nub of things. Perhaps offline or something, you can send some recommendations of what we can do. I've had this question, and I know your frustration because I've had that for all the time I've been here. I keep saying that it's not about singing and dancing, it's about our integration. But the question I have is, with providers, have you had success? Have you made presentations and have you had success with them?

Mr. Fortin: For the financing, I think that Rosine —

une arrestation musclée déjà sur Grande Allée, dont un jeune Noir qui était en cause, et on a vu comment toute la population s'est levée pour soutenir ce jeune-là, mais on a senti qu'il y avait une faiblesse à l'échelle de l'organisation, c'est-à-dire que les populations racisées, en plus d'être minoritaires, elles sont moins organisées parce que ce sont elles qui sont aussi les plus précaires. Elles sont le plus dans la précarité, que ce soit en matière de travail, que ce soit en matière d'autres types de ressources, de ressources humaines aussi. Effectivement, quand les gens font face à ce type de défis, ils se disent qu'entre défendre leur droit et se trouver quelque chose à manger... C'est toujours un défi de choisir entre défendre son droit et aller travailler pour s'acheter un bout de pain. Dans ces cas-là, les citoyens ne profitent pas des lois et de tous les avantages que leur offre le Canada. Ils ne peuvent pas non plus, à ce stade-là, développer leur plein potentiel dans de telles conditions.

Donc, oui, nous recevons des témoignages des personnes victimes d'islamophobie ou de racisme, mais comme Maxim le mentionnait, nous sommes un petit organisme, une petite équipe. On essaie de faire des choses, mais on a de la difficulté à aller chercher du financement pour aider ces gens-là et pour nous aider aussi. Parce que, pour faire ce travail, il faut lire, il faut se documenter, il faut travailler avec d'autres organismes, et aujourd'hui, ça reste encore un défi. Mais des cas, on en a beaucoup.

La sénatrice Gerba : Merci beaucoup.

Mme Toguem : Merci.

La sénatrice Jaffer : Ma première question est pour M. Fortin.

Monsieur Fortin, quand j'étais jeune, j'étais très impliquée dans les droits de la femme, et une chose que j'ai trouvée vraiment difficile... Je vais m'exprimer en anglais.

[Traduction]

Nous avons toujours dit qu'il y avait de l'argent pour danser et manger, mais pas pour défendre nos droits. À l'époque, je luttais pour les droits en anglais, juste pour apprendre l'anglais, et la question est une éternelle source de frustration. On a l'impression que les gens reçoivent de l'argent pour chanter, danser et tenir des activités culturelles, mais qu'il n'y a pas d'argent pour s'attaquer au cœur du problème. Peut-être que hors ligne ou autrement, vous pouvez envoyer des recommandations sur ce que nous pouvons faire. J'ai une question, et je connais la frustration qui est la vôtre, car je l'éprouve depuis que je suis ici. Je continue d'affirmer que ce qui compte, ce ne sont pas les chants et la danse, mais notre intégration. Ma question est toutefois la suivante : avez-vous des réussites à votre actif? Avez-vous entrepris des démarches qui ont été couronnées de succès?

M. Fortin : Pour le financement, je pense que Rosine...

Senator Jaffer: No, I was just remarking on the providers.

Mr. Fortin: What kind of provider? The federal government or private?

Senator Jaffer: Yes, online providers. You were saying that you have to reach online providers to see, if there are hate messages, how they deal with it. I thought you were talking about that.

[Translation]

Mr. Fortin: It's hard to get through to the providers. Providers seem much more receptive to the idea of freedom. Providers, particularly internet providers, are cautious. Curiously, I would say that the most recent amendments have meant that we are now having problems with our communications on the internet. Many Internet providers have reviewed their policies, but it's got to the point that even the CLAR has trouble announcing its political events.

So the policy reviews stemming from criticisms received in connection with the far right and the dissemination of hate messages has spoiled things for everyone, including anti-racism groups.

[English]

Senator Jaffer: I have a question for CLAR, for both of you. I've been a lawyer all my adult life, and when I used to go to court, I would always tell the judge that the person's only been arrested because they're Black while driving. I'm sad to hear that still exists. We're going to have to deal with that for a long, long time.

I really admire what you're doing and the stand you've taken to find a way to bring harmony to the community, and that's what we always have to work on. With Bill 21 and the intersection of Muslim women and racism, have you found that there is an increase? Has there been a problem? In what way has it increased? I think there was always racism against Muslim women, but has Bill 21 increased the discrimination against Muslim women?

[Translation]

Ms. Toguem: From CLAR's point of view, whether it's racism or Islamophobia — Islamophobia is a form of racism too; it's discrimination — I believe that Bill 21 has exacerbated the problem.

La sénatrice Jaffer : Non. Mon commentaire portait seulement sur les fournisseurs.

M. Fortin : Quelle sorte de fournisseur? Le gouvernement fédéral ou le secteur privé?

La sénatrice Jaffer : Oui. Les fournisseurs Web. Vous disiez vous enquérir auprès des fournisseurs Web pour savoir comment ils contrôlent les messages haineux qu'ils détectent. Je pensais que c'était de cela que vous parliez.

[Français]

M. Fortin : Il n'y a pas beaucoup d'écoute de la part des fournisseurs. Les fournisseurs sont beaucoup dans l'idée de la liberté. Il y a une frilosité des fournisseurs, surtout des fournisseurs Web. Étrangement, je dirais que les dernières modifications qui ont eu lieu ont fait que, maintenant, nous-mêmes, on a des problèmes sur le Web avec nos communications. Il y a plusieurs fournisseurs Internet qui ont révisé leurs politiques, mais là, c'est au point où même le CLAR a de la difficulté à diffuser ses événements politiques.

Donc, là, la révision des politiques par rapport aux critiques qu'il y a eu par rapport à l'extrême droite et par rapport à la diffusion de messages haineux a un peu gâché la partie pour tout le monde, maintenant, y compris pour les groupes de l'antiracisme.

[Traduction]

La sénatrice Jaffer : J'ai une question pour le CLAR, pour vous deux. J'ai pratiqué comme avocate pendant toute ma vie adulte. Lorsque je me présentais en cour, je disais tout le temps au juge que la personne en cause avait été arrêtée parce qu'elle était noire et qu'elle conduisait. Je suis triste d'apprendre que ces arrestations arrivent encore. Nous allons être aux prises avec ce genre de choses encore très, très longtemps.

J'admire vraiment ce que vous faites et les dispositions que vous avez prises pour instaurer l'harmonie dans la communauté. Voilà un objectif que nous devrions tous viser. Vu la loi 21 et la rencontre entre les problématiques liées aux musulmanes et au racisme, percevez-vous une intensification de ces phénomènes? Avez-vous constaté des problèmes? Comment décririez-vous cette intensification? Je pense qu'il y a toujours du racisme contre les musulmanes, mais pensez-vous que la loi 21 a fait augmenter la discrimination contre ces femmes?

[Français]

Mme Toguem : Du point de vue du CLAR, que ce soit le racisme ou l'islamophobie — l'islamophobie, c'est une sorte de racisme aussi, c'est de la discrimination —, je crois que la loi 21 a exacerbé cette problématique.

Being in the minority is also unhelpful because every time you might want to vote or do something, people will say the majority rules. Here again, even if we don't vote or don't react there is always a majority who will win out. So we're in a situation where it's truly difficult to put proposals forward.

The federal or provincial government will have to deal with this matter and try to come up with proposals to integrate the entire population, even the parts of it that are in the minority. For example, in connection with section 636, it's important for police officers to know that when they stop someone, whatever their skin colour, background, what they are wearing, or whether they are wearing a headscarf, there may be consequences if they did not have reasonable grounds for doing so. They need to know that they can't necessarily get out of trouble simply because it's provided for in this act. We get the impression that they are protected by the act.

When the police stop someone, it's almost always the individual or the driver who will be stressed and upset and who will suffer afterwards. On Saturday we heard from a lawyer, a Black woman, who was stopped by a policeman just because she was looking at him. She was stopped at a red light and as soon as she started driving again, she saw the rotating beacons behind her. She stopped and asked the officer whether she had done something wrong. He told her, "no, you were looking at us," to which she replied that she didn't know that looking at someone was an offence in Canada, and whether there were other reasons. Then he said, "I could find other grounds," to which she replied, "go right ahead, but I'd like to warn you that I'm a lawyer," after which he told her to drive on.

So we understand that because the law gives them the ability to do that, they use it for ends not anticipated by the legislator. Because when the act was being drafted, they didn't expect to be discriminating against a portion of the population. So we believe that another act, or another way of doing things, could prevent other legislation like this from passing into law and causing segments of the population to feel singled out, frustrated or ostracized by the police or other bodies that are supposed to protect and help them. Did you want to add something else, Nabila?

Ms. Saidji: I was going to answer —

[*English*]

The Chair: Nabila, can I ask you to be really quick? It's after 12.

Ms. Saidji: Yes, I'll go really quickly.

Aussi, le fait qu'on soit minoritaire, ça n'aide pas non plus parce qu'à chaque fois qu'on va vouloir voter ou qu'il y aura un geste, on va dire que c'est la majorité qui l'emporte. Là encore, on ne fait pas le poids parce que, de toute façon, même si on ne vote pas, même si on ne réagit pas, il y a une majorité qui va toujours l'emporter. Donc, on se retrouve dans une situation où c'est vraiment difficile de faire des propositions.

Il faut vraiment que le gouvernement fédéral ou provincial se saisisse de cette affaire et essaie de proposer des choses pour intégrer toute la population, même celle qui est minoritaire. Par exemple, que ce soit au niveau de l'article 636, il faut que le policier sache que lorsqu'il interpelle un citoyen, peu importe sa couleur de peau, son origine, sa tenue, qu'il ait un foulard ou pas, il se peut qu'il ait des comptes à rendre s'il a interpellé cette personne-là sans motifs raisonnables. Il doit savoir qu'il ne pourra pas s'en tirer juste parce que la loi prévoit. Parce que, nous, on a le sentiment que la loi les protège.

Très souvent, lorsqu'il y a une interpellation policière, c'est toujours la personne, c'est toujours l'automobiliste qui va être stressé, qui va être froissé, qui va avoir du dommage après. On a eu le témoignage samedi d'une avocate, une femme noire, qui s'est fait interpellé par un policier juste parce qu'elle le regardait. Elle était à un feu rouge et au moment où elle décolle, elle aperçoit les gyrophares derrière elle. Elle s'arrête et elle demande à l'agent si elle a fait quelque chose de mal. Il lui dit : « Non, vous étiez en train de nous regarder ». Et là, elle dit : « Je ne savais pas que regarder quelqu'un était un délit au Canada, est-ce qu'il y aurait d'autres motifs? ». Puis, il lui dit : « Je pourrais en trouver d'autres motifs ». Et elle lui répond : « Pas de problème, mais je vous préviens que je suis avocate ». Il lui dit : « Circulez ».

Donc, on comprend que puisque cette loi leur donne cette facilité-là, ils l'utilisent à des fins qui ne sont pas prévues par le législateur. Parce que quand le législateur a pensé à cette loi, il ne s'attendait pas à ce que ça discrimine une partie de la population. Donc, nous pensons qu'une autre loi ou une autre façon de faire pourrait aider à ce que ce type d'actes ne se reproduise plus et qu'une partie de la population ne se sente pas brimée, frustrée ou ostracisée par les forces de police ou d'autres forces qui sont censées la protéger et l'accompagner. Je ne sais pas, Nabila, si tu voulais ajouter d'autre chose.

Mme Saidji : Moi, je vais répondre à...

[*Traduction*]

La présidente : Nabila, pourrais-je vous demander d'être brève? Il est passé midi.

Mme Saidji : D'accord. Je vais y aller très rapidement.

[Translation]

Ms. Saidji: I'm just going to answer your question, Ms. Jaffer. What did Bill 21 do to increase that? It points out our differences. That's what makes the difference. Some people in remote villages, or in the country, only pay attention to the media, and the media haven't helped. I'm sorry, I do have a lot of respect for them, but when they point to a terrorist and identify the person as being from some other place, or when a criminal is identified and the media point out that the person is a Muslim, or someone who wears a headscarf or does such and such, differences are being pointed out. In these remote villages, people are not as diverse as in Montreal or Quebec City, where there is beginning to be quite a lot of immigration. In some villages, people only have the media to rely on and that's it.

During the debate over Bill 21, Sikhs and headscarf-wearing Muslims were pointed out. They were prohibited from enjoying the same options as others. So that was already setting them apart from others. How can you expect that to make people less fearful, when they are being identified as different? Let's try to promote multiculturalism, for instance by having more lawyers to help and support them. Let's try to focus on our similarities, by which I mean that we're all human and we all have blood.

[English]

The Chair: Thank you, Nabila.

[Translation]

Ms. Saidji: Red, not green.

[English]

The Chair: Thank you.

Senator Oh, did you have a question?

Senator Oh: Yes.

The Chair: Really brief question and really brief answer. We've gone over time already.

Senator Oh: All of you talk about racism, racial profiling and discrimination. Canada is a multicultural society. We all hear that that is what the government promotes. Have you ever considered joining forces with all the minorities? The problem you talked about today happens all across Canada. Do you ever make your voice bigger and join forces with other minority groups about integration and make your voice louder so that the government pays attention? This is not only your problem; this is across the country.

[Français]

Mme Saidji : Je vais juste répondre à votre question, madame Jaffer. Qu'est-ce que la loi 21 a fait pour augmenter ça? La loi 21 pointe nos différences. C'est ça qui a fait la différence. Certaines personnes n'écoutent que les médias, dans les villages reculés, dans les contrées. Les médias n'ont pas arrangé les choses. Je suis désolée, je les respecte beaucoup, mais quand on pointe un terroriste en disant qu'il est d'une telle origine, quand on pointe un criminel en disant qu'il est d'origine musulmane, quand on pointe une personne qui met le voile ou qui fait ceci, on pointe des différences. Dans ces villages reculés, la population n'est pas aussi diversifiée comme à Montréal ou à Québec où il commence à y avoir de l'immigration. Dans certains villages, certaines personnes ne voient que les médias, elles n'écoutent que ça.

Avec les débats sur la loi 21, on a pointé du doigt des sikhs, on a pointé du doigt des musulmanes voilées. On leur a interdit les mêmes jouissances que d'autres personnes. Donc, déjà, on a créé une différence entre ces personnes. Comment voulez-vous que ça apaise la peur des gens, comment voulez-vous que ça apaise qu'on dise qu'on est différent? Essayons d'aider que ça soit dans le multiculturel, que ça soit dans les actions pour avoir plus d'avocats pour les aider, pour les soutenir. Essayons plutôt de pointer nos ressemblances. Nos ressemblances, c'est qu'on est tous humains, avec du sang.

[Traduction]

La présidente : Merci, Nabila.

[Français]

Mme Saidji : Rouge, pas vert.

[Traduction]

La présidente : Merci.

Sénatrice Oh, avez-vous une question?

Le sénateur Oh : Oui.

La présidente : La question et la réponse vont devoir être très brèves. Nous avons déjà dépassé le temps alloué.

Le sénateur Oh : Vous parlez tous de racisme, de profilage racial et de discrimination. Le Canada est une société multiculturelle. Nous savons tous que ce sont des valeurs que le gouvernement encourage. Avez-vous déjà pensé à unir les forces de toutes les minorités? Le problème dont vous avez parlé aujourd'hui est présent partout au Canada. Pourriez-vous unir vos forces avec celles d'autres groupes minoritaires afin de donner plus de poids à vos revendications concernant, par exemple, l'intégration et attirer ainsi l'attention du

[*Translation*]

Mr. Fortin: The CLAR is a collective of racialized people which is not centred on a community cause. So what it does cuts across various areas. At the Ligue des droits et libertés, the focus is on alliances with white groups, majority groups, and efforts at getting together at the regional, national and international levels.

The reason it's difficult for us to join together is that we are still too weak at the local level. When the local levels become strong, they will be able to network with regional, national and international stakeholders. For the time being, we have only a few motivated individuals at the more local levels. These nuclei need to be transformed into solid organizations that are capable of building viable and robust networks.

Ms. Toguem: To add to what Maxim said, the CLAR is working with RÉPAC, as I mentioned. RÉPAC is a popular education organization made up entirely of the majority population. They are allies, so we are not just working among ourselves, we are not working in an isolated way, but with other communities that share our demands and that mentor us.

Whenever you go to see any of our demonstrations or other activities, you'll see that it's not just Muslims and Black people. There are also Latinos. Some of the people were born here and don't even understand what it is we're trying to say. We formulate demands and end up finding that our fellow citizens, our friends here, are not even aware of the fact that things like that were happening here. So we raise awareness and reach out. We ask them whether they knew that some citizens, or even their neighbours, were experiencing situations like that. They've never been stopped by the police. They don't know what it's like.

Thanks to the CLAR, when problems of this kind are put on the table, they take it all in, they mentor us, and we think that it opens up debate and allows various people to become aware of what we're all experiencing in Canada, meaning that we have some problems that others don't encounter. Those among our allies who are in a privileged position unhesitatingly call attention to such problems and coach us on a regular basis.

Ms. Saidji: I wanted to say that we do volunteer work, and we do it because we care. We volunteer in other associations that promote peaceful coexistence, like the Collectif culturel Mondo. This was the ninth time the festival was held here in Quebec

gouvernement? Ce problème ne vous est pas exclusif; il est répandu à l'échelle du pays.

[*Français*]

M. Fortin : En fait, le Collectif de lutte et d'action contre le racisme est dans une optique d'être un collectif de personnes racisées qui n'est pas centré sur la cause d'une communauté. Donc, déjà, il y a un aspect transversal au Collectif de lutte et d'action contre le racisme. À la Ligue des droits et libertés, on est dans des optiques d'alliance avec les groupes blancs, avec les groupes majoritaires, et aussi dans une logique de se regrouper à l'échelon régional, national et international.

Là où c'est difficile de se regrouper, c'est qu'on est encore trop faible à l'échelle locale. Quand les échelons locaux vont être forts, ils seront capables de se réseauter avec des acteurs régionaux, nationaux et internationaux. Pour l'instant, on a que quelques poignées d'individus motivés dans les échelons plus locaux. Il faut transformer ces noyaux-là en organisations solides qui vont être capables de bâtir des réseaux viables et solides aussi.

Mme Toguem : Pour ajouter à ce que Maxim a dit, le CLAR travaille avec le RÉPAC, comme je vous le mentionnais. Le RÉPAC est un regroupement en éducation populaire qui est composé à 100 % de la population majoritaire. Ce sont nos alliés, donc nous ne sommes pas en train de travailler juste entre nous, nous ne travaillons pas en îlot, nous travaillons avec les autres communautés, celles aussi qui partagent nos revendications, qui nous accompagnent.

Chaque fois que vous allez voir nos manifestations ou nos différentes activités, vous verrez qu'il n'y a pas que des musulmans et des Noirs. Il y a aussi des latinos. Il y a même des personnes qui sont nées ici et qui ne comprennent même pas ce qu'on est en train d'exprimer. On formule des revendications et on se rend compte que nos concitoyens, nos amis qui sont ici, eux, ne sont même pas au courant que ces choses-là se passaient sur le territoire. Donc, on les conscientise, on les interpelle. On leur demande : « Est-ce que vous saviez que certains citoyens, votre voisine que vous appréciez vit ce type de situation? ». Elles n'ont jamais vécu l'interpellation policière. Elles ne savent pas ce que c'est.

Grâce au CLAR, lorsqu'on soulève ce type de problème sur la table, elles en prennent conscience, elles nous accompagnent, et on pense que cela ouvre le débat et cela permet aux uns et aux autres de se rendre compte qu'on vit tous au Canada, mais qu'on a certaines difficultés que d'autres n'ont pas. Ceux de nos alliés qui ont parfois des positions de privilège n'hésitent pas à souligner cet aspect-là et à nous accompagner régulièrement.

Mme Saidji : Je voulais vous dire qu'on fait du bénévolat et qu'on le fait parce que cela nous tient à cœur. On est bénévole dans d'autres associations qui prônent le vivre-ensemble, comme le Collectif culturel Mondo. C'était sa neuvième édition ici, à

City, bringing together all Quebec City immigrants. When I told my employer that I had been invited to take part, he was unfamiliar with that organization, even though the festival was being held for the ninth time. He knew about the Quebec City summer festival, but not the MondoKarnaval festival. There were Tunisians, Moroccans, and singing. It was a cultural sharing event. There were people who came from Mexico but were now Quebecers who shared their culture. Some people said to me, “Oh dear, we saw women wearing a headscarf dancing.” Can you believe it? Others said that they didn’t know hijab-wearing women were allowed to sing and dance. That’s what coexistence, living together, is all about. It means showing, cultivating, and sharing information, but not disinformation.

[English]

The Chair: Thank you.

Nadège, you said something that struck my interest. You talked about a certain time when you felt the mood change in Quebec. Very briefly, just explain to me when that was, and what do you think brought that mood change in Quebec?

[Translation]

Ms. Toquem: When I spoke about change, I was referring back to the statistics from August and the discussion about the increase in hate crimes here in Quebec City. The statistics are clear, but we at the CLAR can see that there are some positive winds of change. There are two opponents facing one another. On the one hand is the extreme right wing, and the growing number of hate crimes resulting from policies that appear to encourage them. On the other is a great deal of solidarity and a lot of support from the allies that have been mentoring us and showing us what we can do to gain people’s attention, and in particular to raise public awareness.

In my time with the CLAR for just over a year now — I am one of the founding members — I can see that people generally ignore many issues. Our goal is to make people aware, and familiarize the public with those problems. I’m convinced that when you don’t know, you can’t be judged, and it’s impossible to say that part of the population discriminates because they aren’t even aware that it’s discrimination.

So if we had more energy, more funding and more strategic support to raise public awareness and explain our challenges to them, I’m convinced that we would have their support and assistance. We’re not asking for privileges, just the ability to be equal, to live like ordinary people, and be able to develop our full potential. Because when we are discriminated against, when we go about with fear in our hearts, and live without really living, we transmit this fear to our children and we ourselves are

Québec. C’est un festival qui réunit tous les immigrants de Québec. Quand je l’ai annoncé à mon employeur, que je l’ai invité à participer, il ne connaissait pas cet organisme, alors que c’était la neuvième édition de ce festival. Il connaissait le Festival d’été de Québec, mais le festival MondoKarnaval, il ne le connaissait pas. Il y a eu des Tunisiens, des Marocains, de la chanson. C’était un partage de culture. Il y avait des gens qui viennent du Mexique, mais qui sont des Québécois et qui ont partagé leur culture. Des personnes m’ont dit : « Oh là là, on a vu des voilées danser ». Est-ce que vous vous rendez compte? Des gens ont dit : « On a vu des voilées danser, chanter, on ne savait pas qu’elles avaient le droit. » C’est ça, le vivre-ensemble, c’est montrer, cultiver, informer, mais pas désinformer.

[Traduction]

La présidente : Merci.

Nadège, vous avez dit quelque chose qui a piqué mon intérêt. Vous avez parlé du moment où vous avez senti un changement d’atmosphère au Québec. Très brièvement, pourriez-vous me dire à quel moment cela est survenu, et m’expliquer ce qui serait à l’origine de ce changement au Québec?

[Français]

Mme Toquem : Quand j’ai parlé du changement, on va se rappeler des statistiques du mois d’août dernier où on parlait d’une augmentation des crimes haineux ici même, à Québec. Ce sont des statistiques qui sont claires, mais au niveau du CLAR, nous voyons qu’il y a aussi un vent de changement positif. En fait, on vit comme deux forces qui s’affrontent. D’un côté, il y a l’extrême droite, il y a les crimes haineux qui se renforcent, qui vont de l’avant parce que des politiques semblent les encourager. De l’autre côté, on a beaucoup de solidarité, on a beaucoup d’appuis de nos alliés qui nous accompagnent et qui nous montrent ce qu’on peut faire pour être écouté, mais surtout, pour sensibiliser la population.

Depuis que je suis avec le CLAR, depuis plus d’un an — je fais partie des membres fondatrices —, je constate qu’il y a beaucoup de problématiques ignorées par la population. Notre objectif, c’est vraiment de sensibiliser la population, de faire connaître ces problèmes-là. Je suis convaincue que lorsqu’on ne sait pas, on ne peut pas être jugé, on ne peut pas dire : « Non, il y a une partie de la population qui discrimine, non, elle n’est même pas consciente qu’il y a de la discrimination ».

Donc, si on avait plus d’énergie, si on avait plus de fonds, si on avait plus d’appuis stratégiques pour conscientiser la population, pour faire connaître nos défis, je suis convaincue que la population nous appuierait, nous accompagnerait. On ne demande pas des privilèges, on demande juste de pouvoir être égaux, de pouvoir vivre comme monsieur et madame Tout-le-Monde, et de pouvoir développer notre plein potentiel. Parce que lorsqu’on est discriminé, lorsqu’on marche avec la peur dans le

unable to develop our full potential because we are always worried when we ought not to be.

[English]

The Chair: Thank you so much.

I will also take this opportunity to sincerely thank all of you for your testimony. This will help us when we write our report, and your presence here is greatly appreciated.

We now have a one-hour panel with a number of witnesses who have been invited, and I shall take this opportunity to introduce our witnesses. Each witness has been asked to make an opening statement of five minutes. We shall hear from all the witnesses and then turn to questions from the senators.

We have with us, from the Muslim Students Association, the University of Montréal, Yasser Lahlou; from the Muslim Students Association of Laval University, Arroun Arafat Mfochivé, president; and from la Fédération des femmes du Québec, we have Teresa Sagna, administrator. I now invite Yasser to make his presentation.

[Translation]

Yasser Lahlou, Muslim Students Association of the University of Montreal: Honourable members of the standing committee, on behalf of the Muslim Students Association of the University of Montreal, I'd like to thank you for this invitation to share our perspective on Islamophobia.

Our student association represents Muslim students at the University of Montreal and its affiliated schools: HEC Montréal and the École Polytechnique. Our mission is the advancement of Muslim students on campus by means of a variety of initiatives to promote education, humanitarianism and social engagement.

As you know, we are gathered here in a city where six Muslims were brutally assassinated in 2017 simply because they were exercising a fundamental right in Canada, freedom of religion. Because of this tragedy, historic Quebec City has once again earned an entry in our country's history, but in an unfortunate way that will forever leave a bitter taste in the minds of all Canadian Muslims and all people who defend the fundamental freedoms of our country.

Islamophobia is anything but a phenomenon specific to Quebec, even though the province's relationship with Muslims is as special as it is worrisome. I will of course come back to this point later in my presentation. At the national level, extreme outbursts of anti-Muslim hate have also resulted in deaths. There

ventre, lorsqu'on vit sans vivre, on transmet cette peur à nos enfants, et nous-mêmes, on n'est pas capable de développer notre plein potentiel parce qu'on est tout le temps inquiet alors qu'on ne devrait pas l'être.

[Traduction]

La présidente : Merci beaucoup.

J'en profite pour vous remercier tous sincèrement pour votre témoignage. Vos présentations nous aideront à rédiger le rapport, et nous vous sommes très reconnaissants d'être parmi nous aujourd'hui.

Nous allons maintenant amorcer les présentations des témoins que nous avons invités. Je vais d'ailleurs vous les présenter. Chaque témoin devra prononcer une déclaration liminaire de cinq minutes. Nous entendrons tous les témoins, puis nous passerons à la période de questions des sénateurs.

Nous accueillons Yasser Lahlou, membre de l'Association des étudiants musulmans de l'Université de Montréal; Arroun Arafat Mfochivé, président de l'Association des étudiants musulmans de l'Université Laval; Teresa Sagna, membre du conseil d'administration de la Fédération des femmes du Québec. J'invite à présent Yasser à faire sa présentation.

[Français]

Yasser Lahlou, Association des étudiant(e)s musulman(e)s de l'Université de Montréal : Honorables membres du comité permanent, au nom de l'Association des étudiants musulmans de l'Université de Montréal, je vous remercie pour cette invitation qui me permettra de partager notre perspective sur l'islamophobie.

L'AEMUDM est une association étudiante qui rassemble les étudiants musulmans de l'Université de Montréal ainsi que des écoles affiliées : HEC Montréal et Polytechnique. Notre mission est l'épanouissement des étudiants musulmans du campus à travers différentes initiatives servant à promouvoir l'éducation, l'humanitaire et l'engagement social.

Comme vous le savez, nous sommes aujourd'hui rassemblés dans une ville dans laquelle ont été cruellement assassinés six musulmans en 2017 alors qu'ils exerçaient tout simplement un droit fondamental que le Canada accorde, soit celui de la liberté de culte. Avec cette tragédie, la ville historique de Québec s'est inscrite un peu plus dans l'histoire de notre pays, mais malheureusement, la raison laissera éternellement un goût amer à tous les musulmans canadiens ainsi qu'aux défenseurs des libertés fondamentales de notre nation.

L'islamophobie est tout sauf un phénomène propre au Québec. Même si cette province a une relation aussi particulière qu'inquiétante avec sa population musulmane. Je reviendrai évidemment sur ce point un peu plus tard dans mon allocution. À l'échelle nationale, les manifestations les plus extrêmes de la

were, for example, the attack in London, Ontario, and at the International Muslims Organization, the IMO, in Toronto. According to the National Council of Canadian Muslims, Canada stands out from the other G7 countries in having the highest number of Islamophobic killings in recent years.

Now that the facts have been established, I would like to address what is commonly called the “Quebec exception.” Although it would be inaccurate to deny the distinctiveness of Quebec in relation to the rest of Canada, this expression is often synonymous with the legitimization of systemic discrimination, for which Bill 21 is the standard-bearer. As a student association, we associate every day with Muslim women who have willingly decided to wear the headscarf, but who are as a result denied access to certain events because of their decision. These are young women, mothers and sisters who want nothing more than to have the freedom to wear what they want. Their struggle to wear a headscarf is identical to the battle being fought by Iranian women for the right not to wear one. We in our student association believe that no one should be able to tell women what they can wear or not wear.

Apart from this secular legislation, which we sincerely hope will be repealed as soon as possible, we have also noticed the Islamophobic rhetoric adopted by some politicians and broadcast by some media without context, criticism or commentary. The current premier of Quebec, François Legault, has been making a lot of controversial statements, such as denying the existence of Islamophobia in the province, refusing to acknowledge systemic racism, and the recent and very clumsy association made between immigration and crime.

Better informed people might point to the fact that Mr. Legault was careful to tone down his comments after receiving criticism, but it was simply too late, and the harm had already been done. The premier is only the best known among the politicians who are exploiting Islam, Muslims and immigrants. It's a form of rhetoric that is extremely harmful to a sense of belonging within the Muslim community and to national cohesiveness. By marginalizing part of the population and creating a form of second-class citizenship, the social divide becomes more than a threat, and rather a reality that contributes to radicalization and cultural withdrawal among modern Muslims and non-Muslims alike.

Today, we are sad to have to report that Quebec, more specifically, has been following in the footsteps of France in its treatment of the Muslim minority. However, my student association and I remain optimistic for the future, on condition that something is done. Here are five recommendations our society ought to adopt, and which we think could preserve the rights granted under federal and provincial charters of rights and freedoms.

haine antimusulmane ont aussi résulté par des morts. On peut notamment citer l'attaque à London, Ontario, et à celle à l'International Muslims Organization, ou l'IMO, à Toronto. Selon le Conseil national des musulmans canadiens, le Canada se distingue des autres pays du G-7 en étant le leader en matière d'assassinats islamophobes dans les dernières années.

Maintenant que les faits sont établis, je souhaite me pencher sur ce qu'appelle communément l'« exception québécoise ». Bien qu'il serait imprécis de nier la spécificité du Québec par rapport au reste du Canada, cette expression est souvent synonyme d'une légitimation de la discrimination systémique, dont la loi 21 est l'étendard. En tant qu'association étudiante, nous côtoyons quotidiennement des femmes musulmanes ayant décidé de leur plein gré de se vêtir d'un voile, mais qui se voient refuser l'accès à certaines fonctions à cause de leur choix. Celles-ci sont des filles, des mères et des sœurs qui ne demandent que de jouir de la liberté de porter ce qu'elles souhaitent. Leur combat pour porter le voile est identique à celui des femmes iraniennes qui se sont battues pour le droit de l'enlever. Nous pensons au sein de l'AEMUDM que personne ne devrait intervenir auprès d'une femme pour lui imposer un quelconque habit ni pour le lui retirer.

Outre cette législation laïciste, que nous espérons de tout cœur voir invalidée dès que possible, nous observons aussi une rhétorique islamophobe adoptée par une partie de la classe politique et relayée par certains médias sans le moindre correctif, critique ou ajout de nuance. Le premier ministre actuel du Québec, François Legault, accumule les déclarations controversées, comme la négation de l'existence de l'islamophobie dans la province, le refus de la reconnaissance du racisme systémique et la récente et très maladroite association entre l'immigration et la criminalité.

Les plus informés pourraient souligner que M. Legault a pris le soin de recadrer ses propos après les critiques, mais il était tout simplement trop tard; le mal était déjà fait. Le premier ministre est seulement le plus connu des politiciens qui instrumentalisent l'islam, les musulmans et les immigrants. Cette rhétorique est extrêmement nuisible au sentiment d'appartenance de la communauté musulmane et à la cohésion nationale. En effet, en marginalisant une partie de la population, en créant une citoyenneté de seconde classe, la fracture sociale n'est plus une menace, mais devient une réalité qui contribue à la radicalisation et au repli identitaire autant chez les musulmans que chez les non-musulmans.

Nous avons aujourd'hui le regret de constater que le Québec, plus particulièrement, marche sur les pas de la France vis-à-vis de son traitement de la minorité musulmane. Cependant, mon association étudiante et moi demeurons optimistes pour l'avenir, et ce, à condition d'agir. Voici cinq recommandations à adopter par notre société et que nous pensons pouvoir faire en sorte de garantir les droits octroyés par les chartes des droits et libertés fédérales et provinciales.

To begin with, the Act respecting the laicity of the State, Bill 21, should be repealed.

Second, secondary school, college and university teaching institutions should provide spiritual spaces as a way of normalizing the plurality of religions in society.

Third, there ought to be a code of conduct during elections that would sanction any hate speech or any exploitation of Islam and Muslims, and other marginalized groups.

Fourth, a program should be introduced to facilitate the installation of security infrastructures in mosques and community organizations.

Fifth, local authorities should be pressured to introduce response units specialized in hate crimes that are trained specifically to provide assistance to victims.

I would be happy to answer any questions that committee members may have. Thank you.

[English]

The Chair: Thank you very much. Now I will turn to Arroun Arafat.

[Translation]

Arroun Arafat Mfochivé Badiane, président, Muslim Students Association of Laval University: Senators, ladies and gentlemen, honourable members and guests, fear, mistrust, and a dominant language cause closed-mindedness at the expense of openness. What is this fear based on? Prejudices, stereotypes, a narrow and binary vision in which there is a “me” and an “I” opposed to a “you,” and a “we” against a “you.” It is a system and an individual that develop mechanisms to defend themselves and remain secure. That’s the spiral of Islamophobia, which the Ontario Human Rights Commission defines as, “racism, stereotypes, prejudice and fear or acts of hostility directed at people who are Muslim or who are followers of Islam.”

Islamophobes perceive Islam to be a security threat. That’s the definition provided by the Ontario Human Rights Commission. That being the case, what do they do? They develop mechanisms for hatred, contempt, attacks and sometimes violence to assuage their personal desires. It is certainly this hate and contempt that put Islam in second place as one of the religious groups most targeted by hate, according to data published by Statistics Canada on March 17, 2022.

Premièrement, il faudrait abroger la Loi sur la laïcité de l’État, la loi 21.

Deuxièmement, les institutions d’enseignement secondaire, collégial et universitaire devraient offrir des espaces dédiés à la spiritualité pour normaliser la pluralité du phénomène religieux dans la société.

Troisièmement, il faudrait faire adopter un code de conduite en période électorale qui viendrait sanctionner tout discours haineux ou instrumentalisant autant l’islam et les musulmans que les autres groupes marginalisés.

Quatrièmement, il faudrait mettre en place un programme facilitant l’installation d’infrastructures de sécurité dans les mosquées et organismes communautaires.

Cinquièmement, il faudrait intervenir auprès des autorités locales pour qu’elles introduisent des unités d’intervention spécialisées dans les crimes haineux et formées spécifiquement pour fournir un accompagnement aux victimes.

Je demeure à la disposition du comité pour répondre aux éventuelles questions. Merci.

[Traduction]

La présidente : Merci beaucoup. Je cède maintenant la parole à Arroun Arafat.

[Français]

Arroun Arafat Mfochivé Badiane, président, Association des étudiants musulmans de l’Université Laval : Mesdames les sénatrices, mesdames et messieurs, honorables membres et honorables invités, la peur, la méfiance, le langage de la supériorité créent la fermeture au détriment de l’ouverture. Sur quels éléments se fonde cette peur? Des préjugés, des stéréotypes, une vision toujours binaire et étriquée où il y a un « moi », un « je » qui s’oppose à un « toi », un « tu »; un « nous » face à un « vous ». Un système, un individu qui développent des mécanismes pour garantir sa défense, pour garantir sa sécurité. Voilà l’engrenage de l’islamophobie, que la Commission ontarienne des droits de la personne définit comme « le racisme, les stéréotypes, les préjugés, la peur et les actes d’hostilité dirigés contre des personnes musulmanes précises ou les adhérents à l’islam en général ».

L’islamophobe voit en l’islam une menace pour la sécurité. Ça, c’est la définition que nous donne la Commission ontarienne des droits de la personne. Ainsi, face à cette situation, qu’est-ce qu’il fait? Il développe des mécanismes de haine, de mépris, d’attaque et parfois de violence pour assouvir ses désirs personnels. C’est certainement ce sentiment de haine et de mépris qui classe l’islam en deuxième position comme l’un des groupes religieux les plus visés par la haine selon les données publiées par Statistique Canada le 17 mars 2022.

It's this denial of other people who should not be able to exist, think, reflect and live in the way Islamophobes would like, or in their image. That's probably what led to the shooting at the door of the mosque in Scarborough on April 16, 2022; the attack on the Afzaal family by a truck driver; the death of a volunteer guard stabbed and killed in Toronto on September 13, 2020; and, closer to home, the hateful terrorist attack on the Quebec City mosque, which left six dead bodies in the square and five wounded, not to mention an entire community now living in terror, disarray and fear.

That's no doubt what led a man who, having failed to scam me in an online purchase called me a couscous eater, a "rotten race," a "bloody monkey," and, to top it all off, "Bin Laden." The list of acts like these that break up lives is lengthy and I couldn't possibly read it all here. The evil is certainly there; it continues to create victims who, when they don't die a certain death, are physically or psychologically harmed.

In that kind of climate, solutions might be at hand. A deconstruction of prejudices and stereotypes is urgently needed. At this stage, everyone has a role to play: states, the media, government and non-government organizations, and also communities. We would do well to consider human, social and cultural relationships not as power relationships, and submission, but as relationships of being receptive to others in order to put an end to the hardening of positions and the violence that is never far off. Listening to one another even if we are on different sides, and respecting one another even if we disagree, would stop the spread of violence. Accepting difference is not a flaw, but something to cherish. And to conclude, I'd like us all to think about the comment below from a French psychotherapist:

There's a lot more intelligence in two hearts trying to understand one another than in two minds trying to win an argument.

Thank you.

[English]

The Chair: Thank you. Ms. Sagna, the floor is yours.

[Translation]

Thérèse Sagna, Board Member, Fédération des femmes du Québec: Good day, honourable senators, and thank you for having invited us to discuss an issue that has been of great concern to us for many years now, an issue that affects Muslim women in particular and which is not discussed much in public: Islamophobia.

C'est ce déni de l'autre qui ne devrait exister, penser, réfléchir et vivre que comme le voudrait l'islamophobe ou à son image. C'est probablement ce qui a été à l'origine de la fusillade à la sortie de la mosquée de Scarborough, le 16 avril 2022; de l'attaque de la famille Afzaal par un conducteur de camion; du décès de ce gardien bénévole qui a été poignardé et tué dans la ville de Toronto le 13 septembre 2020; plus proche de nous, de cet attentat haineux et terroriste à la mosquée de Québec, qui a laissé six corps sans vie sur le carreau et cinq blessés, sans oublier toute une communauté qui vit désormais dans l'effroi, le désarroi et la peur.

C'est certainement ce qui a poussé ce monsieur qui, n'ayant pas réussi à m'arnaquer lors d'un achat en ligne, m'a traité de mangeur de couscous, de « race de pourriture », de « criss de singe », et pour finir, de « Ben Laden ». La liste de ces actes qui brisent des vies est longue et ne pourrait être exposée ici. Oui, le mal, il est là; il continue de faire des victimes qui, lorsqu'elles ne meurent pas d'une mort certaine, sont atteintes physiquement ou psychologiquement.

Dans un tel climat, des solutions peuvent être proposées. Une déconstruction des préjugés et des stéréotypes est urgente. À ce stade, chacun a sa partition à jouer : les États, les médias, les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, mais aussi les communautés. L'on gagnerait désormais à considérer les rapports humains, sociaux et culturels non pas comme des rapports de force, de soumission, mais comme des rapports d'écoute afin de sortir de cette cristallisation et de la violence qui n'est toujours pas loin. S'écouter même si l'on n'est pas du même bord, se respecter même si nous sommes en désaccord, éviteraient l'enlisement de la violence. Accepter la différence, car elle n'est pas une tare, mais une richesse. Et pour finir, permettez-moi que nous puissions méditer ensemble sur ces propos de ce psychothérapeute français qui disait ce qui suit :

Il y a beaucoup plus d'intelligence dans deux cœurs qui essaient de se comprendre que dans deux intelligences qui essaient d'avoir raison.

Je vous remercie.

[Traduction]

La présidente : Merci. Madame Sagna, la parole est à vous.

[Français]

Thérèse Sagna, membre du conseil d'administration, Fédération des femmes du Québec : Honorables sénatrices et sénateur, bonjour, et merci de nous avoir invités à discuter d'un enjeu qui nous préoccupe depuis plusieurs années, un enjeu qui affecte particulièrement les femmes musulmanes et qui est peu discuté dans l'espace public : l'islamophobie.

At the Fédération des femmes du Québec, we work on transforming social relationships between the sexes and on eliminating dominance relationships from every sphere of life. Accordingly, we condemned Bill 21, An Act respecting the laicity of the State, from the very outset. We condemned this act not because we are against secularism, but because we are afraid of the impact this act will have on Muslim women. We are afraid that this act is having a material impact not only by restricting freedom of expression, freedom of religion and the right of Muslim women to work, but also increasing Islamophobia in Quebec.

A recent study published by the Association for Canadian Studies in partnership with the Leger company, shows that our fears were well founded, that Bill 21 is another striking example of systemic racism in Quebec and that this legislation, which had been presented to us as a tool to make women and men more equal, has in fact discriminated against some women and generated hate against them.

We were therefore not surprised when we saw the dramatic figures from the previous study, which showed that 73% of Muslim women have not felt as safe in public since the passage of Bill 21; 57% of Muslim women indicated a significant reluctance to express themselves freely in public; 80% of Muslim women lost hope for the future of their children in Quebec; more than 66% of Muslim women in Quebec were subjected to hate and other incidents. These figures are alarming and everyone should know about them; 73% of Muslim women no longer felt safe in Quebec and this feeling of insecurity is well-founded, because 66% of Muslim women have experienced hate crimes. Nothing more needs to be demonstrated: Bill 21 is discriminatory and its impact has been to increase Islamophobia in Quebec.

I'd like to emphasize an important point: Women are much more affected by acts of violence and Islamophobia, particularly if they wear religious symbols and if they were not born in Canada. It is therefore essential to study Islamophobia with an intersectional approach if we are to acquire a better understanding of all the factors involved in this form of intolerance. At the Fédération des femmes du Québec, we focus in particular on Muslim women who wear the hijab or niqab, and on everyone who might find themselves extremely vulnerable because of this discriminatory legislation.

We are thinking about all those women who lost their job or career opportunities and are now living in uncertainty with respect to the future. We are thinking of all those women who, in addition to being discriminated against by Bill 21, see their vulnerability increasing because of the reform of Bill 101. We are thinking about all those who experience violence in their everyday lives because they are Muslim women, and we are

À la Fédération des femmes du Québec, nous travaillons à la transformation des rapports sociaux entre les sexes et l'élimination des rapports de domination dans toutes les sphères de la vie. Nous avons donc dénoncé la loi 21, Loi sur la laïcité de l'État, dès ses tout débuts. Nous avons dénoncé cette loi, non pas parce que nous sommes contre la laïcité, mais parce que nous craignons les impacts de cette loi sur les femmes musulmanes. Nous craignons que cette loi ait des effets matériels non seulement en brimant la liberté d'expression, la liberté de religion et le droit de travailler des femmes musulmanes, mais également en augmentant l'islamophobie au Québec.

Une récente étude publiée par l'Association d'études canadiennes, en collaboration avec la firme Léger, nous montre que nos craintes étaient fondées, que la loi 21 est un autre exemple frappant de racisme systémique au Québec et que cette législation, qui nous avait été présentée comme un outil permettant de renforcer l'égalité entre les femmes et les hommes, a en fait pour effet de discriminer certaines femmes et d'alimenter la haine envers celles-ci.

C'est donc sans surprise que nous avons pris connaissance des chiffres percutants qui émanent de l'étude précitée : 73 % des femmes musulmanes se sentent moins en sécurité dans l'espace public depuis la promulgation de la loi 21; 57 % des femmes musulmanes démontrent une détérioration importante de s'exprimer librement en public; 80 % des femmes musulmanes ont perdu espoir pour l'avenir de leurs enfants au Québec; plus de 66 % des femmes musulmanes au Québec ont vécu des incidents et crimes haineux. Ces chiffres sont alarmants et devraient être connus par l'ensemble de la population; 73 % des femmes musulmanes ne se sentent plus en sécurité au Québec, et ce sentiment d'insécurité est fondé puisque 66 % des femmes musulmanes ont vécu des crimes haineux. La démonstration n'est plus à faire : la loi 21 est discriminatoire et elle a eu pour impact d'augmenter l'islamophobie au Québec.

Je me permets d'insister sur l'élément important : les femmes sont nettement plus touchées par les actes de violence et par l'islamophobie, et ce, particulièrement si elles portent des signes religieux et si elles ne sont pas nées au Canada. Il est donc essentiel d'étudier l'islamophobie en utilisant une approche intersectionnelle afin de mieux comprendre les tenants et aboutissants de cette forme d'intolérance. À la Fédération des femmes du Québec, nous pensons particulièrement aux femmes musulmanes qui portent le hijab ou le niqab, à toutes les personnes que l'on maintient dans des situations d'extrême vulnérabilité à cause de cette loi discriminatoire.

Nous pensons à toutes celles qui ont perdu leur emploi ou l'opportunité de carrière et qui vivent maintenant dans l'incertitude face au futur. Nous pensons à toutes celles qui, en plus d'être discriminées par la loi 21, voient leurs conditions se vulnérabiliser davantage à cause de la réforme de la loi 101. Nous pensons à toutes celles qui vivent des violences dans leur quotidien parce qu'elles sont femmes et musulmanes, et nous

angry because the government still refuses to acknowledge the existence of systemic racism or to take the steps required to counter it. We are angry because we live in a country that claims to be an egalitarian, but which introduces blatantly discriminatory acts that attack women who have become disadvantaged because of a system that has forgotten them, isolated them and left them vulnerable to violence and injustice.

We have a collective responsibility, and that is to make sure that unjust laws do not keep people in extremely vulnerable circumstances, and that ensure everyone is safe and shown respect here. We therefore would ask you to do everything in your power to condemn systematic racism and discriminatory legislation. That's what we, at the Fédération des femmes du Québec, intend to continue doing. Thank you for hearing us out.

[English]

The Chair: Thank you very much for your testimony. I turn to the senators for questions.

[Translation]

Senator Gerba: Thank you very much, Madam Chair, and to you the witnesses as well; we are very grateful to have had you here today, and your testimony and presentations are much appreciated.

My initial question is for Mr. Arroun and Mr. Yasser. What do you, who are in a student setting, think could be done for education to address the problem of Islamophobia that we have been experiencing in Canada, and in Quebec in particular?

Mr. Lahlou: Thank you, senator, for your question — it's a very good one. In my humble opinion, I think that education has a degree of power, and that it can counteract certain forms of societal rhetoric. Education must remain free of any political impact or influence. It has to be the most objective possible way of presenting information that is accurate. That's how I see it, and also as a way of making those students who will be building Canada in the future aware of the current realities and the possible Islamophobic threats hovering over our society.

So I would like to repeat that there are two ways of addressing the problem: to provide information that is accurate, and to make students aware of the hazards ahead. Thank you.

Senator Gerba: Thank you.

Mr. Badiane: Thank you, senator. As I was saying in my address, and it deserves to be repeated, is that in order to reduce the tension, one or two buttons would have to be pushed. The first is communication: telling people what Islam is. I know that may appear utopian or unrealistic; Islamophobes, based on the

rageons parce que le gouvernement refuse toujours de reconnaître l'existence du racisme systémique et de prendre des moyens pour le contrer. Nous rageons parce que nous vivons dans un pays qui prétend être égalitaire, mais qui met en place des lois ouvertement discriminatoires, qui laisse tomber des femmes précarisées par un système qui les oublie, les isole et les vulnérabilise face à la violence et à l'injustice.

Nous avons une responsabilité collective, qui est celle de nous assurer que les lois injustes ne maintiennent pas des individus dans des situations d'extrême vulnérabilité, de nous assurer que toutes et tous sont en sécurité et respectés sur notre territoire. Nous vous invitons donc à faire tout en votre pouvoir pour dénoncer le racisme systémique et les lois discriminatoires. À la Fédération des femmes du Québec, c'est ce que nous avons l'intention de continuer à faire. Merci de votre écoute.

[Traduction]

La présidente : Merci beaucoup pour votre témoignage. Nous allons passer aux questions des sénateurs.

[Français]

La sénatrice Gerba : Merci beaucoup, madame la présidente, même à vous, les témoins; c'est vraiment très apprécié de vous avoir ici aujourd'hui, et vos témoignages, vos présentations sont très appréciés.

Ma question va d'abord à MM. Arroun et Yasser. Vous qui êtes dans le milieu étudiant, étudiantin, comment pensez-vous qu'on pourrait amener l'éducation à contrer ce problème d'islamophobie que nous vivons, au Canada, et au Québec en particulier?

M. Lahlou : Merci pour votre question, sénatrice — c'est une très bonne question, d'ailleurs. À mon humble avis, je pense que l'éducation a un certain pouvoir, qu'elle permet d'agir comme un contre-pouvoir de certaines rhétoriques qu'on trouve dans notre société. L'éducation doit rester exempte de toute incidence ou influence politique. Elle doit être la plus objective possible pour présenter les vraies informations. C'est ainsi que je la vois, mais aussi pour sensibiliser, d'un autre côté, les étudiants qui formeront le Canada de demain à la réalité actuelle et aux éventuelles menaces qui guettent notre société par rapport à l'islamophobie.

Donc, je répète, il y a deux façons de régler ce problème : donner une information telle qu'elle est, et sensibiliser les étudiants par rapport aux dangers qui nous guettent. Merci.

La sénatrice Gerba : Merci.

M. Badiane : Merci, madame la sénatrice. Comme je le disais dans mes propos, ce qu'il convient de relever, c'est que, pour que l'atmosphère soit détendue, il faudrait appuyer sur un ou deux leviers. Le premier levier, c'est la communication : dire aux gens ce qu'est l'islam. Je sais que ça peut paraître utopique ou

evidence, rely on things that are not true. For Islamophobes, a Muslim is someone who commits violent acts, and that's all they know. Muslims disparage women, and as a result of that a form of contempt and hatred arises. So if we educate people and tell them about what the situation really is and that a lot of what they are hearing about Islam is not true, then perhaps the setting or the atmosphere might become less strained and enable people to understand that Muslims are anything but a threat.

It's true that a falling tree makes more noise than a growing forest. We will no doubt see some things related to Islam that will be taken as typical, and I truly believe that if we were able to deconstruct this image, it could relax the atmosphere, reassure those who glare at Muslims as if they might do them harm.

So I nevertheless believe that we can press those buttons, if only to tone down the atmosphere and let people on both sides feel more reassured about each other. Thank you.

Senator Gerba: Thank you. In your work for your associations, have you attempted this kind of educational approach with people who are unaware, and know nothing about Islam? Can you suggest any approaches that could help people understand?

Mr. Badiane: Thank you. It's important to point out that we are fortunate to be attending university. It gives us the opportunity to practise our faith on campus because there are two places of worship. One on Friday and another for daily prayer. So I don't think the problem lies there.

To answer your question, what we usually do is organize lectures and discussions to which we often invite people who are not Muslim, not to convince them to adopt Islam, but to explain to them what Islam is, as I was saying, to deconstruct what's being said here and there which is not really part of Islam. So there are generally discussions with people who are not Muslim, and we try to speak with them about things such as what they are afraid of, what they have heard said about Islam that might not be true, or other related topics.

Senator Gerba: Thank you.

[English]

Senator Oh: Thank you, witnesses, for being here. Our committee plans to write a report to bring more attention to this issue and make recommendations to the government. What do you have in your mind as the most important thing that will help

irréaliste; l'islamophobie, selon ce qu'on observe, c'est quelqu'un qui s'appuie sur des choses qui ne sont pas vraies. Le musulman, c'est celui qui fait, qui pose des actes violents, c'est ce qu'il retient. Le musulman, c'est celui qui dévalorise la femme, et à partir de là, il y a un sentiment de mépris, de haine qui s'installe. Alors que si on éduque les gens à leur dire vraiment ce qui se passe et qu'il n'en est rien de tout ce qui est dit à propos de l'islam, peut-être que ça détendrait au moins l'environnement ou l'atmosphère, et ça permettrait aux gens de comprendre que le musulman est loin d'être une menace.

C'est vrai, un arbre qui tombe fait plus de bruit qu'une forêt qui pousse. On va voir des actes qui sont en marge de l'islam qui sont généralement pris pour des modèles, et je crois vraiment que si on parvenait à déconstruire cette image, ça pourrait détendre l'atmosphère, rassurer ceux qui regardent les musulmans en chien de faïence, ou bien qui regardent les musulmans comme si c'étaient des personnes susceptibles de leur faire du mal.

Donc, je crois quand même qu'on peut appuyer sur ces leviers-là ne serait-ce que pour détendre l'atmosphère et permettre que les gens puissent être sûrs de part et d'autre. Je vous remercie.

La sénatrice Gerba : Merci. Est-ce que, vous, dans le cadre de vos associations, avez eu à entamer ce genre d'approche éducative auprès des gens qui ne sont pas au courant, qui sont ignorants de l'islam? Est-ce que vous avez des approches de ce genre pour aider un peu les gens à comprendre?

M. Badiane : Je vous remercie. Ce qu'il convient de préciser, c'est qu'on a cette chance d'être à l'université. L'université nous donne la possibilité de pratiquer nos activités au sein du campus parce qu'on a deux lieux de culte : un lieu de culte pour le vendredi, et un lieu de culte pour les prières quotidiennes. Donc, à ce niveau, je crois que le problème, il ne se pose pas.

Par rapport à votre question, ce qu'on fait, c'est qu'on organise généralement des conférences, on organise des causeries où on a l'habitude d'inviter des personnes qui ne sont pas musulmanes, pas pour les convaincre d'adhérer à l'islam, mais pour leur présenter ce qu'est l'islam, comme je le disais, pour déconstruire ce qui se dit ou ce qu'on entend de part et d'autre qui ne fait pas partie de l'islam. Donc, on passe généralement par des échanges avec des personnes qui ne sont pas musulmanes, et on essaie d'en parler avec eux : quelles sont leurs craintes, qu'est-ce qu'elles entendent dire à propos de l'islam et qui peuvent ne pas être vraies, ou quelque chose de ce genre-là.

La sénatrice Gerba : Merci.

[Traduction]

Le sénateur Oh : Je remercie les témoins d'être parmi nous aujourd'hui. Le comité compte rédiger un rapport pour attirer plus d'attention sur cet enjeu et formuler des recommandations au gouvernement. Dans votre esprit, quelle serait la chose qui

people understand the Muslim community and help to solve Islamophobia?

[*Translation*]

Mr. Lahlou: Thank you, Senator Oh, for your question. I'll do my best to answer it. It's a very good question, but also one that is very complex. I don't think that there's only one recommendation I could make. There are several, and I made five, but you're asking me to choose and decide which is the main one.

I think that right now, the most harm is being caused by legislation like Bill 21, which has been very very popular in some circles in Quebec in particular, and it's Quebec Muslims who are taking the hit, and particularly Muslim women. So if I had to prioritize my recommendations, that would be number one, but of course normalizing the Muslim presence in Canada is important. Muslims are Canadians who want to be Canadians, and unfortunately there are not more of them — but since they are more attached to their country of origin, because Islam resulted from immigration, Muslims want to be Canadian and feel Canadian. Thank you.

Mr. Badiane: What I could add to what Yasser is saying is that beyond the education I was talking about earlier, perhaps following education, it would be possible to move to a higher level: legislation. Because if we educate people about Islam, then afterwards there would have to be legislation that sanctions behaviour that goes against the ability to live in harmony. And I say to myself that at that stage, perhaps the Senate — I may be wrong — could do something like that. They could be educated about what it means to live in harmony, living in diversity, living with people who may not be like us and who are not — who don't even have the same culture as us, but afterwards when we press the second button, by which I mean legislation, it would be possible to pass legislation that protects these minorities and keeps them safe.

Ms. Sagna: I'm going to add something. I believe that students are a good thing, but it's also important for senior leaders to know more. They need to be taught first because they don't know, and when we go abroad and recruit people, the most important thing is money. So they are the first people who really need to be educated, and when we get closer to the base, they know who they're dealing with. Education, awareness — I don't know. It's more intelligent to ask the question in order to know what it means. So we need education. Unfortunately, we don't live in a country that is familiar with all of its history, but it's important to know it, and when someone like me arrives from a Muslim country — I may be Catholic, but I know what the Muslim religion is all about.

aiderait le plus la population à comprendre la communauté musulmane et à éradiquer l'islamophobie?

[*Français*]

M. Lahlou : Merci, sénateur Oh, pour votre question. Donc, humblement, je vais essayer d'y répondre. C'est une très bonne question qui est aussi très complexe; je ne pense pas qu'il y a juste une recommandation à faire. Il y en a plusieurs, j'en ai fait cinq, mais vous me demandez de choisir, vous nous demandez de choisir la principale.

Je pense qu'en ce moment, ce qui fait le plus de dégât, ce sont les lois comme la loi 21, qui sont très, très, très populaires dans certains milieux, au Québec plus particulièrement, et ce sont les Québécois musulmans qui en souffrent, et plus particulièrement les musulmanes. Donc, si j'avais à faire une hiérarchie des recommandations, c'est la première que je ferais, mais bien sûr, il faudrait normaliser la présence musulmane au Canada. Les musulmans sont Canadiens, ils le veulent, ils ne sont pas malheureusement plus — mais puisqu'ils sont plus attachés à leur pays d'origine, parce que l'islam est venu de l'immigration, les musulmans veulent être Canadiens et se sentir Canadiens. Je vous remercie.

M. Badiane : Ce que je pourrais ajouter par rapport à ce que Yasser est en train de dire, c'est qu'au-delà de l'éducation dont je parlais tantôt, peut-être qu'après l'éducation, il faudrait passer à un palier supérieur : la législation. Parce que si on éduque des gens par rapport à ce qu'est l'islam, il faudrait que, par la suite, qu'il y ait des lois qui sanctionnent des actes qui vont à l'encontre du vivre-ensemble. Et je me dis qu'à ce stade, peut-être que le Sénat — ou je peux me tromper — peut agir dans ce sens-là. On peut les éduquer à ce qu'est le vivre-ensemble, le vécu dans la diversité, le vécu avec des gens qui peuvent ne pas être comme nous, qui ne sont pas — qui n'ont pas la même culture que nous, mais par la suite quand on agit sur le deuxième levier, qui est la législation, on peut voter des lois qui protègent ces minorités et qui leur permettent d'être en sécurité.

Mme Sagna : Je vais ajouter quelque chose. Je trouve que oui, c'est bon, les étudiants, mais c'est important aussi pour les leaders qui sont en haut d'en connaître plus. Il faut leur enseigner d'abord à eux — ils ne connaissent pas —, et quand on va à l'étranger recruter des gens, il y a l'argent qui passe avant tout. Donc, ce sont les premières personnes qui doivent vraiment être éduquées, et quand ça vient de la base, en bas, ils savent à qui ils ont affaire. La conscientisation, la sensibilisation — je ne sais pas. C'est plus intelligent de poser la question pour savoir qu'est-ce que ça veut dire, ça. Donc, on a besoin d'enseignement. Malheureusement, on n'est pas dans un pays qui connaît toute son histoire, mais il est important de la connaître, et quand on arrive comme moi d'un pays où c'est musulman — je suis catholique, mais je sais c'est quoi la religion musulmane.

So people's lack of understanding, along with journalists who at all costs want to have a story to tell and report things, everybody needs to be educated and it should be happening everywhere, including on television, and not just behind closed doors. It needs to be spelled out, and we must not be afraid of telling the truth. That then is why we are really asking that these recommendations — which the leaders should take the time to learn and understand, in order to be able to take action through legislation as well. Thank you.

[English]

Senator Oh: One more question?

The Chair: Sure.

Senator Oh: All of you are well educated. What do you think of freedom of expression, especially the press? With freedom of speech in Canada, you can say whatever you want. There are two standards of freedom of speech, so can you tell us your take on freedom of speech?

[Translation]

Mr. Lahlou: It is in fact true that Canada gives us the right of freedom of expression. I also thank you for your question, and I'm sorry. Freedom of expression is a fundamental right, but not an absolute right. It needs to be limited to exclude anything pertaining to incitement to hate and which causes prejudice to anyone.

That's my understanding of freedom of expression in Canada.

Mr. Badiane: I'm sorry. What I might add to what Yasser was saying is that it's true, there is some freedom of expression, but what needs to be taken into consideration is the fact that if this freedom threatens community living, then that's perhaps when action is required. Because freedom of expression may run counter to the goal of living in community, living in states, I nevertheless believe that here, an attempt can be made to see how it might be possible to keep everyone happy without harming one party at the expense of the other.

Ms. Sagna: And I would add that this freedom of expression is that got us to where we are today — here, sitting down and speaking to you. So that's something too. Thank you.

[English]

Senator Oh: Thank you.

The Chair: Mrs. Sagna, you raised a very important point, which we, on this committee, learned a long time ago when we did a study on cyberbullying, which is to educate the educators.

Donc, la méconnaissance des gens, les journalistes qui veulent à tout prix avoir quelque chose à raconter, rapporter des choses — tout le monde doit être éduqué, et ça doit apparaître partout, à la télévision, pas juste en huis clos. Ça doit être nommé, on ne doit pas avoir peur de dire la vérité. Donc, c'est pour cela que nous vous demandons vraiment que ces recommandations — que les leaders prennent le temps d'apprendre, de comprendre pour pouvoir répondre et pouvoir agir par des actes aussi. Merci.

[Traduction]

Le sénateur Oh : Pourrais-je poser une autre question?

La présidente : Bien sûr.

Le sénateur Oh : Vous avez tous une formation universitaire. Que pensez-vous de la liberté d'expression, notamment la liberté de presse? La liberté d'expression au Canada nous permet de dire tout ce que nous voulons. La liberté d'expression répond au principe des deux poids deux mesures. Pouvez-vous nous dire quelle est votre position là-dessus?

[Français]

M. Lahlou : Donc, c'est vrai que le Canada nous donne ce droit-là, la liberté d'expression. Je vous remercie d'ailleurs pour votre question, je suis désolé. La liberté d'expression est un droit fondamental, mais c'est un droit qui n'est pas absolu. Il doit être limité par tout ce qui est incitation à la haine et tout ce qui porte préjudice à quiconque.

Donc, telle est ma compréhension de la liberté d'expression au Canada.

M. Badiane : Je suis désolé. Ce que je pourrais ajouter à ce que Yasser était en train de dire, c'est que, c'est vrai, il y a une certaine liberté d'expression, mais ce qu'on devrait prendre en considération, c'est que si cette liberté menace le vivre-ensemble, c'est à ce niveau qu'il faudra peut-être agir. Parce qu'on est libre de s'exprimer, mais si ça peut entacher l'objectif qui est celui de vivre en communauté, de vivre dans des États, je crois quand même qu'à ce niveau, on peut essayer de voir comment est-ce qu'on peut contenter tout le monde sans toutefois léser une partie au détriment de l'autre.

Mme Sagna : Et je vais ajouter : cette expression de liberté de s'exprimer, c'est ce qui nous a amenés où on est aujourd'hui, ici, assis en train de vous parler. Donc, c'est ça aussi. Merci.

[Traduction]

Le sénateur Oh : Merci.

La présidente : Madame Sagna, vous avez soulevé un point très important, dont le comité est conscient depuis déjà un certain temps. En effet, depuis notre étude sur la

Sometimes those who are in position to pass a certain message don't really know too much about the issue.

[*Translation*]

Senator Jaffer: Thank you, Madam Chair.

Thank you for your work, and for being here, it's —

[*English*]

This is our last panel, and honestly, sitting here, I have to tell you that I feel very proud of you, but I also feel this has been a great way for us to end our panels in Quebec. You've given us a lot to think about.

My first question is for Mr. Lahlou and Mr. Badiane. Do you get support from other students? I used to be very active when I was at university — it was hundred years ago — and we always used to reach out to other students to get help. Do you get help? Do other students show you support? Are they working with you, those who don't belong to your group?

Mr. Badiane: I just want to understand, are you talking about students at the university, Muslim students, or —

Senator Jaffer: No, non-Muslim.

[*Translation*]

Mr. Lahlou: Thank you, senator, for the question. Okay, it's true that we're talking about associations, and particularly communities. Unfortunately, I don't think I can answer your question precisely, because we have never had the opportunity to talk to other student associations, for example, but we didn't feel any hostility from you with respect to our presence. For every Friday evening, we have a room reserved for educational lectures that attract at least 200 people, and we've never had any trouble; women come dressed however they want.

So I'm very pleased to say that we have not experienced any hostility or threats, but then we've never been in circumstances in which we had to work with others, so unfortunately, I can't answer accurately. Thank you.

Mr. Badiane: What I can say about the subject is that we are not talking about — we live in an environment that has become so inflexible that usually, at least officially, no one can give you

cyberintimidation, nous sommes sensibilisés à l'importance d'éduquer les enseignants. Les personnes qui ont le pouvoir de passer un message ne savent parfois pas vraiment de quoi ils parlent.

[*Français*]

La sénatrice Jaffer : Merci, madame la présidente.

Merci pour votre travail, votre présence ici, ça, c'est —

[*Traduction*]

Nous avons terminé la dernière série de témoignages. Franchement, je dois vous dire que je suis très fière de vous. J'ai aussi l'impression que de tenir cette séance à Québec est une belle manière de terminer notre périple. Vous nous avez donné beaucoup de matière à réflexion.

Ma première question s'adresse à monsieur Lahlou et à monsieur Badiane. Obtenez-vous du soutien de la part d'autres étudiants? J'étais très active pendant mes années universitaires — il y a environ un siècle. Il était de mise à cette époque d'aller chercher de l'aide auprès d'autres étudiants. Recevez-vous de l'aide? Les autres étudiants vous soutiennent-ils? Est-ce que ceux qui n'appartiennent pas à votre groupe travaillent avec vous?

M. Badiane : Je voudrais seulement comprendre. Parlez-vous des étudiants universitaires, des étudiants musulmans ou...

La sénatrice Jaffer : Non. Je parlais des étudiants non musulmans.

[*Français*]

M. Lahlou : Merci, madame la sénatrice, pour la question. Bon, c'est vrai qu'on est beaucoup dans le domaine associatif, et surtout dans le domaine communautaire. Je pense que, malheureusement, je ne pourrais pas répondre à votre question de façon précise, parce qu'on n'a jamais eu l'occasion de travailler avec d'autres associations étudiantes, par exemple, mais nous ne sentons pas d'hostilité par rapport à nous, par rapport à notre présence. Nous, les vendredis soirs, chaque fois, nous avons une salle réservée pour tenir des conférences éducatives qui attirent au moins 200 personnes, et nous n'avons jamais eu de problème; les femmes viennent habillées comme elles le souhaitent.

Donc, je suis très heureux de dire qu'on n'a pas vécu d'actes d'hostilité, pas reçu de menaces, mais nous ne nous sommes jamais trouvés dans une situation où nous avons dû collaborer; donc je ne pourrais malheureusement pas répondre avec précision. Merci.

M. Badiane : Ce que je pourrais dire à ce sujet, c'est qu'on ne parle pas de — on vit dans un contexte où l'environnement est tellement cristallisé que, généralement, de façon officielle,

their support. While they may say in general discussions that they agree with you, officially it will never happen because of the secular climate in which the state cannot engage in any religious activities.

Senator Jaffer: Thank you.

I have a question for you, Ms. Sagna. I have two questions, in fact, but it depends on how much time is left. When —

[*English*]

Senator Jaffer: When we were in Edmonton, we heard about gendered Islamophobia. We heard that we can't just talk about Islamophobia and we have to talk about gendered Islamophobia. In your organization, do you ever speak about that? Has there been any discussions on that? As you and others have said, there is really a challenge for women, and I'd like to hear from you if your organization has discussed that.

[*Translation*]

Ms. Sagna: It is indeed a problem that affects everyone in several spheres. When we talk about intersectionality, it means that it affects everything, not just a single thing, and that's the problem. It's true that we can find women who are — I don't know, in terms of sexuality, trans women and all that, which affects everyone. But what's blatant is that the more we work on intersectionality, on systemic racism, the more it would appear that people stop listening, and think it doesn't exist. We sometimes get the impression that people were telling themselves that they'd prefer to be deaf because they didn't want to hear, but it's not because they are not hearing. The problem exists, it's visible, and everyone can see it.

So everyone needs to be educated about that. As I said at the outset, individuals and leaders at the top should be the first to be educated before we go down the ladder, because they are the ones who introduce and vote on legislation, and who make decisions and so on. So in our organization, in the women's movement, we're trying to do it all, by inviting women, communicating with Arab women and others, but it's harder in the regions, I can tell you, because I'm from Matane in Gaspé. When they see a woman in a headscarf, they have already made a judgment, and that's difficult. If people are Black, they're asked whether they are Muslim or Catholic. It's all about things like that. So it's really a societal issue.

We need to change how we do things. We need to change our eyeglasses, and we should perhaps clean them more often. That's why we thank you for having welcomed us so that we could share our views with you and move forward, and I'm certain that

quelqu'un ne peut pas vous apporter son soutien. En échangeant avec des individus, ils peuvent vous dire « on est d'accord avec vous », mais officiellement, ça n'arrivera jamais parce qu'on parle d'un climat de laïcité où l'État ne doit pas s'immiscer dans des activités qui sont religieuses.

La sénatrice Jaffer : Merci.

J'ai une question pour vous, madame Sagna. J'ai deux questions, mais ça dépend du temps. Quand —

[*Traduction*]

La sénatrice Jaffer : À Edmonton, nous avons entendu parler d'islamophobie axée sur le genre. Selon ce que l'on nous a dit, il ne faut plus parler seulement d'islamophobie, mais aussi d'islamophobie axée sur le genre. Dans votre organisation, parlez-vous de cette problématique? Tenez-vous des discussions sur ce thème? Comme vous et d'autres témoins l'avez souligné, les femmes vivent beaucoup de difficultés, et j'aimerais que vous me disiez si cette situation a fait l'objet de discussions dans votre organisation.

[*Français*]

Mme Sagna : Effectivement, c'est tout un problème qui touche tout le monde, qui touche plusieurs sphères. Quand on parle de l'intersectionnalité, il s'agit de toucher à tout; ne pas toucher juste une chose, le problème c'est ça. Oui, on peut trouver des femmes qui sont — je ne sais pas, moi, en ce qui concerne la sexualité, des femmes trans et tout, donc ça touche à tout le monde. Mais ce qui est flagrant, c'est que plus on travaille sur l'intersectionnalité, sur le racisme systémique, plus c'est comme si on refusait de l'entendre, on croit que ça n'existe pas. Parfois, on a l'impression que les gens se disent « je veux être sourd parce que je ne veux pas entendre », mais ce n'est pas parce qu'on n'entend pas. Le problème existe, il est visible, tout le monde le voit.

Donc, tout le monde doit être éduqué par rapport à ça. Comme je l'ai dit au début, les personnes, les leaders qui sont en haut, doivent être les premiers à être éduqués pour pouvoir descendre, puisque les lois, ce sont eux qui les votent; ils prennent les décisions et tout. Donc, dans notre organisation, dans le mouvement des femmes, on essaie de tout faire, d'inviter les femmes, d'avoir des communications avec les femmes arabes et autres, mais en région, c'est pire — parce que je viens de Matane en Gaspésie. Quand on voit une femme qui est voilée, déjà, les jugements sont là, et c'est lourd. Aux Noirs, on demande : « es-tu musulman ou catholique? » Ce sont toutes des choses comme ça. Donc, c'est vraiment une question de société.

Nous devons changer notre façon de faire, nous devons changer de lunettes, nous devons les essuyer peut-être plus souvent. Donc, c'est pour cela que nous vous remercions de nous avoir accueillis, pour qu'on puisse partager avec vous afin d'aller

we are going to make progress in view of what's been happening, and what we have just told you.

Senator Jaffer: Thank you. I have really sensitive question.

[*English*]

This is a sensitive question, but I'm going to take the risk, Mrs. Sagna, and ask you about it. When I was young, we used to fight for saying "my body, my choice." I fought very hard with Quebec women on this issue until we get a law passed. I got many grey hairs doing that. I'm now wondering if the Quebec women are supporting "mon choix, mon voile." Are they supporting that, or are you doing this alone? I see you are with the Quebec Women's Federation, which is a very well-known federation across the country, and I'm wondering if they are in the campaign with Muslim women.

[*Translation*]

Ms. Sagna: Exactly, we work with many Muslim women. My body, my choice, doesn't mean what people wear, because it's specifically when they are wearing a headscarf that people judge them. I can do what I want with my body, because it belongs to me. I dress the way I want, I go out, I do what I want with the people I want to be with, but I don't give permission. When I give permission, others can do what they want, but no one can tell me, "You're in Quebec, you have to wear trousers, you shouldn't wear hijabs, or you shouldn't wear this or that." So it's really my own free choice, but as for deciding what my religion is, and how I ought to behave or speak, the answer is no. Everyone is what they are, and each is unique. I wouldn't want to be someone else and they wouldn't want to be me. I'm unique. So it's self-respect, which is all to the credit of our society.

We work together, and alongside them in the organization where I work; we are just immigrant women, and that includes some Muslim women, but it's no big deal. We share what we know, we organize meetings for all religions in order to share the wealth. There are Protestants, there are Catholics, there are Muslims...

What the government should do from time to time is organize activities for several religions so that they can exchange views, learn about other religions to help us advance more in our society rather than simply hear them say, "I'm free and I can do what I want." It's true that Quebec women talk about their bodies, but that's not essentially who they are. That's the point, you see. It means that I can do what I want, but I don't want others to decide what I can do. For example, if they want me to get married, it's for me to decide, not for someone else to choose a husband for me. If there's something I don't want, then I won't allow somebody to come and touch me, at the movies for

de l'avant, et je suis certaine qu'on va aller de l'avant étant donné ce qui se passe, ce qu'on vient de vous dire.

La sénatrice Jaffer : Merci. J'ai une question vraiment sensible.

[*Traduction*]

Cette question est très délicate, mais je vais prendre le risque, madame Sagna, de vous la poser. Lorsque j'étais jeune, nous nous battions à coups de slogans du genre « mon corps, mon choix ». Je me suis battue très fort pour cette cause, aux côtés des Québécoises, jusqu'à ce qu'une loi soit adoptée. Ce militantisme m'a donné beaucoup de cheveux gris. Je me demande si les Québécoises scandent aujourd'hui « mon choix, mon voile ». Soutiennent-elles cette cause, ou êtes-vous seule au combat? Je vois que vous êtes membre de la Fédération des femmes du Québec, organisme très connu partout au pays, et je me demande si la Fédération fait campagne avec les musulmanes.

[*Français*]

Mme Sagna : Exactement, nous travaillons avec beaucoup de femmes musulmanes. Mon corps, mon choix, ça ne veut pas dire l'habit que je porte, parce que c'est l'habit — le voile — qui fait que ça attire un jugement. Mon corps, j'en fais ce que je veux, ça m'appartient. Je m'habille comme je veux, je sors, je fais ce que je veux avec qui je veux, mais je ne donne pas l'autorisation. Quand je l'autorise, l'autre peut, mais on ne peut pas me dire : « tu es au Québec, tu dois porter des pantalons, tu ne dois pas porter des hijabs, tu ne dois pas porter ci ou ça ». Donc, c'est vraiment mon libre choix, mais quant à décider ce qui est de ma religion, comment je dois me comporter, comment je dois parler, c'est non. Chaque personne est ce qu'elle est, on est unique. Moi, je ne voudrais pas être les autres et les autres ne voudront pas être moi. Moi, je suis unique. Donc, c'est le respect de soi, c'est ce qui fait la beauté de notre société.

Nous travaillons ensemble, on les côtoie dans l'organisme où, moi, je travaille; on n'est que des femmes immigrantes, puis on a des musulmanes aussi, mais on n'en fait pas un scandale. On partage nos connaissances, on organise des rencontres de toutes les religions pour partager cette richesse. Il y a les protestants, il y a les catholiques, il y a les musulmans, etc.

En fait, le gouvernement devrait organiser de temps en temps des activités multireligions pour échanger, pour connaître les autres religions, et ça, ça nous avancera plus dans notre société que de laisser les gens dire : « je suis libre, je peux faire ce que je veux ». Oui, les femmes québécoises, on parle de mon corps, ce n'est pas l'essence de ce que je suis. Vous comprenez, c'est ça. Ça veut dire que moi, je peux faire ce que je veux, mais je ne veux pas que l'autre décide. Par exemple, si on veut me donner un mari, c'est à moi de — ce n'est pas à quelqu'un de me donner en mariage. Si je ne suis pas disposée à quelque chose, je ne permets pas qu'on vienne me toucher, comme dans un cinéma :

example. You're all alone, you're a woman, and more than that — no, I won't allow that. So it's respect for our bodies, but also respect for our decisions.

Senator Jaffer: Thank you. Thank you for coming.

Senator Gerba: I'll take advantage of this opportunity, to speak to my sister, Ms. Sagna. You're from the regional community of Matane. I would imagine that what we are experiencing here in Quebec City is accentuated in the regions. As a representative of the Fédération des femmes du Québec, in a region like Matane, what can you do, what is it that you do concretely for women who are victims of this heinous behaviour? Because we heard earlier, just a little earlier, an impressive presentation by a woman who was a victim of an act of hate in a store. She called the police, and they couldn't do anything, and the end result was that she was charged. So tell us concretely how it might be possible in instances like that to help women who are victims of hateful behaviour.

Ms. Sagna: Thank you for your question. It can't be tolerated. Back home, these are the things we call out. We have a core group consisting of us, our mayor, the city councillors and others we work with, and we can't allow that. We have elected members, we have ministers and we stand with these women to condemn these things, these acts. It's unacceptable in 2022 to still see problems of this kind, simply unacceptable. That's why we condemn them. What I mentioned, along with accompanying numbers, is true. We all heard the numbers. We need to ask ourselves what we're going to do so that we can go home and sleep peacefully. I would ask myself that question.

So we hold meetings, and there are issue tables, there's training, and people come to learn and to share their religions. What does it mean to be human? It's the person's dignity. So those are things that are unacceptable and that we won't put up with. And that's why we in the associations also provide information to women, if anything should ever happen to them, and we condemn things like that. It's not acceptable and that's why we condemn it. Then we give them support, which is also available in the regions, we're familiar with that. Police officers cannot allow themselves — nor can the mayor or the member of Parliament — and they really need to pay attention. I have a role to play, and I stay there and do what I have to do. And if I'm upsetting anyone, well the people can just move, because I'm staying, I'm not budging, and I will always point the finger at what needs to be condemned. So we try to set an example of being brave about the need for respect, and that requires calling things out. We don't need a war because there are never any winners in war. Thank you, sister.

tu es toute seule, tu es une femme, puis tu as plus — non, je n'autorise pas ça. Donc, il s'agit du respect de notre corps, mais du respect de notre choix aussi.

La sénatrice Jaffer : Merci. Merci de votre présence ici.

La sénatrice Gerba : Je profite de cette occasion pour parler à ma sœur, Mme Sagna. Vous venez de Matane, en région. J'imagine que ce que nous vivons ici, à Québec, est renforcé davantage dans les régions. En tant que représentante de la Fédération des femmes du Québec, dans une région comme Matane, qu'est-ce que vous pouvez faire, qu'est-ce que vous faites concrètement pour les femmes victimes de ces actes haineux? Parce qu'on a entendu tout à l'heure, un peu plus tôt, un témoignage impressionnant d'une femme qui a été victime de ce genre d'actes dans un magasin. Elle a appelé la police, et ils n'ont rien pu faire; au contraire, c'est elle qu'on a accusée. Donc, parlez-nous concrètement de la façon dont on peut, dans ce cas-là, aider les femmes victimes d'actes haineux.

Mme Sagna : Merci de votre question. On ne peut pas tolérer cela. Chez nous, ce sont des choses qu'on dénonce. Nous avons une base où c'est nous autres, on a notre — le maire, les conseillers et tous ceux qui sont vraiment la base avec qui nous travaillons, et on ne peut pas laisser passer ça. Nous avons des députés, nous avons des ministres, et on se lève debout avec ces femmes, et nous dénonçons ces choses, ces actes. C'est inacceptable, en 2022, de se retrouver encore dans ce genre de problématique; c'est inacceptable. C'est pour cela que nous dénonçons. Ce que j'ai nommé, avec les chiffres qui sont là, c'est vrai. Nous tous, nous avons entendu ces chiffres-là. Il s'agit de se demander comment on va faire pour aller chez nous et dormir tranquille. Je me poserais la question.

Donc, on a des rencontres, on a des tables de concertation, on a la formation, on a des gens qui viennent en stage, on partage nos religions. Qu'est-ce que la base de l'humain? C'est la dignité de la personne. Alors, ça, ce sont des choses inacceptables que nous ne laisserons pas passer une minute. Et c'est la raison pour laquelle on donne aussi l'information aux femmes, si jamais elles vivent ça, de la part de nous, qui sommes dans les associations, de les dénoncer aussi. C'est inacceptable d'accepter ça, donc on le dénonce. Puis on les soutient; ce qui est bien aussi en région, c'est qu'on se connaît. Le policier ne peut pas se permettre — ni le maire ni le député —, il doit faire vraiment attention. Moi, je prends ma place, je reste là et je fais ce que j'ai à faire. Et si je dérange, eh bien, les gens pourront déménager, parce que moi, je vais rester toujours là, je ne bougerai pas, et je vais toujours dénoncer. Donc, on leur donne un exemple de courage dans le respect, dans le respect qui consiste à nommer ces choses. On n'a pas besoin de guerre — on n'est pas gagnante à ça. Merci, ma sœur.

[English]

The Chair: Thank you. I have a question specifically for the MSA, the Muslim Students Association. Tell me what it's like to be a Muslim, a young woman in a hijab, in the universities. I would like both of you to answer.

[Translation]

Mr. Badiane: I'm not a woman. We are often told that we tend to barge in and answer on behalf of women, but I'll take the risk. At the university, as I was pointing out earlier, the problem does not generally surface at that level. The problem lies with other students, and sometimes other professors; that needs to be pointed out as well. The problem lies with some of the other professors who have concerns about the fact that the headscarf demeans women. And generally, when we encounter those sisters, what they say is that they have the impression they're starting a race knowing full well that they're going to come in last, in the sense that they feel belittled sometimes by certain forms of behaviour, whether from certain professors who — I'll give them the benefit of the doubt because sometimes when one is not accustomed to being with other people, and you see something that you're not familiar with, it may appear strange — that's where the word "foreign" comes from. So generally, what they say is that sometimes they feel diminished by certain forms of behaviour that can be rather frustrating. That's what I might be able to say about that.

Mr. Lahlou: I'd like to follow up on the point my colleague made. It's true that we're not women, but we nevertheless have a perception of the situation. It's definitely true that Muslim women are not looked at in the same way by the public; it all depends on whether they are wearing something in particular or whether they dress the way most people do, without even a headscarf. A woman who is wearing a headscarf or some other visible form of clothing, is a victim of prejudice simply by the way she is looked at, meaning that people might ask themselves: "Is that an oppressed woman, is that an indoctrinated woman, is that a radicalized woman?" So she already has two strikes against her.

That's my main point, which is that we really have to get rid of the idea that a headscarf means oppression, because it's simply not true. A headscarf is simply a form of clothing. While someone may decide to put on trousers to cover themselves, the Muslim woman chooses to wear a headscarf to cover herself, and if that contributes to her spirituality, so much the better. So that's my point of view on the matter.

[English]

The Chair: Thank you. I asked because you represent the students association, and I have done events with the MSA at the University of Toronto and know how organized the women there are. You are here representing, so I just wanted to get that. Do

[Traduction]

La présidente : Merci. J'ai une question qui s'adresse à l'Association des étudiants musulmans. Dites-moi ce que c'est que d'être musulmane, d'être une jeune femme portant le hidjab, à l'université. J'aimerais que vous me répondiez toutes les deux.

[Français]

M. Badiane : Je ne suis pas une femme. Ce qu'on dit souvent, c'est qu'on a l'habitude de répondre à la place des femmes, mais je vais prendre ce risque-là. Au sein de l'institution, comme je le soulignais tantôt, le problème ne se pose généralement pas à ce niveau. Le problème se pose avec d'autres étudiants, parfois avec d'autres enseignants — ça, il faut le souligner aussi. Le problème se pose avec d'autres enseignants qui ont des appréhensions comme quoi le voile, ça diminue la femme. Et généralement, quand on rencontre ces sœurs-là, ce qu'elles disent, c'est qu'elles ont l'impression de commencer une course en sachant bien évidemment qu'elles seront dernières dans la course, dans le sens où elles se sentent diminuées, parfois, par des comportements, que ce soit venant de certains enseignants qui — je leur accorde le bénéfice du doute, parce que, parfois, quand on n'a pas l'habitude de côtoyer d'autres personnes, quand on voit quelque chose qu'on ne connaît pas, ça nous paraît étrange. C'est d'ailleurs de là que vient le mot « étrange ». Donc, généralement, ce qu'elles nous disent, c'est que, parfois, elles se sentent diminuées par certains comportements qui peuvent être assez frustrants. C'est ce que je pourrais dire là-dessus.

M. Lahlou : Je vais rebondir sur le point de mon collègue. C'est vrai que nous ne sommes pas des femmes, mais on a quand même une certaine perception de la situation. C'est sûr qu'une femme musulmane ne ressent pas le regard public de la même façon; ça dépend si elle porte un habit particulier ou si elle s'habille de façon tout à fait normale, sans voile ni rien. Une femme qui porte un voile ou un quelconque autre habit visible, elle est victime des préjugés seulement par le regard, c'est-à-dire que les gens se demandent : « est-ce que c'est une femme opprimée, est-ce que c'est une femme indoctrinée, est-ce que c'est une femme radicalisée? » Donc, déjà là, elle part avec deux prises, comme on dit.

Donc, c'est mon point principal, c'est qu'il faut vraiment détacher la perception de « voile égale oppression »; ce n'est pas vrai. Le voile n'est qu'un habit. Quand quelqu'un décide de mettre un pantalon pour se couvrir, bien, la femme musulmane, elle décide de mettre un voile pour se couvrir, et si ça l'aide dans sa spiritualité, tant mieux. Donc, voici mon point de vue sur la question.

[Traduction]

La présidente : Merci. J'ai posé la question, car vous représentez l'association étudiante. Pour avoir participé à des événements organisés par l'association des étudiants musulmans de l'Université de Toronto, je sais à quel point les femmes sont

you have any kind of procedure in place if a student feels they've been discriminated against because of their religion? Do you keep a record of that? If someone comes to you, what action would you take?

[Translation]

Mr. Lahlou: We don't keep records on this, but if someone comes to us, we have a high level of confidence in the work of the National Council of Canadian Muslims (NCCM). The Council provides resources; it has some truly invaluable resources to help the community, and that's what it's there for. So out of habit, and also because another body might not deal with the situation as professionally, we refer victims to the National Council of Canadian Muslims for guidance.

Mr. Badiane: I'd like to add that at Laval University, there's an entire branch that handles spiritual activities, and generally speaking, if there is an instance of discrimination, we begin by holding a joint meeting with the person in charge of the campus spiritual activities in order to inform them of the situation, and afterwards move it to a higher level in the University. Only then, if we are unable to find a solution to the problem, it can be moved to a higher level like the National Council, the mosque, the Quebec City Islamic cultural centre (CCIQ), and find people to support us in our efforts. So we always begin within the university, and if that doesn't work, we move things up a notch.

[English]

The Chair: You mentioned professors, so you feel that there are issues with certain professors who view ... is it Muslims generally unfavourably, or niqab, hijab-wearing young women? I don't know if you can think to that.

Mr. Badiane: Can you repeat, please? I'm not certain.

The Chair: There's an issue with certain professors ...

Mr. Badiane: Yes.

The Chair: ... who view Muslims differently, and maybe specifically hijab-wearing Muslim women. Is that an issue in your universities?

organisées là-bas. Comme vous représentez votre association, je voulais seulement avoir votre point de vue. Avez-vous un processus en place auquel peuvent recourir les étudiantes qui pensent avoir été victimes de discrimination en raison de leur religion? Tenez-vous un registre de ce genre de situation? Lorsque quelqu'un vient vous voir, quelles démarches entamez-vous?

[Français]

M. Lahlou : On ne garde pas d'historique de ça, mais si quelqu'un vient chez nous, nous, on fait beaucoup confiance au travail du Conseil national des musulmans canadiens (CNMC). Il donne des ressources; il y a des ressources très, très précieuses pour aider la communauté, il est là pour ça. Donc, par habitude et aussi par souci qu'une autre autorité ne s'occupe pas de la situation professionnellement, on se réfère au Conseil national des musulmans canadiens pour accompagner les victimes.

M. Badiane : Ce que je pourrais rajouter là-dessus, c'est qu'au sein de l'Université Laval, il y a toute une direction qui est chargée des activités spirituelles, ce qui fait que, généralement, s'il y a des actions de ce genre-là, on fait d'abord une réunion de concertation avec celui qui est chargé des activités spirituelles sur le campus afin de lui présenter la situation, et par la suite, on peut faire remonter l'information à un niveau un peu plus élevé au sein de l'université. Ce n'est qu'après ça que, si on ne trouve pas une solution au problème qui est posé, on peut s'adresser à un niveau plus élevé, que ce soit le conseil national, la mosquée, le Centre culturel islamique de Québec (CCIQ), et trouver des personnes qui peuvent nous soutenir dans notre démarche. Donc, on commence toujours à l'université, avec l'université, et si jamais ça ne marche pas, on évolue vers un palier un peu plus haut.

[Traduction]

La présidente : Vous avez mentionné les professeurs. Vous avez donc l'impression qu'il y a des problèmes avec certains professeurs qui ont, globalement, une perception, dirions-nous, défavorable des musulmans, ou du niqab, ou des jeunes femmes portant le hidjab? Pourriez-vous nous dire ce que vous en pensez?

M. Badiane : Pourriez-vous répéter la question, s'il vous plaît? Je ne suis pas certain d'avoir bien compris.

La présidente : Il y a un problème avec certains professeurs...

M. Badiane : Oui.

La présidente : ... qui perçoivent les musulmans — et peut-être précisément les musulmanes portant le hidjab — comme différents. Cette façon de voir les choses existe-t-elle dans votre université?

[*Translation*]

Mr. Lahlou: I have not personally attended anything like that, not once, in more than three years of working with the student association. However, I recently noticed that there was a teacher at a college, or rather a CEGEP in Montreal to be specific, who made offensive comments about Islam, and I believe that professors ought to be neutral. So it happens, but I've never seen it.

[*English*]

The Chair: Thank you. Senators, do we have any more questions?

Senator Gerba: No, thank you.

The Chair: I want to thank all our witnesses for your presentations and for taking the time to be here. Your testimony and remarks before us will help us when we write our final report. You have taken the time and had the patience to answer questions that sometimes maybe shouldn't even have been asked to you. I want to say thank you also to the senators, because we all travelled from our homes and taken the time to be here, but to the witness especially because, without your testimony, it would be impossible for us to do the study.

Senators, colleagues and guests, our meeting is adjourned, and we will reassemble tomorrow in Toronto. Thank you.

(The committee adjourned.)

[*Français*]

M. Lahlou : Personnellement, je n'ai jamais assisté à quelque chose comme ça, je n'ai jamais entendu cela, après plus de trois ans d'engagement au sein de l'association étudiante. Par contre, j'ai vu que, récemment, il y a un enseignant à Montréal d'un collège ou d'un cégep, pour être précis, qui s'est permis de faire certains commentaires désobligeants par rapport à l'islam, et je pense qu'un professeur a le devoir de neutralité. Donc, ça existe, mais je ne l'ai pas vu.

[*Traduction*]

La présidente : Merci. Sénateurs, avez-vous d'autres questions?

La sénatrice Gerba : Non. Merci.

La présidente : J'aimerais remercier tous les témoins pour leur présentation et pour avoir pris le temps de venir ici aujourd'hui. Vos témoignages et vos commentaires nous aideront à rédiger notre rapport final. Vous avez pris le temps et vous avez eu la patience de répondre à des questions qui ne vous avaient peut-être jamais été posées. Je voudrais également remercier les sénateurs qui se sont déplacés loin de chez eux et qui ont pris le temps de venir ici. Par contre, mes remerciements s'adressent plus spécialement aux témoins, car sans leurs témoignages, nous ne pourrions pas mener à bien l'étude qui nous a été confiée.

Sénateurs, collègues et invités, la séance est levée. Nous nous réunirons demain à Toronto. Merci.

(La séance est levée.)
